

A la direction
de la démocratie chrétienne

De nouvelles démissions
affaiblissent la position
de M. Fanfani
LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 Da; Maroc, 1 dir.; Tunisie, 100 m.
Australie, 0,50 Da; Belgique, 7 sc.; Danemark,
1 kr.; Espagne, 50 cts.; France, 2,50 fr.
Grèce, 10 dr.; Grande-Bretagne, 14 s.; Irlande,
15 dr.; Italie, 100 li.; Japon, 120 y.;
Luxembourg, 8 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas,
0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse,
0,50 fr.; U.S.A., 60 cts.; Yougoslavie, 8 m. din.

Tarif des abonnements page 23

5, RUE DES ITALIENS
75121 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 4307-25 Paris
Tél. Paris 26 6572
Tél. : 770-91-29

SIGNÉE MERCREDI A BRUXELLES PAR LES « QUINZE »

La « déclaration atlantique » paraît surtout destinée à renforcer la position de M. Nixon avant sa visite à Moscou

M. CHIRAC S'ÉTONNE AUPRÈS DE M. WILSON
de sa protestation contre les essais nucléaires français

UNE PHOTO DE FAMILLE

Le « sommet » atlantique, qui s'est tenu mercredi à Bruxelles, rappelle ces spectacles où tout est dans la mise en scène et la distribution. Quel que soit leur effet, on ne peut oublier les faiblesses de la pièce.

Le moment de bravoure est la signature de la déclaration, dite d'Ottawa, dont l'histoire, depuis qu'elle a été approuvée et publiée il y a huit jours, est quelque peu émaillée. Ce qui étonne le plus, c'est que tant d'efforts aient été nécessaires pour aboutir à un document aussi anodin. Au plan de la coopération internationale, la déclaration atlantique est en retrait sur maints textes antérieurs. Le « rapport des sages », adopté par le conseil de l'OTAN le 13 décembre 1964, par exemple, va beaucoup plus loin que les bonnes résolutions prises à Ottawa.

Bien que plusieurs petites phrases glissées par M. Jobert dans le projet primitif aient disparu de la version finale, les traits les plus remarquables de la déclaration atlantique soulignent le caractère spécifique de l'Europe. Est-ce ce que voulait M. Kissinger quand il lança en 1973 son projet d'une « nouvelle charte » pour « revitaliser l'alliance » ? Si oui, en le disant plus tôt il aurait économisé une année de pénibles controverses.

En lever de rideau, M. Nixon a voulu manifester sa bonne volonté et consulter ses alliés avant de rencontrer M. Brejnev. Mais que dire à Bruxelles de M. Kissinger n'ait déjà dit à Ottawa la semaine dernière ? Et qui croira que M. Nixon soit sincèrement disposé à inflechir sa politique soviétique en fonction de cette « consultation » tant vantée, quelques heures à peine avant d'atterrir à Moscou.

Forcé est donc de se demander pourquoi M. Nixon a voulu, avec un acharnement que le communiqué officiel annonçant la rencontre n'a pas dissimulé, cette « assemblée des barons autour du souverain », comme disait Georges Pompidou en se refusant à participer personnellement à cette figuration.

Que le président américain cherche dans les « shows » diplomatiques un dérivatif au Watergate n'explique pas tout. La photo de famille de Bruxelles est dérivée à côté des succès éclatants et d'un meilleur aloi accumulés par l'équipe Nixon-Kissinger au Proche-Orient, à Pékin, à Moscou et ailleurs.

Finalement, c'est sans doute à M. Brejnev, son prochain interlocuteur, que M. Nixon destine la « photo atlantique » de Bruxelles. Moscou se méfie plus encore que Washington des velléités d'indépendance manifestées par la Communauté européenne, l'année dernière notamment. Les deux super-puissances ne doutent pas que leur entente soit d'autant plus solide qu'elle reste fondée sur un tête-à-tête et que les comparses sont fermement tenus en main. Si le secrétaire d'Etat n'a pas obtenu, sur le fond, l'alignement organique de l'Europe sur la politique américaine qu'il cherchait dans sa « nouvelle charte atlantique », du moins veut-il que la face soit sauve et que M. Nixon apparaisse, dans le dialogue Est-Ouest, comme le chef, le « leader » véritablement incontesté du monde atlantique.

Un entretien
avec M. Jean-Luc Lagardère

« MATRA
N'ÉCARTE PAS
L'ÉVENTUALITÉ
DE RENONCER
À LA COMPÉTITION »
(Lire page 11.)

M. Nixon s'est adressé, ce mercredi matin 26 juin, aux chefs de gouvernement des pays membres du pacte atlantique, avant la cérémonie de signature de la « déclaration » adoptée la semaine dernière, au cours du conseil ministériel d'Ottawa. Il a affirmé la fidélité des États-Unis à l'OTAN et l'indivisibilité de l'alliance, et souhaité que les Européens y jouent leur rôle. Cette manifestation de solidarité paraît essentiellement destinée à renforcer sa position à la veille de sa rencontre, jeudi à Moscou, avec M. Brejnev. A ce propos, une personnalité américaine a indiqué

qu'il paraissait impossible de conclure, pour le moment, un accord définitif sur la limitation des armements stratégiques (SALT).

Pendant ce temps, M. Lytchen, chef de la délégation soviétique aux négociations conjointes, reprenait son poste à Pékin après un an d'absence, alors que le climat des relations sino-soviétiques est plus tendu que jamais. C'est là, sans doute, un geste destiné à M. Nixon, dont le secrétaire d'Etat, on l'a appris mardi soir, compte aller en Chine au mois d'octobre.

La coopération entre les deux Super-Grands a atteint son rythme de croisière

De notre correspondant

Moscou. — Il y a deux ans, l'arrivée de M. Nixon avait été précédée par d'importants travaux de nivellement de Moscou : un bloc de vieilles habitations à proximité du Kremlin avait même été rasé pour faire place à un square. En même temps, la presse et la télévision soviétiques consacraient beaucoup d'espace et de temps à présenter au Soviétique moyen une image généralement positive des États-Unis.

Rien de tel cette année, qu'il s'agisse de la « toilette » de la capitale ou des reportages et commentaires des organes d'information soviétiques. Aux grands espoirs ont succédé un prudent optimisme et un réalisme certain : on a compris aujourd'hui, le Watergate aidant, que le passage de la coexistence pacifique à la coopération ne se fera pas en huit clics, lors de conversations privées, sont aujourd'hui reprises dans les colonnes de la presse. La situation personnelle de M. Nixon (à laquelle on ne se permet en public que de fort discrètes allusions) joue, bien sûr, un rôle dans cette prudence. Mais on peut se demander si, sans le Watergate, nous n'aurions pas assisté au même ralentissement dans le rapprochement américano-soviétique. Après tout, c'est en 1972 — bien avant que le scandale n'empêche ses proportions actuelles — que le chef de la Maison Blanche avait éprouvé de sérieuses difficultés pour faire accepter par le Congrès le premier accord sur la limitation des armements stratégiques.

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'on ne cherche pas à donner du côté soviétique l'impression qu'on doit s'attendre à des résultats spectaculaires à l'issue du troisième « sommet » Nixon-Brejnev. Les perspectives sont plutôt modestes et on s'agit pour acquiescer à l'état actuel des choses, la signature d'un accord décennal de coopération économique.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 2, 4^e col.)

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — Un chef d'Etat, le président Nixon, deux chefs de gouvernement et deux délégations spéciales (pour le Canada et l'Islande) participent, ce mercredi, à Bruxelles, au second « sommet » de l'histoire, longue cette année d'un quart de siècle, de l'Organisation atlantique. A 10 heures, après une brève allocution de M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, le président Nixon a pris la parole pour exposer les résultats de son récent voyage au Proche-Orient et les motifs de sa visite à Moscou, où il arrivera jeudi.

MAURICE DELARUE.
(Lire la suite page 2, 4^e col.)

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- IMPÔTS : majorations adoucies (page 36).
- AGRICULTURE : mesures pour maintenir le pouvoir d'achat (page 33).
- CHARBON : ralentissement de la réduction de production (page 33).

Crise dans l'Himalaya

Le roi du Sikkim cherche à persuader Mme Gandhi de respecter l'autonomie de son pays

La crise s'aggrave dans le petit État himalayen du Sikkim. Le « chogyal » (roi) a quitté son palais sous escorte armée le mardi 25 juin et gagné par avion New-Delhi, où il est reçu ce mercredi par Mme Gandhi. Depuis la semaine dernière, le royaume est le théâtre de troubles : la police indienne patrouille à Gangtok et réprime des manifestations en faveur du chogyal. Ce dernier veut préserver l'autonomie du pays. Les

millitants du parti du Congrès, majoritaires à l'Assemblée et favorables à une certaine intégration à l'Inde, s'opposent au souverain. A Pékin, l'évolution de la crise est suivie avec attention. Chine nouvelle a mis en évidence une déclaration du roi selon lequel les dernières élections ont été « manipulées » par les Indiens. Notre envoyé spécial, Patrice de Beer, fait le point de la situation.

De notre envoyé spécial
PATRICE DE BEER

possible d'y téléphoner. Pourtant, toutes les informations de la presse indienne viennent de New-Delhi et portent l'estampille de la vérité officielle. Le quotidien indépendant de Calcutta, *The Statesman*, qui a pourtant dépeché sur place un envoyé spécial, ne publie même pas ses informations. La seule version entendue ici est celle du Congrès du Sikkim, favorable à une intégration à l'Inde. C'est la thèse des représentants de New-Delhi dans ce protectorat, situé dans une zone stratégique à la frontière chinoise. Les thèses du chogyal ne sont jamais présentées. Nous avons pour en savoir plus long, téléphoné à Gangtok. Mais la ligne, qui était parfaitement claire quand nous nous sommes entretenus avec l'« officier politique » indien — une sorte de résident général — a soudain été troublée lorsque le chogyal a commencé à parler. Etait-ce seulement un incident technique ?

Feodalité et démocratie

Les deux forces qui s'opposent dans l'État ont recommencé à s'affronter la semaine dernière à l'occasion de la présentation par l'expert ad hoc indien d'un projet de Constitution établi à la demande de l'Assemblée locale, dominée par le Congrès du Sikkim, qui contrôle trente et un des trente-deux sièges. Ce parti, dirigé par le vénérable Kazi Lendrup Dorji Khangsarpa, âgé de

DÉPASSANT LE PROJET INITIAL

L'Assemblée nationale décide d'abaisser à dix-huit ans l'âge de la majorité civile

A une très large majorité, l'Assemblée nationale a décidé, mardi 25 juin, d'abaisser à dix-huit ans l'âge de la majorité électorale et civile. Le gouvernement ne souhaitait que l'abaissement du droit de vote, le débat a été notamment marqué par des escarmouches entre M. Lecanuet, ministre de la justice, et certains députés U.D.R., qui ont manifesté une nouvelle fois leur hostilité au garde des sceaux.

D'énormes repercussions sont à attendre de ce texte, qui augmente de 2,4 millions le nombre des citoyens français. Mais les difficultés sont à la mesure du pas franchi, qui prend les allures d'une révolution. Tous les domaines de la vie sociale seront, en effet, affectés par la loi, qui concerne aussi bien la Sécurité sociale, l'autorité parentale, le mariage, l'émancipation, etc.

Une manière de révolution

Dans ce débat prétendument fondé sur de pures considérations juridiques, tout le monde a raison : l'Assemblée qui veut tout, tout de suite, le gouvernement qui propose tout, à terme, et le Conseil d'Etat, qui avait prudemment indiqué, quand il fut consulté, que la majorité électorale et civile n'était pas « nécessairement liée ». Il est bien vrai qu'une discussion aurait été engagée sur l'article 3, 4^e de la Constitution — « sont électeurs dans des conditions déterminées tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques » — qui est à l'origine de la polémique : il se serait trouvé autant de juristes partisans de la jonction que de partisans du contraire.

En réalité, après tant d'années d'attente, chacun, Parlement et gouvernement, veut se prévaloir d'une initiative qui a trop tardé. Mais c'est le Parlement qui, aujourd'hui, vole au secours de la victoire. Alors que le gouvernement souhaitait apparemment que la victoire fût sans tâche. En d'autres termes, qu'une discussion trop hâtive ne laisse pas passer des imperfections ou des lacunes de rédaction qu'il faudrait rectifier demain. Certes, les amendements de la commission des lois ne sont en réalité que la reprise des projets qui existaient dans les cartons du ministère de la justice avant l'arrivée de M. Jean Lecanuet place Vendôme. Certes, des

« contacts téléphoniques » inter-ministériels ont été pris durant le week-end. Etait-ce assez faire preuve de prudence ? Parce que l'Assemblée a voté, en quelques heures, une manière de révolution, qui ne serait tentée de croire que son application va de soi, que les dispositions pratiques seront utilisables dès la loi promulguée par le président de la République ? C'est aller trop vite en besogne et penser que l'enthousiasme suffit à passer outre à ces difficultés.

Ces difficultés sont innombrables. Elles sont énormes. Elles concernent tout le monde, directement ou indirectement. C'était ce qu'avait dit M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, le 10 juin, c'est ce qu'avait oublié M. Lecanuet, président du Centre démocrate, dimanche 23 juin, c'est ce qu'a rappelé M. Lecanuet, garde des sceaux, devant l'Assemblée nationale, mardi 25 juin. Passons sur les volte-face successives du chef de parti vient au secours du ministre, où l'un demande ce que l'autre repousse. Les difficultés restent, en matière de Sécurité sociale, de responsabilité civile (à partir de dix-huit ans, il ne sera plus possible de se retourner contre les parents en cas d'accident ou de dommage, quel qu'il soit), d'émancipation, de mariage, etc.

PHILIPPE BOUCHER.
(Lire la suite page 7, 6^e col.)

AU JOUR LE JOUR

Trois lieues à la fois

Une fois élu, le gouvernement démocratique a trois solutions : faire la politique de ceux qui ont voté pour lui, afin de tenir ses engagements ; faire la politique de ceux qui ont voté contre lui, pour les gagner à sa cause, ou faire une politique entièrement différente et dans laquelle il affirme sa personnalité.

Le général de Gaulle avait choisi la troisième solution. Mais tout le monde n'est pas le général de Gaulle. C'est pour M. Valéry Giscard d'Estaing un dilemme d'autant plus cruel que ceux qui l'ont élu n'ont pas tous la même politique. Pense encore d'essayer de concilier celle de l'opposition et celle de la majorité en courtant deux lieues à la fois, mais s'il faut en poursuivre en même temps une troisième, gare aux accidents de chasse !

ROBERT ESCARPIT.

FIN DE LA GRÈVE DES AGENTS I2 A LA RADIO

Le « parent pauvre » de l'O.R.T.F.

Le mouvement de grève qui affectait les programmes de l'O.R.T.F. depuis le 30 mai a été suspendu mardi soir, « compte tenu des menaces qui pèsent sur l'Office », ont déclaré les représentants du comité central de grève et des syndicats F.S.U. et C.F.D.T.

Ces menaces, multiples, s'articulent autour des difficultés financières que connaît l'O.R.T.F. et des « erreurs » de gestion mises en relief par la commission de contrôle de l'Assemblée.

La grève des agents I2, qui a pris fin mardi, a surtout affecté la radiodiffusion depuis près d'un mois. Mais qui s'en souciait ? La radio nationale semble en effet avoir été oubliée à ce tournant de l'histoire de l'O.R.T.F.

A l'heure où son monopole, rendu très théorique par la présence des postes périphériques, pourrait être remis en cause, nous avons rencontré son directeur, M. Jacques Sallabert, pour évoquer la situation de « l'enfant pauvre » de l'Office.

(Lire pages 10 et 11.)

ANNE CARADINE
L'ACTEUR

ROMAN

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION
D'UN JULIEN SOREL DU 7^{ème} ART

belfond

EUROPE

Italie

Avec la démission du secrétaire adjoint du parti La tension s'accroît entre M. Fanfani et la gauche de la démocratie chrétienne

De notre correspondant

Rome. — Le pacte d'unité conciliant la gauche et la droite chrétienne est définitivement rompu. M. Fanfani, secrétaire général du parti, n'est pas parvenu, en effet, à maintenir la cohésion des différents courants autour de lui. Après avoir évincé, voici quelques jours, deux des représentants les plus notables des courants de gauche au secrétariat politique du parti, il a dû accepter, mardi 25 juin, la démission de deux autres représentants de la gauche (dont le secrétaire adjoint, M. Marcora) et, en particulier, d'un ami de M. Moro. Ce dernier, ministre des affaires étrangères, était absent de la réunion de la direction, sans doute absorbé par ses charges (il se trouvait à Bruxelles), mais aussi par souci de se tenir à l'écart.

C'est donc devant le conseil national du parti que se règlera au début de juillet, à la fois la question du maintien de M. Fanfani au secrétariat général et la politique même de la démocratie chrétienne. La majorité gouvernementale est naturellement très secouée par cet éclatement au sein de la principale formation de la coalition. Les socialistes voient avec inquiétude la gauche démocrate-chrétienne entrer dans l'opposition interne. Ils redoutent en effet de voir la D.C. progressivement amenée à se replier sur des positions du centre et à renier les récents accords conclus pour la solution des problèmes économiques.

L'amiral Birindelli quitte le M.S.I.

Un autre événement notable est intervenu : l'amiral Birindelli, président du Mouvement social italien Droite nationale, a donné sa démission de cette charge et annoncé qu'il quitterait cette formation. A la Chambre, il siègera parmi les non-inscrits. Cette démission, que l'on prévoyait depuis plusieurs semaines, est due au refus du M.S.I. de se désolidariser totalement et spectaculairement de tous les épisodes de violence et de terrorisme qui ont été associés à la campagne électorale. L'amiral voulait aussi que le parti prenne le seul nom de Droite nationale et élimine toute référence

à un « passé que l'histoire n'a pas encore sérieusement jugé ». Enfin, il souhaitait que l'ensemble du M.S.I. demande à être jugé, comme doit l'être son secrétaire, M. Almirante, aux termes de la loi interdisant la reconstitution du parti fasciste, et que M. Almirante et tous les dirigeants du M.S.I. démissionnent pour montrer leur bonne foi. C'est sur ce dernier point que s'est produite la rupture.

Les motivations de l'amiral Birindelli sont d'ailleurs assez ambiguës, car sa déclaration sur le rôle historique du fascisme et des « valeurs » qu'il a apportées dans l'histoire italienne demeure en complète contradiction avec le jugement porté sur cette période de l'histoire par les partis de la majorité constitutionnelle.

Au sein du gouvernement, la responsabilité de l'extrême droite dans le développement des mouvements terroristes depuis quelques années non seulement n'est plus contestée, mais a été mise en relief par le ministre de l'Intérieur, M. Taviani, devant la Chambre. Il a laissé entendre que les membres des « brigades rouges » seraient en réalité des dissidents des commandos d'extrême droite ou des membres du M.S.I. qui auraient été exclus pour leur recours à la politique de la violence.

JACQUES NOBECOURT.

Autriche

LA NOMINATION DE M. BIELKA COMME MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES NE FAIT PAS L'UNANIMITÉ DU PARTI SOCIALISTE

(De notre correspondant.)

Vienne. — M. Erich Bielka-Karlitz, qui a quitté récemment, après deux années de séjour, son poste d'ambassadeur d'Autriche à Paris, a été nommé le mardi 25 juin ministre des affaires étrangères.

En expliquant les raisons de son choix, le chancelier Kreisky a dit que M. Bielka était « un des diplomates les plus expérimentés » du pays. Il a précisé que cette nomination ne

valait « que pour la législature actuelle », c'est-à-dire pour un an environ.

Il apparaît en effet que, malgré le succès du candidat du parti socialiste, lors de l'élection présidentielle, M. Kreisky demeure très incertain quant au résultat des futures élections parlementaires. Si le parti socialiste venait à perdre sa majorité absolue et à proposer une alliance au parti libéral, il s'en suivrait une nouvelle répartition des responsabilités ministérielles. La désignation de M. Bielka-Karlitz permettrait alors à M. Kreisky de garder les mains libres quant à l'attribution du portefeuille des affaires étrangères.

La décision n'a pas été prise sans mal par la direction du parti, puisque, il y a eu cinq heures de débats, assez agités, dit-on. Deux autres candidats étaient en lice, M. Karl Czernetz, responsable des questions internationales dans le parti, qui était soutenu par l'ancien président du S.P.O., M. Pittnermann, et M. Peter Jankowitch, défendu principalement par M. Graz, le jeune maître de Vienne. — B. M.

M. Bielka-Karlitz est né à Vienne le 13 mai 1908. Il y a suivi les cours de l'Académie consulaire et obtenu son doctorat en droit en 1931. Il poursuit sa formation à Paris, à l'Institut des hautes études internationales, et entre dans le service diplomatique en 1933. En 1938, après l'annexion de l'Autriche, il est placé en disponibilité par les autorités allemandes. Après la guerre, il représente l'Autriche à Berne (1946-1947), puis est chargé d'affaires au Caire (1947-1948), puis envoyé extraordinaire à Ankara (1948-1952). Rappelé à Vienne, il est chef de la section économique (1952-1962), puis secrétaire général du ministère des affaires étrangères (1962-1967). Nommé ambassadeur à Berne, il y reste jusqu'en juin 1972, date à laquelle il prend le poste d'ambassadeur à Paris, qu'il vient de quitter.

Le débat fut animé sans verser pour autant dans la confusion. Sur le fond, on aurait souhaité davantage de renseignements sur la discrimination : dans quelle mesure l'accès aux études supérieures et aux professions qualifiées est-il libre ? Un juif trouve-t-il à se loger sans difficulté ? Il manquait une bonne analyse des raisons qui poussent un Juif soviétique à émigrer. En fin de compte, les juifs présents à cette émission, qu'ils aient choisi d'émigrer en Israël, de vivre dans un pays occidental, ou de s'assimiler à la société soviétique, se sont félicités de s'être rencontrés pour s'expliquer.

Pologne

M. SZLACHCIC EST ÉVINCÉ DU SECRÉTARIAT DU PARTI OUVRIER

Varsovie (A.F.P. Reuters). — Quatre semaines après avoir été écarté de son poste de membre du Conseil d'État polonais, M. Franciszek Szlachcic a été écarté, mardi 25 juin, de ses fonctions de secrétaire du comité central du parti ouvrier unifié polonais.

Considéré pendant plus de deux ans comme le numéro deux du parti polonais, M. Szlachcic avait été écarté le 29 mai dernier, de son poste de membre du Conseil d'État et nommé vice-premier ministre (le Monde du 31 mai).

[En février 1971, après les émeutes des ports de la Baltique, M. Szlachcic était devenu ministre de l'Intérieur. Quelques mois plus tard, en décembre 1971, il avait été élu membre du bureau politique et secrétaire du comité central, au sein duquel il avait été chargé des questions de sécurité nationale et de politique étrangère.]

Selon des sources polonaises bien informées, la disgrâce de M. Szlachcic serait due à une action non conforme au principe de la collectivité des instances supérieures du parti.

Le vice-premier ministre est aussi connu pour être l'un des principaux porte-parole du groupe dit des « modérés », ainsi appelé du nom du général Moczar, connu pour ses positions nationalistes. Son élection pourrait donc renforcer la position du premier secrétaire, M. Gierek, mais elle ouvre aussi une faille importante dans la façade d'unité maintenue depuis trois ans par la direction du parti.]

LE « SOMMET » ATLANTIQUE

La « déclaration » a été signée par les « quinze »

(Suite de la première page.)

Les quinze délégations ont ensuite signé la déclaration atlantique déjà adoptée la semaine dernière au conseil de l'OTAN d'Ottawa. A 13 heures, le roi Baudouin a offert un déjeuner en l'honneur des délégations. L'après-midi devait être occupée par des entretiens bilatéraux. M. Nixon devait notamment rencontrer les chefs de gouvernement anglais, allemand et italien. Mais il n'était pas prévu qu'il s'entretenne avec M. Chirac. Le premier ministre français devait repartir pour Paris au début de l'après-midi pour participer aux conversations avec le chancelier d'Allemagne.

M. Chirac a eu, ce mercredi matin, au siège de l'OTAN, trois entretiens. Le plus long (trois quarts d'heure), avec M. Wilson, le premier ministre britannique, a porté sur les questions communautaires et sur les affaires bilatérales. Selon le porte-parole français, M. Chirac a rappelé que la France restait très attachée au traité de Rome et que, en réponse à la demande britannique d'une « renégociation » des conditions de son adhésion à la C.E.E., le gouvernement français avait accepté qu'un inventaire soit fait de la situation communautaire depuis l'élargissement, mais il a ajouté que le gouvernement n'avait pas l'intention d'aller au-delà.

Les deux premiers ministres ont longuement parlé du Concordat. M. Chirac, toujours selon le porte-parole français, a souligné que la France tenait à mener à bien le programme en cours, que M. Wilson souhaite ralentir. Le premier ministre français a fait valoir qu'un ralentissement s'exercerait sur le développement de ce programme lui-même. Il a souligné que les investissements déjà faits ne devraient pas être gaspillés et a rappelé les apports technologiques du programme. Concordat ainsi que son importance pour l'emploi dans l'industrie aéronautique.

Parallèlement au tunnel sous la Manche, M. Chirac a dit que la France souhaitait que l'on passe à l'exécution. Là aussi, le premier ministre britannique voudrait étaler les dépenses. M. Chirac a assuré qu'il examinerait d'éventuelles propositions britanniques en ce sens.

Il a indiqué que la France n'appréciait pas les « regrets » exprimés par le gouvernement britannique au sujet des explosions nucléaires françaises. M. Chirac a déclaré qu'il attendait d'autant moins à une telle prise de position que la Grande-Bretagne est un pays ami et allié, qu'en même temps que la France elle faisait exploser une bombe nucléaire souterraine aux États-Unis et que le gouvernement français avait fait savoir que les explosions françaises de cet état seraient les dernières dans l'atmosphère.

Un projet de visite de M. Wilson a été évoqué. Avant cette conversation, M. Chirac avait eu un bref entretien avec le premier

ministre danois, M. Hartling, qui avait rappelé l'invitation à venir au Danemark, acceptée par M. Messmer quand il était premier ministre. M. Chirac a accepté cette invitation et il se rendra à Copenhague les 31 juillet et 1^{er} août.

Enfin, M. Chirac, juste avant la réunion du sommet atlantique, a eu une brève conversation avec le premier ministre belge, M. Tindemans, qui doit venir prochainement à Paris. Ils ont très rapidement parlé de quelques questions communautaires et des échanges commerciaux entre les deux pays, qui sont actuellement défectueux à la France.

Ce second « sommet » atlantique se tient dans une atmosphère bien différente du précédent d'une alliance forte, il est donc à souhaiter que la détente puisse se poursuivre.

LES PARTICIPANTS

Voici la liste des chefs des délégations qui participent au « sommet » de Bruxelles :

• UN CHEF D'ÉTAT : le président Nixon (États-Unis) ;

• DEUX CHEFS DE GOUVERNEMENT : MM. Chirac (France), Wilson (Grande-Bretagne), Schmidt (Allemagne fédérale), Rumor (Italie), Tindemans (Belgique), Ben Yli (Pays-Bas), Thorning (Danemark), Bratteli (Norvège), Andreotti (Italie), Ecevit (Turquie), Da Palma Carlos (Portugal) ;

• DEUX DÉLÉGATIONS SPÉCIALES dirigées par MM. Paul Martin (président du Sénat du Canada) et Thorsteinsson (sous-secrétaire d'État permanent aux affaires étrangères d'Islande).

Tous les chefs d'État et de gouvernement sont accompagnés de leur ministre des affaires étrangères. Au Luxembourg, M. Thorn est à la fois premier ministre et ministre des affaires étrangères.

Si tous les membres de l'alliance sont prêts à souscrire à une telle formule, on ne saurait dire pour autant que la réunion de Bruxelles soulève un grand enthousiasme. Quelques huit cents journalistes se sont fait accueillir dans la capitale belge, mais peu de Bruxelles se sont déplacés mardi soir pour passer le cortège royal et le président entouré de cent cinquante notables dans les rues de leur ville. Quant aux manifestations « anti-Nixon » et « anti-atlantiques », qui avaient été annoncées, elles n'ont réuni que quelques centaines de personnes.

Les réactions des journalistes, dans l'attente présidentielle, se sont exprimées avec les proches collaborateurs de M. Nixon et qui, selon une règle bien établie, en ont rendu compte fidèlement à leurs confrères réfugiés en un certain désenchantement. Il est évident que l'affaire du Watergate et les attaques dirigées contre le président Nixon aux États-Unis ont pesé lourdement sur ce voyage. C'est ainsi qu'une personnalité, qui ne peut être nommée, mais dont on a de bonnes raisons de penser qu'elle n'est autre que le secrétaire d'État, M. Kissinger, déclara, à propos du « sommet » de Moscou : « Il a été dit l'an dernier, il n'y avait pas de raison de l'ajourner. Il fallait bien le tenir, sinon nous aurions reconnu que nous ne sommes pas un gouvernement qui fonctionne ».

L'affaire du Watergate, selon la même personnalité anonyme, pose « des problèmes » en politique étrangère, car elle signifie « une attaque contre le gouvernement central de l'Amérique ».

Mais, a-t-elle poursuivi, la politique étrangère de M. Nixon est une réussite : « On ne peut l'arrêter tout simplement, l'histoire ne le pardonnerait pas ». Toujours selon la même source, il sera « impossible » de conclure à Moscou un accord définitif sur la limitation des armements stratégiques (SALT), comme M. Nixon l'avait un moment espéré. Il reste, a-t-il dit, beaucoup de choses à négocier, les Soviétiques ayant tourné au printemps des chiffres très élevés du point de vue américain. M. Kissinger devra donc retourner à Moscou après le « sommet », pour poursuivre cette négociation.

De la réunion de Bruxelles, il n'a, dans l'attente présidentielle, guère été question. Toujours selon la même source, l'élément d'atlantique, signée ce matin est « en substance, à quelque 10 % près, ce que le gouvernement américain avait en tête », quand M. Kissinger proposa l'année dernière une nouvelle déclaration atlantique. Nombre de journalistes qui accompagnent M. Nixon jugent cette satisfaction quelque peu facile.

MAURICE DELARUE.

La coopération entre les deux Super-Grands a atteint son rythme de croisière

(Suite de la première page.)

C'est peu, dans la mesure où ce genre d'accord signé avec la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest — ne constitue qu'un vœu pieux, une déclaration d'intention, un cadre général qu'il reste ensuite à remplir.

Explicitement, la signature d'un accord de coopération entre les deux super-puissances nucléaires, l'interdiction de 1963 est également considérée comme probable et des conversations discrètes se poursuivent à Moscou sur ce point. Les experts estiment bonnes les chances de voir les États-Unis et l'U.R.S.S. se mettre au travail d'accord sur un calendrier conduisant à l'interdiction de toutes les explosions nucléaires supérieures à une certaine puissance.

Il est plus réservé en revanche en ce qui concerne les discussions sur la limitation des armements nucléaires (SALT 2). La période consécutive à la recherche en mars dernier par M. Kissinger est toujours à réaliser et l'on s'attend à ce qu'il y ait un certain enthousiasme qui soulèverait ces négociations dans certains milieux américains — tout en redoutant l'effet d'entraînement du peu d'enthousiasme que soulèvent ces négociations avec un homme aussi vulnérable que M. Nixon.

Ces modestes perspectives sont cependant atténuées par le fait que les relations soviéto-américaines ont atteint un régime de croisière, comme, d'ailleurs, les relations franco-soviétiques. En 1972, et dans une moindre mesure en 1973, fait-on remarquer, de nombreux accords ont été signés, mais il n'y a eu aucune signature dans les textes abandonnés par les États-Unis des principes de la guerre froide. Ce changement de politique a été maintenu, réalisé, il faut surtout se concentrer sur l'application des accords déjà signés. Il n'en demeure pas moins que le danger de piètrement et d'incertitude demeure. C'est ce que M. Georges Arbatov, le directeur de l'Institut américain de Moscou, dénonçait en janvier dernier dans une conférence prononcée à l'université du Michigan. Pour M. Arbatov, qui est considéré comme l'un des experts soviétiques les plus écoutés en haut lieu, « la détente américano-soviétique ne peut pas être arrêtée au point où nous en sommes ; elle ne peut être renforcée qu'en allant de l'avant. Le processus peut être comparé à un marcheur qui a déjà levé la jambe pour passer un obstacle : il ne peut pas rester toujours sur un pied ; il doit ou avancer ou reculer ».

M. Arbatov n'avait pas exclu un recul. Pour lui, en effet, une condition indispensable de la détente, c'est l'abandon par chacune des parties concernées de la prétention de susciter des transformations sociales et politiques chez son partenaire. Or c'est justement cette prétention qui anime les efforts d'hommes politiques comme MM. Henry Jackson et George Meany lorsqu'ils veulent établir un lien entre le droit des

Soviétiques à l'émigration et le développement des relations économiques entre les États-Unis et l'U.R.S.S. Remarquons à ce sujet que la campagne menée par la presse soviétique contre ces deux hommes, « nostalgiques de la guerre froide », s'est encore intensifiée ces derniers temps. L'élément d'atlantique, signée ce matin est « en substance, à quelque 10 % près, ce que le gouvernement américain avait en tête », quand M. Kissinger proposa l'année dernière une nouvelle déclaration atlantique. Nombre de journalistes qui accompagnent M. Nixon jugent cette satisfaction quelque peu facile.

Quoi qu'en disent les dirigeants soviétiques, le problème de l'émigration fera donc l'objet, comme lors des précédents « sommets », de négociations délicates entre MM. Nixon et Brejnev. Le développement des échanges commerciaux entre les deux pays est à ce prix. Or, ces échanges ont tendance à piétiner.

Ce n'est sans doute pas un hasard si les dirigeants soviétiques se sont hâtés de signer la semaine dernière un important contrat, dont la négociation traînait depuis quelque temps. Ce contrat, qui porte sur 200 millions de dollars, concerne la construction en U.R.S.S. de quatre usines d'ammoniac dont la production annuelle sera de 1,8 million de tonnes et qui devraient permettre à l'Union soviétique de donner un coup de fouet au secteur des engrais chimiques.

Ce contrat, qui est le plus important jamais signé avec une firme américaine, a été monté en Espagne dans la presse soviétique. Il s'inscrit dans le protocole d'accord signé en avril 1973 par M. Armand Hammer, le président d'Occidental Petroleum. Ce protocole prévoit des échanges pour un total de 6 milliards de dollars, échelonnés en vingt ans.

JACQUES AMALRIC.

Aux « Dossiers de l'écran »

Un débat sur les juifs en U.R.S.S.

Dans « Les dossiers de l'écran », la deuxième chaîne a présenté, le mardi 25 juin, l'émission qui avait été interrompue par la mort de Georges Pompidou. A la suite du film, « l'Homme de Kiev », de J. Frankenhäuser (1963), qui montrait certains aspects de la question juive dans la Russie soviétique du début du siècle, le débat s'engagea sur une actualité rendue particulièrement brûlante à la veille du voyage de M. Nixon à Moscou.

« Je suis écrivain et aviateur en même temps. Pour être un peu plus aviateur qu'écrivain. » L'U.R.S.S. avait choisi pour sa défense M. Henri Gohman, écrivain juif et héros de l'Union soviétique. Il ne manque pas de bonne volonté ni, semble-t-il, de sincérité. Mais, par exemple, il n'a pas entendu parler de M. Alexandre Feldmann, ce nouvel « homme de Kiev », qui, l'année dernière, soixante ans après le procès d'un autre juif de Kiev accusé de meurtre rituel, a été envoyé dans un camp de travail où il avait demandé un visa pour Israël.

Il lui parait admettre que l'antisémitisme n'est pas mort en U.R.S.S., mais la raison en est que, dans la région de Kiev, l'occupation hitlérienne a laissé des traces, le fascisme a imprégné certaines mentalités. Et à Moscou ? Dans les autobus ? « Cet antisémitisme de cuisine existait dans tous les pays. Mais nous n'avons pas de lois antisémites. Les actes de racisme sont condamnés par les tribunaux. »

Il n'a pas la partie facile, il faut le reconnaître. Seul contre tous, il se défend bravement, en guerrier, la médaille saillant sur sa poitrine. Le dossier est chargé. Selon M. G. Israël, auteur d'un livre sur les juifs en U.R.S.S., « bien que les pogroms aient disparu, la politique des communistes vis-à-vis des juifs est la même que celle des tsars : exiger l'assimilation. » Les statistiques révèlent que, en 1970, 2,25 millions de Soviétiques se déclaraient de nationalité juive. Cette « nationalité » est indiquée sur le passeport intérieur, au même titre que la nationalité ukrainienne par exemple. D'après la Constitution, les nationaux sont libres de prati-

quer la religion de leur choix. Or l'enseignement religieux est interdit, de même que la fabrication des objets du culte ou la publication de livres de prières.

Mme E. Markish, femme du poète assassiné il y a un quart de siècle, qui a obtenu un visa pour Israël en 1972 (elle a dû renouveler huit fois sa demande, et elle a été emprisonnée), souligne que nul n'est autorisé, en U.R.S.S., à enseigner le yiddish ou l'hébreu. D'après elle, l'antisémitisme populaire est encouragé par les autorités, qui laissent publier des ouvrages et des articles antisémites et ne font rien pour réprimer les manifestations de racisme que l'on rencontre dans la vie quotidienne.

M. Israël assure, pour conclure, que les Soviétiques autorisent environ un cinquième des juifs qui le désirent à émigrer. On compterait actuellement cinquante mille demandes par mois. Une cinquantaine de juifs auraient été envoyés en camp de travail pour le seul motif d'avoir exprimé la volonté de quitter leur pays.

Le débat fut animé sans verser pour autant dans la confusion. Sur le fond, on aurait souhaité davantage de renseignements sur la discrimination : dans quelle mesure l'accès aux études supérieures et aux professions qualifiées est-il libre ? Un juif trouve-t-il à se loger sans difficulté ? Il manquait une bonne analyse des raisons qui poussent un Juif soviétique à émigrer. En fin de compte, les juifs présents à cette émission, qu'ils aient choisi d'émigrer en Israël, de vivre dans un pays occidental, ou de s'assimiler à la société soviétique, se sont félicités de s'être rencontrés pour s'expliquer.

design,
technique,
service,
convertible
nouveau brquet de
SILVER MATCH
à garantie illimitée
ex 655
à 1800

مكتبة الامم المتحدة

PROCHE-ORIENT

**L'ÉGYPTÉ
DEVRA PAYER COMPTANT
D'ÉVENTUELS ACHATS
D'ARMEMENT AUX ÉTATS-UNIS**
déclare M. Schlesinger

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis vont s'engager à fournir une aide militaire à Israël pendant plusieurs années, ce qui n'exclut pas des ventes de matériels à l'Égypte, a confirmé, le mardi 25 juin, le secrétaire américain à la défense, M. James Schlesinger.

M. Schlesinger, qui dépose devant le Congrès, a expliqué que depuis les accords de désarmement, qui lui ont fait perdre une « protection territoriale », Israël estime indispensable d'obtenir des États-Unis une garantie de livraisons de matériels militaires face aux équipements numériquement supérieurs de l'Égypte et de la Syrie.

La secrétaire à la défense n'a pas exclu, d'autre part, des ventes de matériel américain à l'Égypte. Si l'Égypte, a-t-il dit, est en mesure de payer comptant ce qui est peu probable dans un proche avenir, « je crois qu'une telle demande serait examinée avec une attention particulière par le département d'État ».

M. James Schlesinger a estimé que les risques étaient « faibles » de voir l'Égypte ou Israël utiliser à des fins militaires les réacteurs nucléaires qui vont leur être fournis par les États-Unis.

Il a cependant reconnu qu'il y avait un « risque » dans la mesure où les réglementations imposées par les États-Unis « seraient délibérément tournées ».

Soudan

**WASHINGTON RAPPELLE SON
AMBASSADEUR A KHARTOUM
A LA SUITE DE LA « LIBÉRATION
VIRTUELLE » DE HUIT
FEDAYIN.**

Washington (Reuter). — Les États-Unis ont rappelé leur ambassadeur au Soudan, « pour consultations », à la suite de la « libération virtuelle » de huit fedayin combattants de la région de Khartoum, ainsi que du chef d'affaires américain, en mars 1973, à Khartoum, a annoncé mardi 25 juin le département d'État.

Les huit fedayin avaient été condamnés lundi à la prison à vie par la Cour suprême du Soudan. Peu après, le président Nimeiry commuait leur peine, la réduisant à sept ans de prison. Les huit fedayin étaient ensuite acheminés vers le Caïre, afin, selon les autorités soudanaises, « qu'ils purgent leur peine dans le cadre de l'organisation de libération de la Palestine ».

M. Joseph Sisco, secrétaire d'État adjoint, a déclaré à ce propos : « Nous sommes consternés par la libération virtuelle de ces assassins déclarés (...) ». « Nous ne saurions admettre que la libération virtuelle d'assassins déclarés constitue un juste châtiment. »

Nous avons donné pour instruction à notre ambassadeur, William Brewer, de faire connaître ce point de vue au gouvernement soudanais, et de retourner ensuite immédiatement à Washington pour consultations.

Le porte-parole du département d'État a rappelé pour sa part que le Soudan avait bénéficié, en 1973, d'une aide américaine de 11 millions de dollars pour un projet de développement agricole ainsi que d'un prêt de 2 millions et demi de dollars pour l'achat de 20 000 tonnes de blé.

(1) Les huit Palestiniens sont en effet arrivés mardi matin au Caïre, où ils ont été pris en charge par les représentants de l'O.L.P.



« LA VICTOIRE DE BASSORA »

Ce n'est pas seulement un récit historique, mais un document authentique, unique. L'enjeu : Un chameau dans la bataille. Sa mort annonçait la naissance du chisme au I^{er} siècle de l'histoire.

Pour mieux comprendre le monde musulman, lisez cet ouvrage révisé par l'imam Mohd. BOUHANI, Chef de la Courne à Paris et à l'école en France et en Arabie.

En vente au prix de 49 F 167, bd Saint-Germain, PARIS. Téléphone 03-43-12.

LA KNESSET REJETTE SUR BEYROUTH la responsabilité de l'opération de Nahariya

M. Rabin adresse une nouvelle mise en garde au Liban

La Knesset a approuvé, mardi 25 juin, une résolution rejetant sur le Liban l'entière responsabilité de l'opération de Nahariya, revendiquée par l'organisation palestinienne Fath. Seuls les quatre députés du parti communiste Rakkah ont voté contre cette résolution.

Au cours du débat, le député Ariel Sharon (Alixoud) s'est lancé dans une violente attaque de l'action du gouvernement dans sa lutte contre les fedayin. « Le drame de Nahariya », a-t-il dit, « signifie l'échec des mesures de

sécurité prises par le gouvernement. Il est préconisé « une guerre offensive contre les fedayin, même si cela doit nous mettre dans une position difficile sur le plan politique ».

Le chef du gouvernement, M. Itzhak Rabin, a pour sa part adressé une nouvelle mise en garde aux autorités de Beyrouth. « Il est du devoir absolu du Liban », a-t-il dit, « d'empêcher de son territoire toutes les organisations terroristes qui se servent de ce pays comme base de leurs opérations contre Israël. Si le gouvernement libanais n'agit pas de la sorte, il portera l'entière respon-

sabilité de tous les meurtres et sabotages commis par les terroristes. »

Le ministre de l'Information, M. Yari, a pour sa part affirmé qu'il n'existait pas d'organisation palestinienne modérée. « Toutes, a-t-il dit, et tous les dirigeants ont le même objectif final, la destruction d'Israël, et considèrent les actes terroristes comme le meilleur moyen d'y parvenir. Les terroristes ont déclaré la guerre aux civils israéliens, et nous avons le droit de leur répondre. »

Le général Mordechai Gur, chef d'état-major de l'armée israélienne, a déclaré mardi dans une interview à la radio militaire qu'Israël se réservait le droit de déclarer la guerre à ses voisins si nécessaire. « Il est important que nos voisins sachent que cette option n'est nullement exclue », a-t-il souligné.

À WASHINGTON, le département d'État a condamné mardi l'opération de Nahariya. Il a réaffirmé son soutien aux négociations de paix, et a appelé le gouvernement israélien à ne pas recourir à la violence, une première mesure de

Le Liban refuse d'assumer le rôle du « boudet de la fable »

De notre correspondant

Beyrouth. — Le Liban a arrêté sa stratégie à l'égard de la résistance palestinienne. Sommé par les israéliens de neutraliser les fedayin s'ils ne veulent pas s'exposer à des représailles qui remettraient en cause la cohésion de leur pays, les Libanais ont choisi sans hésiter. Plutôt que de rompre

FIN DES OPÉRATIONS DE DÉGAGEMENT MILITAIRE SUR LE GOLAN

Damas (A.F.P.). — L'opération de séparation des forces syriennes et israéliennes, telle qu'elle était prévue par l'accord de Genève du 31 mai, s'est terminée mardi 25 juin après-midi.

La ville de Kuneitra et le secteur du mont Hermon, ont été remis, à 16 heures, à l'armée israélienne. Deux heures plus tard, l'administration civile syrienne s'installait à Kuneitra et à Hermon.

L'opération de déminage, menée par cinq cents soldats syriens équipés de vingt véhicules spéciaux, s'est déroulée de façon satisfaisante. Plusieurs explosions ont encore été entendues mardi dans la zone tampon. Elles étaient dues à la destruction par les forces israéliennes de certains ouvrages militaires.

Le porte-parole des Nations unies a indiqué, par ailleurs, qu'un convoi de soixante-neuf camions et autocars transportant des civils et une partie de leurs biens s'est dirigé mardi après-midi vers des secteurs que la population avait quittés en octobre 1973 et en juin 1974.

Aux Nations unies, M. Kurt Waldheim a déclaré mardi, au cours d'une conférence de presse, que l'espoir d'un règlement pacifique s'était renforcé au Proche-Orient, mais qu'il était « naïf » de penser que les deux accords de désarmement avaient apporté une solution au conflit, qui demeure extrêmement complexe. « Il faudra beaucoup de temps pour arriver à des progrès véritables », a estimé M. Waldheim.

Le secrétaire général, qui vient de faire un voyage au Proche-Orient, a déclaré qu'il avait eu l'impression, au cours de ses entretiens, que les gouvernements intéressés souhaitaient en général un certain délai jusqu'à l'automne — avant la reprise de la conférence de Genève, pour leur permettre d'assimiler les résultats des accords de désarmement et de préparer la reprise officielle de la conférence. Il a fait observer à ce sujet que la représentation des Palestiniens était un des points cruciaux pour la conférence de Genève. — (A.F.P.)

Israël

rétorsion israélienne à la suite de l'opération de Nahariya.

● AU CAIRE, on confirme au siège de la Ligue arabe que le conseil de défense arabe conjoint se réunira lundi prochain dans la capitale égyptienne à la demande de Koweït afin d'examiner la situation créée par les raids israéliens contre le Liban. La question d'une assistance des pays arabes pour la défense du Liban et des populations palestiniennes sera sans doute au centre des débats. Une telle assistance a en effet été demandée au cours des derniers jours tant par le Liban que par la résistance palestinienne.

● A BEYROUTH, l'hebdomadaire libanais *Al Sayyid* a publié ce mercredi une interview du président Sadate dans laquelle le chef de l'État égyptien déclare que son pays est « prêt à engager son armée de l'air pour participer à la bataille du Liban ». Le président égyptien ajoute que c'est Israël qui « aura à supporter la responsabilité des conséquences qui en découleront ». « Israël doit savoir que le Liban ne restera pas seul. Pour les Arabes, l'Égypte à leur tête, la solidarité avec le peuple du Liban prime l'attachement à la paix ou le souci d'éviter une cinquième guerre. »

Le directeur d'*Al Sayyid* ayant demandé si cela impliquait le déploiement d'un « parapluie aérien » au-dessus du Liban par l'Égypte et la Syrie, le président Sadate a précisé : « La décision appartient au gouvernement libanais. Si une telle décision était prise, aucun pays arabe ne manquera de répondre à l'appel. » — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

UN COMMUNIQUÉ DE L'AMBASSADEUR D'ISRAËL

L'ambassade d'Israël à Paris a rendu public, mardi 25 juin, le communiqué suivant :

« Lors de l'entretien qu'il a eu mardi avec M. Jean Sausse, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, l'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Asher Ben-Natan, a attiré l'attention du ministre français sur la lourde responsabilité du Liban dans les actes de terrorisme perpétrés par les Palestiniens à l'assassinat surtout de femmes. »

« Les mouvements terroristes palestiniens opèrent ouvertement au Liban, où ils bénéficient du droit d'extraterritorialité. Israël réagit en légitime défense quand il frappe les terroristes qui se trouvent et où ils préparent leurs actes meurtriers. Le nouvel assassinat de dimanche, la prise d'otages et l'attaque contre les civils dans la ville de Nahariya, commis encore mardi matin 25 juin par des terroristes venus du Liban, ne peuvent que renforcer les propos de l'ambassadeur d'Israël au ministre français des Affaires étrangères. »

Maroc

LA VISITE DE M. BOURGUIBA marque une relance de la concertation

De notre correspondant

Rabat. — Le président Bourguiba est attendu le jeudi 27 juin à Rabat, où il aura des entretiens avec le roi Hassan II. Préparé par le récent séjour ici de M. Habib Chatti, ministre tunisien des Affaires étrangères (1), cette visite est considérée comme l'un des événements de la semaine. Elle y a quelques mois encore, en raison de la tension qui régnait alors entre Tunis et Rabat. Les signes de cette tension furent le rappel, sans délai, il est vrai, des ambassadeurs de part et d'autre, et

ASIE

Malaisie

Réunis à Kuala-Lumpur

Les délégués des pays islamiques ont mis au point des projets concrets visant à renforcer leur solidarité

Kuala-Lumpur (A.F.P., Reuter).

La cinquième conférence des ministres des Affaires étrangères des pays islamiques a conclu, mardi 25 juin, ses travaux par l'adoption de dix-huit résolutions. Les trente-huit pays participants sont décidés à renforcer leur coopération. La sixième conférence sera organisée au Caïre pendant la seconde quinzaine de mai 1976.

Voici la liste des principales décisions prises :

1) Le Fonds de solidarité islamique, dont la création avait été décidée à la rencontre « au sommet » de Lahore, au printemps dernier, sera géré par un comité permanent composé d'un secrétaire général et de douze membres élus tous les deux ans. Il commencera à fonctionner dès maintenant ; des contributions importantes ont déjà été faites par plusieurs pays : l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Libye, les Émirats arabes unis, etc. Elles financeront la construction d'universités, d'hôpitaux, de mosquées, etc. Des pays seront aidés en cas d'extrême nécessité ; telle ou telle région dévastée sera assistée.

2) Une somme de 5 millions de dollars sera consacrée à l'aide aux musulmans philippins. Cette dernière question a fait l'objet de longues discussions. Finalement, le gouvernement de Manille accepte de recevoir à titre permanent une délégation de la conférence qui répartira l'aide et préparera des projets de développement des zones peuplées de musulmans. La conférence a invité le président Marcos à cesser ses opérations contre les insurgés et à trouver une solution politique au problème.

3) Le projet de création d'une banque islamique a été précisé. L'institution sera indépendante du secrétariat général. Elle devrait commencer à fonctionner à la fin de 1974 ou au début de 1975. Le plan définitif sera soumis en août à Djeddah, à la conférence des ministres des finances des pays islamiques.

4) Une agence islamique d'informations va être créée. Un système de télécommunications sera installé à Djeddah, des stations régionales fonctionneront en Afrique, en Asie, en Amérique et en Europe.

« Appui total » au peuple palestinien

D'autre part, la conférence a décidé d'« appuyer totalement et efficacement les États » engagés dans le combat au Proche-Orient et le peuple palestinien dans leur lutte pour la récupération, par tous les moyens, de tous leurs territoires occupés. Les attaques israéliennes au Liban sont condamnées. L'O.L.P. est considérée comme le seul représentant légitime du peuple palestinien ; les pays islamiques pro-

clament leur indéfectible attachement à Jérusalem et leur détermination de libérer la ville et de la placer à nouveau sous souveraineté arabe.

La récente explosion nucléaire indienne a donné lieu à des débats délicats. A la suite de l'assistance du délégué d'Islamabad, une résolution concernant le renforcement de la sécurité des pays n'appartenant pas au « club » nucléaire a été adoptée. L'Inde n'est pas formellement condamnée.

En outre, la conférence « incite la France à permettre au peuple de la prétendue Somalie française d'exercer son droit à l'autodétermination et lance un appel urgent à la France pour qu'elle restaure les droits inaliénables de ceux qui sont d'origine somalienne et ont été évincés de leur patrie par les autorités françaises ». La conférence exprime sa solidarité avec les populations des Comores et des Seychelles « dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance » et condamne la politique suivie par Madrid au Sahara espagnol.

Notons enfin que la conférence appuie les candidatures de M. Bouteflika, ministre algérien des Affaires étrangères, la présidence de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. de M. Saouma, ancien ministre libanais de l'Agriculture, au poste de directeur général de l'A.O. et de M. M'Elwan, ancien ministre sénégalais de l'Éducation, aux fonctions de directeur de l'UNESCO.

Vietnam du Sud

COMBATS ET BOMBARDEMENTS DANS LA RÉGION DE SAIGON

Saigon (A.F.P.). — Les sapeurs du F.N.L. ont bombardé et attaqué mercredi 26 juin un centre d'entraînement pour soldats et sous-officiers, tuant et blessant trente-cinq militaires, a annoncé le porte-parole du commandement à Saigon. Le centre, proche du chef-lieu de district de Long Thanh, est situé à 80 kilomètres à l'est de Saigon, près de la route reliant la capitale. Un communiqué a été tué et un autre fait prisonnier.

D'autre part, l'aviation gouvernementale a fait cinquante-sept sorties dans la région de Ben Cat, à 50 kilomètres au nord de Saigon, tuant, selon le porte-parole, cent quarante-cinq communistes et détruisant dix-sept positions de D.C.A. ainsi que de nombreux bunkers. La région de Ben Cat a été, depuis le début de juin le théâtre de combats qui ont permis aux forces saigonaises de prendre un des trois postes de celui de An Dien enlevés par le F.N.L. Les deux autres sont encore occupés par les communistes.

AFRIQUE

Mozambique

LES HEURTÉS ENTRE MILITAIRES ET MINEURS AFRICAINS ONT FAIT SEPT MORTS

Lourenço-Markes (A.F.P., Reuter). — L'incident au cours duquel des militaires portugais ont ouvert le feu, mardi matin 25 juin, au poste frontalier d'Essano-Garcia, contre des mineurs mozambicains revenant d'Afrique du Sud, qui refusaient de laisser fouiller leurs bagages, a fait sept morts parmi ces derniers (nos dernières éditions du 25 juin). Cinq autres mineurs ont été blessés.

D'autre part, les membres de la nouvelle administration provisoire du Mozambique ont pris serment, lundi 24 juin, à Lourenço-Markes, devant M. Henrique Vasco Sousa de Melo, nouveau gouverneur général.

Enfin, on signale que M. Guilherme da Silva Pereira, journaliste du quotidien « Notícias », connu pour ses sympathies pour les nationalistes africains, a été malmené par trois inconnus. Cette agression est la cinquième commise contre des journalistes, les quatre précédentes ayant été perpétrées par des parents d'agents de la police secrète portugaise actuellement incarcérés.

(PUBLICITE)

OULPAN D'HÉBREU INTENSIF
3 possibilités d'horaires
3 niveaux - Mois de juillet
CENTRE UNIVERSITAIRE
EDMOND FLEG
8 bis, rue de l'Éperon - Paris (9)
Tél. 633-43-24 - 335-56-88

سنة ١٤٠١

ASIE

Sikkim

Le roi cherche à persuader Mme Gandhi de respecter l'autonomie de son pays

(Suite de la première page.)

Sa position délicate ne lui permet pas, comme son voisin du Bhoutan, de réclamer l'indépendance dont il rêve. Des manifestations avaient tourné à l'émeute, au début de l'an dernier. Elles avaient été organisées par le Kazi, qui voue ainsi que son épouse, une dame au caractère explosif, une haine personnelle au *chogyal*. Sous la pression de la puissance « coloniale » indienne, et après les élections d'avril, les deux protagonistes et le représentant de New-Delhi avaient conclu l'accord dit du 8 mai. Ce texte réduisait considérablement les pouvoirs du

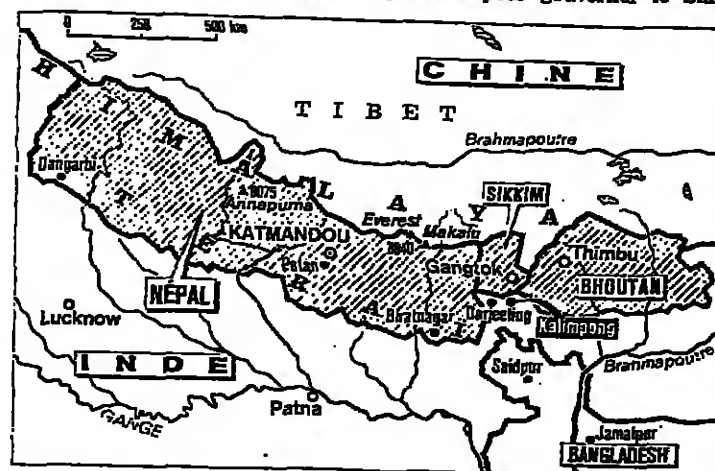
hautain et de tous ses pouvoirs et même détrônait le *chogyal*. Il ne satisfait pas non plus les partisans du palais, qui semblent plus nombreux qu'on ne pouvait le penser. Ces derniers estiment que le projet menace l'identité nationale du Sikkim. Les tentatives du parti du Congrès pour obtenir une intégration plus poussée à l'Inde ont été aussi quelque peu suspendues à l'attitude de la puissance de tutelle. Cependant, une haute personnalité indienne au Sikkim nous a affirmé que son pays n'avait nullement besoin de soutenir le Kazi, car le traité de 1950 lui donnait, si nécessaire, tous les pouvoirs pour gouverner le Sikkim.

comprendait ce qui est devenu le District des Collines, avec Darjeeling et Kalimpong. Darjeeling, puis le reste de la région, furent annexés dans des conditions discutables et le Sikkim transformé en protectorat. Les Anglais favorisèrent l'implantation de Népalais qui, maintenant, forment la majorité de la population de toute la région, aussi bien au Sikkim que du côté indien. Ils se procurent ainsi de la main-d'œuvre pour leurs plantations de thé et, en introduisant une masse allogène, provoquent des rivalités ethniques qui affaiblissent plus encore le Sikkim. Ainsi, ce pays est aux trois quarts peuplé de Népalais, la population indigène, les Lepchas, ne représentant que 14 % du total, et les Bhodas, d'origine tibétaine, groupe auquel appartient la famille royale, 11 %.

Bien des problèmes auxquels le pays doit faire face trouvent leur origine dans ce fait, les autochtones demandant des garanties, et les nouveaux arrivants, qui, après plusieurs générations, se considèrent comme Sikkimais, même si les mélanges sont peu fréquents, et réclamant, au nom de la démocratie, la place qui leur revient. Il avait été décidé que Népalais d'une part, Lepchas et Bhodas de l'autre, auraient une représentation égale à l'Assemblée. Mais certains Népalais considèrent que ce n'est là qu'un premier pas vers leur accession au pouvoir.

Une région stratégique

La survie d'un pays si petit (environ 6 000 kilomètres carrés pour près de deux cent cinquante mille habitants), dépourvu de ressources importantes, est bien difficile, d'autant que le Sikkim est situé dans une région stratégique. Les rivalités ethniques et l'instabilité permanente qu'elles suscitent en rendent le gouvernement malaisé. Privé par les Britanniques d'une bonne partie, la plus riche, de son territoire, et qui s'est bien gardé de lui restituer, le Sikkim demeure difficilement viable. Il se trouve aujourd'hui placé, pour autant qu'on le lui permette, devant un choix délicat : d'un côté, ce qu'on appelle la « *chogyalocratie* », mais aussi la volonté de conserver les vestiges de l'autonomie ; de l'autre, un parti et surtout un homme



souverain, renforçant ceux de l'Assemblée et réaffirmant ceux de l'Inde, en vertu du traité de 1950, par lequel celle-ci héritait les prérogatives des Britanniques. L'Inde contrôle ainsi les affaires étrangères, la défense et les communications. Elle peut intervenir à tout moment pour rétablir « la loi et l'ordre » et a massé des troupes au Sikkim, qu'elle gouverne en fait par l'intermédiaire de l'« *officier politique* » et du chef de l'exécutif, tous deux indiens.

Cet accord, qui a en quelque sorte été codifié dans le projet de Constitution présenté la semaine dernière et qui a provoqué les nouveaux affrontements, jugés insuffisants par le Kazi, qui sou-

kin. C'est néanmoins sur un coup de téléphone du Kazi que nous avons pu obtenir l'autorisation de visiter Gangtok, que les Indiens nous avaient refusée. Il est vrai que New-Delhi n'a guère besoin de pouvoirs accrus au Sikkim. D'autre part, la seule route reliant Gangtok au monde extérieur conduit en Inde ; cette dernière est la seule à fournir une aide technique et financière à son protectorat. Pourtant le Sikkim n'a pas toujours été ce territoire à la limite de la Chine, du Népal et du Bhoutan.

Avant l'arrivée des Britanniques, le Sikkim, qui venait pourtant de perdre du terrain au profit de ses voisins, s'était étendu jusqu'à la plaine du Bengale et

qui lui insufflait sa politique et réalisait à lui seul l'unité de tendances disparates et qui, tout en s'appuyant sur le suffrage universel, demande en fait l'intégration du royaume à l'Inde. Mais il est difficile d'affirmer que les électeurs qui se sont prononcés l'an dernier pour le Congrès au nom de la démocratie approuvent aussi une union organique avec le grand voisin du Sud.

PATRICE DE BEER.

GS DS

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.



Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur. Toutes possibilités de crédit.

Demander Monsieur Lemaire
3 bis rue Scheffer Paris 16° 553.28.51

Découvrez la Bulgarie fleurie

Roses brodées des blouses paysannes.
Roses peintes des monastères.
Fragrance mêlée à l'air marin.
Essence de rose, parfum de vos vacances.
Roussalka en Bulgarie.
Pour vous changer des idées grises.

Club Méditerranée 266 52 52

Office National du Tourisme Bulgare
45 av. de l'Opéra Paris 2° Tél. 073.31.22

Chine

Chef de la délégation soviétique aux négociations frontalières

M. Ilytchev reprend son poste à Pékin alors que les relations sino-soviétiques sont très tendues

Arrivé le mardi 25 juin à Pékin, M. Leonid Ilytchev, vice-ministre des affaires étrangères d'U.R.S.S. et chef de la délégation soviétique aux pourparlers sino-soviétiques sur les questions frontalières, a été accueilli à sa descente d'avion par son homologue chinois, M. Yu Chan. Comme le note notre correspondant à Moscou, on relève que le voyage de M. Ilytchev coïncide avec l'arrivée imminente en U.R.S.S. du président Nixon. A Pékin, des sources proches des diplomates

soviétiques en poste dans la capitale chinoise, citées par l'agence France-Presse, expriment l'opinion qu'une reprise des pourparlers frontalières n'est actuellement envisageable « si dans l'immédiat ni dans un avenir proche ». Les mêmes sources indiquent que les deux problèmes les plus pressants du contentieux sino-soviétique — le passage des bases chinoises au confluent de l'Amour et de l'Onon et le sort de l'hélicoptère soviétique retenu en Chine depuis le 14 mars — ne seraient pas du ressort de la délégation de M. Ilytchev.

De notre correspondant

affaires étrangères, où il est chargé du tiers-monde. Le nouveau voyage de M. Ilytchev, toutefois, intervient à un moment où les relations sino-soviétiques sont particulièrement tendues et où les dirigeants soviétiques ne cachent pas leur peu d'espoir de parvenir à la normalisation tant que la direction actuelle restera en place à Pékin. L'expédition, en janvier dernier, de cinq diplomates soviétiques de Pékin, puis la capture, voici plus de trois mois, d'un hélicoptère soviétique qui se serait égaré en territoire chinois, ont considérablement alourdi l'atmosphère. L'affaire de l'hélicoptère, en particulier, a donné naissance dans la presse soviétique à une violente campagne, suivie par la publication de multiples lettres de lecteurs réclamant la libération immédiate des trois membres de l'équipage. Cinq notes de protestation soviétiques ont été remises aux autorités chinoises, la dernière remontant seulement au 22 juin dernier. Moscou a même demandé à la Croix-Rouge internationale d'intervenir en faveur de ses trois ressortissants prisonniers des Chinois.

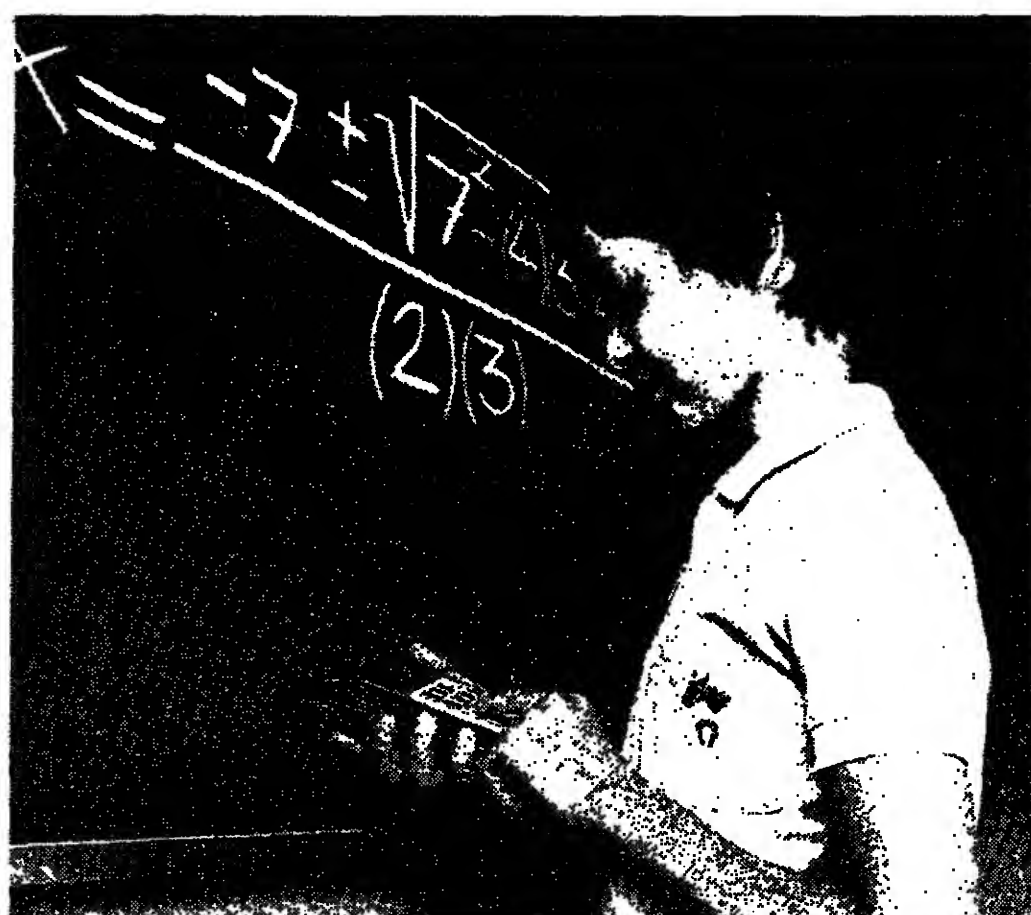
Le 23 mai dernier, enfin, en modifiant le régime de la navigation fluviale sur l'Amour et l'Onon, à proximité de Khabarovsk, l'U.R.S.S. a donné l'impression d'intervenir en faveur de ses trois ressortissants prisonniers des Chinois. On voit mal, dans ces conditions, comment la nouvelle mission de M. Ilytchev pourrait être couronnée de succès. D'autant plus que les problèmes de fond opposant Moscou à Pékin restent toujours aussi graves. Un article publié récemment dans le journal polonais *Zycie Warszawy*, et dont des extraits ont paru dans la *Pravda* de ce mercredi matin,

reprend le dossier des négociations entre Moscou et Pékin depuis 1969 et reproche une nouvelle fois aux dirigeants chinois leur refus de signer un pacte de non-agression. Dans un précédent article, *Zycie Warszawy* avait reproché à Pékin son refus de négocier la délimitation des frontières tant que Moscou n'aurait pas reconnu solennellement la non-validité des « traités inégaux » conclus au temps des tsars. L'Union soviétique, écrivait *Zycie Warszawy*, le but final des pourparlers consiste à préciser la délimitation de la frontière, créée historiquement et légalement juridiquement sur toute sa longueur par des documents contractuels russo-chinois, et de conclure à leur place un nouvel accord sur la frontière et un accord sur le régime frontalier. Il s'agit, par conséquent, non de restituer la frontière sino-chinoise, mais seulement de préciser la délimitation de cette frontière dans certains secteurs.

Les interprétations avancées à Moscou pour expliquer la nouvelle initiative soviétique sont de différente nature. Il s'agit tout d'abord, à la veille de l'arrivée de M. Nixon dans la capitale soviétique, de prouver au monde entier la vanité des accusations chinoises sur « la menace venue du Nord ». M. Ilytchev se rend à Pékin quarante-huit heures avant l'arrivée de M. Nixon à Moscou ; il avait fait de même à la veille de chacun des deux précédents sommets sino-soviétiques. En se déclarant prêt à conclure un « nouvel accord sur la frontière » et à accepter certaines modifications mineures, l'Union soviétique, d'autre part, prouve sa volonté, dans le principe au moins, de poursuivre des pourparlers. A moins qu'il ne s'agisse de placer les dirigeants chinois au pied du mur et de les obliger soit à engager vraiment les négociations, soit à les rompre ouvertement. — J. A.

M. KISSINGER SE RENDRA EN CHINE AU MOIS D'OCTOBRE

Bruxelles (A. P. P.). — Le secrétaire d'Etat Henry Kissinger se rendra en Chine populaire, probablement au mois d'octobre, apprend-on de source américaine. Dans l'attente que le président Nixon et le secrétaire d'Etat à Bruxelles, un haut fonctionnaire américain a déclaré aux journalistes que M. Kissinger était en route pour Washington, et qu'ils étaient tombés d'accord pour reconnaître que les relations entre Washington et Pékin étaient actuellement cordiales. La même source a indiqué que M. Kissinger ferait également, comme prévu, un voyage en Inde dans un avenir prochain.



Le temps que vous commenciez à y réfléchir. Il a déjà la solution.

Cela peut vous surprendre qu'un garçon de 13 ans résolve une équation du second degré. Plus vite que vous ne le pourriez jamais. Et avec bien plus de précision.

Bien sûr, il se fait un peu aider par ses amis de Texas Instruments et leurs règles à calcul électronique.

La SR 10 peut résoudre des opérations aussi complexes que les carrés, les racines carrées, les inverses, en notation traditionnelle ou scientifique.

La SR 11 fait davantage encore : appuyez sur la touche π : 3,1415927 apparaît instantanément sur l'écran ; déplacez le commutateur K vers la droite : vous êtes prêt.

En vente chez les spécialistes Texas Instruments :

- A PARIS 1° STYLOACTYL 50, rue Croix-des-Petits-Champs
- 2° GIBERT JEUNE, 15, boulevard St-Denis
- 3° SOTEMECA, 8, rue St-Martin
- 4° LA REGLE A CALCUL, 85, boulevard St-Germain
- 5° GIBERT JEUNE, 5, place St-Michel
- 6° DURIEZ, 132, boulevard St-Germain
- 7° TELE RADIO COMMERCIAL, 28, rue de Rome
- 8° DACTYLO OFFICE, 32, rue de Provence
- 9° NORD RADIO, 141, rue Lafayette
- 10° QUERCY, 64, avenue Claude-Veliefaux
- 11° CARBIMECA, 61, rue Louis-Blanc
- 12° RADIO VOLTAIRE, 155, avenue Ledru-Rollin
- 13° TERAL, 24, rue Traversière
- 14° BUREAU SELECTION, 26, rue Robert-Lindet
- 15° A LAMARTINE, 118, rue de la Pompe
- 16° SWANOR, 17, boulevard Percey
- 17° S.E.M., 71, boulevard de Ménilmontant
- 18° Grande magasins
- 19° B.H.V. Bon Marché - Galeries Lafayette - Printemps
- Papeteries Flen Cie
- Vente par correspondance : PIERRE LICHOU - EUROCADEAUX - Tél. : 260.33.44.

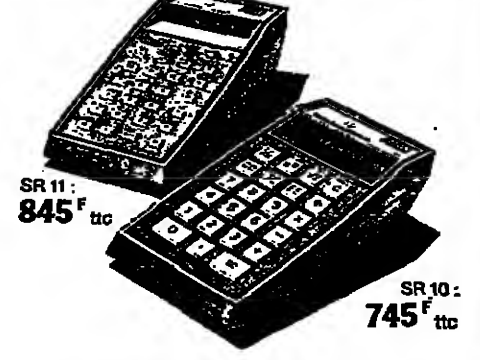
à utiliser un facteur constant. Toutes deux vous donnent des réponses instantanées sur l'écran à 10 chiffres rouges vifs. Fonctionnant sur accumulateurs ou sur secteur, ces deux règles à calcul électronique sont livrées avec un chargeur-adaptateur et une housse de protection.

De plus, chaque SR 10 et SR 11 est garantie un an, pièces et main-d'œuvre par Texas Instruments.

Ainsi tirez un trait sur les calculs d'autrefois et pensez à la SR 10. Ou à la SR 11.

Vous gagnerez un temps précieux.

Texas Instruments
l'électronique au bout de vos doigts.



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
La Boursière 92350 Le Plessis-Robinson (930.2 - 43)

POLITIQUE

L'U.D.R. et le nouvel ordre des choses

S'il manquait à « l'ère nouvelle », annoncée par M. Valéry Giscard d'Estaing, sa traduction à l'usage des partis de la majorité, le discours prononcé mardi 25 juin par M. Michel Poniatowski devant les républicains indépendants pourrait en tenir lieu.

Chaque des formations qui, avant ou après le premier tour de l'élection présidentielle, ont apporté leur appui au nouveau chef de l'Etat y aura trouvé sa part.

Les républicains indépendants les premiers, auxquels — sous la direction d'un nouveau secrétaire général, M. Roger Châtelet — il est demandé de devenir un grand parti, mieux implanté, mieux structuré, adapté au rôle qui lui est maintenant assigné : celui de « plus efficace relais » de la volonté présidentielle. Les giscardiens, hier alliés indisciplinés dans l'ancienne majorité, deviendront-ils les « godillots » du nouveau président ? La question a été posée mardi à M. Roger Châtelet qui s'en est défendu : « N'est pas besoin d'être inconditionnel pour se faire entendre », a-t-il dit.

Les centristes, qu'il s'agisse des amis de M. Lecanuet, de ceux de M. Duhamel ou de ceux de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ont eux aussi entendu les consignes : ils auront sans doute enregistré avec satisfac-

tion que les républicains indépendants avaient, semble-t-il, abandonné le projet de « grand parti libéral » dans lequel certains proches de M. Giscard d'Estaing souhaitaient englober toutes les formations ayant, avant le premier tour, soutenu le bon candidat. M. Poniatowski a reconnu les avantages de la diversité et, s'il a recommandé aux centristes de se regrouper par « familles d'esprit politiques », il s'est borné à envisager, pour lier entre eux et avec la F.N.R.I., les mouvements ainsi rassemblés, des structures confédérales.

Sans aucun doute, M. Lecanuet comme M. Duhamel prêtent cette solution. Les amis du premier ne souhaitent aucunement participer à ce qu'ils nomment « une grande nébuleuse indépendante ». Le second disait encore sa méfiance, mercredi matin, à l'égard des regroupements trop vastes. C'est avec l'esprit plus tranquille que les dirigeants du Centre démocrate et du C.D.P. (le conseil politique de ce dernier parti se réunissait mercredi à Paris) vont pouvoir désormais travailler à leur réduction.

Reste l'adresse à l'U.D.R. M. Poniatowski y a mis les formes. Il n'en demeure pas moins que ce soit pour l'ex-« parti dominant » des propos bien désagréables que ceux dont il a pris connaissance mardi.

Indéniablement, les temps ont changé. N'est-ce pas celui qui naguère, secrétaire général du second parti de la majorité, s'efforçait de faire passer à l'arrière-plan les gaullistes entendus aujourd'hui leur indiquer leur place au sein du nouvel équilibre des forces politiques ? On comprendra que ceux qui, pendant tant d'années, ont dirigé la France sans esprit de partage en concevaient quelque amertume. Le mot « amitié » ne leur aura certainement pas échappé dans le propos que leur adresse le ministre d'Etat, mais ils auront aussi, et surtout, relevé qu'il leur était, en quelque sorte, demandé de s'associer sagement, « sans arrière-pensées et sans réticences », au nouvel ordre des choses. Un ordre qui est « dans la logique de la Constitution de 1958 », œuvre du général de Gaulle. Et si certains d'entre eux « privés de responsabilités » par les nécessités du « renouvellement », font « entendre leur voix », cela ne déplaît point trop au ministre d'Etat ni, bien sûr, à son sur-sous. On a même la gêneresse de leur cela « souhaitable ».

Il y a, dans le « c'est noté », avec lequel le quotidien U.D.R. la Nation accueille ce propos, le reflet de toute la dureté des temps nouveaux pour les gaullistes.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

M. Châtelet : nous organiserons des contacts au niveau des partis et des groupes parlementaires

M. Roger Châtelet, député de Paris, a été désigné, mardi 25 juin, par le comité directeur de la Fédération nationale des républicains indépendants pour succéder à M. Michel Poniatowski au poste de secrétaire général. M. D'Ornano avait lui-même succédé à M. Michel Poniatowski.

Au cours d'une conférence de presse qu'il a réunie mardi après-midi, le nouveau secrétaire général a évoqué le rôle que devrait jouer son parti dans la nouvelle majorité : « Il appartient aux républicains indépendants, qui ont été au cœur de la majorité présidentielle, d'être un élément d'initiative et de proposition », a-t-il souligné.

M. Châtelet a dit son intention d'écrire à chacun des secrétaires généraux des partis de la majorité. A propos des rapports entre la F.N.R.I. et les autres formations, il a affirmé : « Nous souhaitons évoluer dans la direction qu'ils ont déjà eux-mêmes indiquée, c'est-à-dire vers une structure de type confédéral et vers une communauté d'action. A cette fin nous organiserons des contacts au niveau des formations et au niveau des groupes parlementaires. »

Le secrétaire général a ajouté : « Il est normal qu'une communauté d'action soit d'abord recherchée avec les partis qui ont été représentés, au premier tour de l'élection présidentielle, par les 33 % de suffrages obtenus par M. Giscard d'Estaing. Mais, les autres, on peut imaginer une communauté de liens et même d'animation ; mais cela ne dépend

pas seulement de nous et me semble plus lointain. »

A propos du Centre Démocratique et Progrès, dont le président est M. Jacques Duhamel, M. Châtelet a indiqué qu'il ignorait encore les intentions de cette formation, « mais, a-t-il ajouté, si le C.D.P. qui appartient à la majorité, donne une vocation d'existence, je rencontrerai ses dirigeants ». Le secrétaire général des républicains indépendants a enfin fait état de ses intentions en matière d'organisation interne de son mouvement. Dans les prochains jours sera mise en place une équipe parlementaire chargée de le second. Seront également désignés des secrétaires et des délégués nationaux investis de missions particulières. « Nous allons installer quatre cent quatre-vingt-dix conseillers de circonscriptions, afin d'améliorer notre implantation. Ce qui ne veut, bien sûr, pas dire que nous présenterons quatre cent quatre-vingt-dix candidats aux prochaines élections législatives. »

Le bureau national de la F.N.R.I. se réunira le 3 juillet pour préparer le congrès qui devrait siéger dans la première quinzaine d'octobre.

LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

[Né le 6 septembre 1934 à Paris, où il fait ses études — lycées Buffon, Montaigne, Louis-le-Grand, puis faculté de droit, où il obtient un certificat de licence. — M. Roger Châtelet milite tout d'abord dans les rangs des Jeunes Européens fédéralistes, dont il est secrétaire général pour la région Nord, en 1958, avant de devenir, l'année suivante, vice-président du mouvement.]

Chargé de mission, puis secrétaire parlementaire (1958) du Conseil des communes d'Europe, délégué général du Mouvement national des élus locaux (1961-1962), directeur général adjoint de la Société Sabie-Chaux (1963-1965), il se consacre entièrement à la politique à partir du moment où il entre, en 1965, dans l'entourage de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Succesivement secrétaire général adjoint (1966) puis secrétaire politique national (1968) de la Fédération nationale des républicains indépendants, M. Châtelet accède au Parlement le 11 mars 1973 en étant élu, dans la vingt-cinquième circonscription de Paris, M. Claude Estier, ancien député de cette circonscription de 1967 à 1968, sur lequel il l'emporte par 18 853 voix contre 18 076.

Le nouveau secrétaire général des républicains indépendants s'est à plusieurs reprises prononcé en faveur d'un regroupement des centristes et il avait participé, au côté de M. Michel Poniatowski, à nombre d'opérations menées contre l'U.D.R. En juillet 1973, il avait déclaré, dans une interview accordée à l'« Indépendance et le Point » : « Le gaullisme des trépassés est terminé. » Il avait été, tout récemment, le rapporteur de la commission parlementaire de contrôle de la gestion de l'O.R.T.F. M. Roger Châtelet est père de quatre enfants.]

M. DUHAMEL : des regroupements trop vastes réduiraient l'influence de la majorité.

M. Jacques Duhamel, président du Centre Démocratique et Progrès, déclare dans une interview publiée mercredi 26 juin par le journal Sud-Ouest : « La majorité doit demeurer pluraliste. (...) Nous pensons que les regroupements trop vastes se traduiraient par une réduction de sa capacité d'influence et de rayonnement. Cependant, pour l'équilibre et le bon fonctionnement de cette majorité, il faut que sa répartition entre plusieurs tendances soit aussi simple et logique que possible. C'est pourquoi les deux composantes parlementaires du centre, l'Union centriste et le C.D.P. d'une part, et les réformateurs, d'autre part, doivent se rapprocher. »

COLLOQUE

AUX ENTRETIENS DE BAYONNE

Le rôle de l'homme d'Etat et du militant politique

Les Entretiens de Bayonne, organisés par le docteur Henri Grenet, maître de la villa, ancien député indépendant, du 24 au 26 juin, sont placés sous le thème : « La politique, promesses et épreuves ». M. Couvre de Murville, inaugurant les débats, a évoqué le rôle de l'homme d'Etat en disant :

« Un homme d'Etat se distingue par sa capacité de décider, un souci constant de l'intérêt national bien compris, et un sens profond des responsabilités. Il tient compte avant tout des réalités, et il s'efforce comme un homme d'action. Ce n'est pas une doctrine qui veut chercher à faire triompher une idéologie. »

Souvent, quand le général de Gaulle examinait un dossier, il disait : « Qu'est l'intérêt national là-dedans ? C'était chez lui une préoccupation de tous les instants. C'est bien dans cet esprit qu'il faut concevoir les responsabilités du pouvoir. »

M. Alain Beneteau, secrétaire fédéral du P.S.U. (Haute-Garonne), a ensuite évoqué « le rôle difficile mais essentiel du militant politique et, en particulier, celui du militant de gauche. Au départ de l'action, il y a toujours une prise de conscience. Moment où le militant s'engage dans la lutte politique après un voyage au Pérou qui m'a fait toucher du doigt les réalités du tiers-monde. »

Pour M. Beneteau, « le rôle du militant de gauche est avant tout un travail d'éducation et de libération. Le militant de droite c'est celui qui entretient l'aliénation des travailleurs. A la limite, Guy

L'Agence nationale pour la valorisation de la recherche doit être « un commerçant et non un banquier »

estime le délégué général à la recherche scientifique et technique

L'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) a été créée, mardi 25 juin à Paris, un état de ses cinq premières années d'existence. Pour son directeur, M. Jean-Pierre Bérard, la situation est positive, mais certaines ambiguïtés demeurent sur les fonctions de l'ANVAR et tout particulièrement sur leurs limites.

Les résultats de l'ANVAR après cinq ans tiennent en quelques chiffres. L'Agence a été saisie de 5 849 dossiers émanant pour un tiers des laboratoires du Centre

national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) ; pour un autre tiers d'autres organismes de recherche et pour le tiers restant de la petite et moyenne industrie, ainsi que d'inventeurs indépendants. Les inventions qui sont après examen, susceptibles d'être protégées ont donné lieu au dépôt de 3 737 brevets, et près de 41 % des inventions ainsi retenues ont fait l'objet d'accords d'exploitation.

Commentant ces résultats M. Bérard a souligné qu'ils avaient été obtenus moyennant un prélèvement sur l'enveloppe financière de la recherche, qui demeure des plus faibles : de l'ordre de 0,2 % de l'ensemble des sommes affectées à cette enveloppe. M. Bérard a souhaité une augmentation de la dotation en capital, qui s'élève maintenant à 10 millions de francs par an et qui pourrait être portée à 20 millions de francs.

Une semblable augmentation des moyens mis chaque année à la disposition de l'ANVAR, auxquelles viennent s'ajouter une allocation et diverses sommes versées par l'industrie, permettrait incontestablement à l'Agence de développer son action, par exemple, en finançant le pré-développement de certaines inventions. Mais est-ce son rôle ou doit-il être laissé aux entreprises de capital-risque ?

Pour M. Pierre Curien, délégué général à la recherche scientifique et technique et vice-président du conseil d'administration de l'ANVAR, l'Agence devrait être « un commerçant et non un banquier », tandis que pour M. Cresset, directeur administratif et financier du C.N.R.S., il deviendrait possible d'assurer le financement de certains travaux de développement auprès des laboratoires de recherches eux-mêmes.

C'est se demander à quel niveau dans le processus actuel de mise en œuvre des inventions doit intervenir l'argent : au niveau de l'ANVAR lui-même, en amont dans les centres de recherche ou en aval avec les firmes spécialisées dans le financement d'affaires risquées ? Certes, il faut se garder de créer une structure trop rigide, et il va de soi qu'il revient à l'ANVAR, qui ne dispose d'aucun monopole, de prendre à sa charge les affaires représentant un « super risque ». Mais, alors faut-il aussi attendre de l'ANVAR qu'elle accumule, par les redevances qu'elle touche, des rentrées de plus en plus substantielles ? — N. V.

alfa romeo

COUPE "2000" GRAND TOURISME

GARAGE MIRABEAU

CONCESSIONNAIRE

71A de VERSAILLES

75016 PARIS - T. 525-14-20

Les grandes berlines Alfa.



Berline 2000 : 32.208 F dés en main.*

11 CV fiscal - 150 CV SAE
Consommation : 8,5 litres à 90 km/h.
13,35 litres à 140 km/h, 5 vitesses.
Pont autobloquant. Accélération : 31,2 aux 1000.
Tout le luxe et le confort propres aux Alfa Romeo.

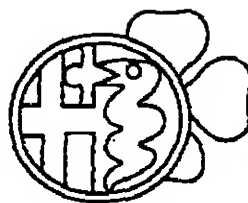
Alfetta : 30.650 F dés en main.*

10 CV fiscal - 140 CV SAE
Consommation : 7,50 litres à 90 km/h.
12,73 litres à 140 km/h.
5 vitesses. Accélération : 31,8 aux 1000.
Tout le luxe et le confort propres aux Alfa Romeo.

Giulia super-luxe : 26.698 F dés en main.*

9 CV fiscal - 116 CV SAE
Consommation : 7,8 litres à 90 km/h.
12 litres à 140 km/h.
5 vitesses. Accélération : 33,5 aux 1000.
Tout le luxe et le confort propres aux Alfa Romeo.

Essayez. Comparez. Choisissez.
Sans tenir compte du plaisir.



alfa romeo

150, Champs-Élysées. 359.13.14

* Plus carte grise et vignette. Tarif n° 67 du 15/06/74.

سكرا تي الاصل

SCIENCES

L'OPÉRATION FAMOUS

Trois sous-marins plongeront au large des Açores pour tenter de comprendre l'évolution de la Terre

La deuxième phase de l'opération FAMOUS (French-American Mid-Ocean Undersea Study) a commencé le dimanche 23 juin dans l'Atlantique, à 400 kilomètres au sud-ouest des Açores. Pendant plus de deux mois, trois petits sous-marins, le bathyscaphe *Archimède*, la soucoupe plongeante *Cyana*, tous deux français, et l'*Alvin*, américain, vont faire cinquante ou soixante plongées dans la faille centrale — le rift — de la dorsale médio-atlantique.

Depuis quelques années, les géophysiciens pensent, en effet, que la croûte terrestre est faite de plaques rigides qui se renouvellent constamment. Du magma basaltique plus ou moins fluide monte de profondeurs supérieures à 50 ou 100 kilomètres et il se gèle entre deux plaques voisines. En se solidifiant, il exerce une pression sur les plaques voisines. Chaque plaque se comporte comme un tapis roulant à l'autre extrémité duquel disparaît une quantité de croûte équivalente à celle qui est mise continuellement en place. La formation de la nouvelle croûte se fait tout au long des dorsales subocéaniques qui, sur

une longueur de 40 000 kilomètres, serpentent sous les mers. Les rifts sous-marins sont donc des zones-clés pour la connaissance des mécanismes qui commandent l'évolution de notre planète.

Dès lors, on comprend l'importance d'une étude *in situ* des processus de mise en place du magma basaltique. Ainsi, naquit dans le cadre de la coopération franco-américaine, le projet FAMOUS, dont le Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.E.O.) et la Woods Hole Oceanographic Institution se partagent la responsabilité.

La réalisation de FAMOUS a commencé en 1973 : du 3 août au 4 septembre de l'année dernière, l'*Archimède* a plongé sept fois dans le quadrilatère compris entre les parallèles 35° et 37° nord et les méridiens 33° et 35° ouest. En 1971 et 1972 la topographie de cette zone avait été étudiée en détail mais depuis la surface, par treize bateaux appartenant à divers pays. Une carte bathymétrique exceptionnelle, réalisée par le C.N.E.O., a permis de dresser de façon à permettre de choisir les points d'étude particuliers.

Une topographie chaotique

La topographie du rift est encore beaucoup plus chaotique que la carte ne le laissait prévoir. La navigation sur le fond est donc particulièrement difficile. Néanmoins, les plongées de 1973 ont permis de donner quelques premières réponses aux questions des géophysiciens :

- LA NOUVELLE CROÛTE Océanique se met bien en place dans le fond du rift. Les formes fraîches des laves en témoignent. Ces formes sont très variées selon les points d'extrusion et, en outre, elles n'ont pas été remaniées par une activité tectonique quelconque ;
- LA BOISSE CENTRALE repérée par les mesures bathymétriques de surface et dont on se demandait si elle était un volcan sous-marin semble bien être formée par des émissions de lave sortant par une fissure. En revanche, on n'a observé aucune fissure ouverte ni aucune accumulation de saumures chaudes, comme on en a trouvée dans plusieurs fosses du rift de la mer Rouge.
- Les trois sous-marins qui commencent actuellement la deuxième phase du projet FAMOUS su-

La C.G.T. craint le «démantèlement» de la SNIAS et un arrêt de la production en série du Concorde

Les syndicats C.G.T., C.F.P.T. et F.O. des usines de Toulouse ont appelé les travailleurs de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) à un arrêt général des activités, ce mercredi 26 juin, car ils estiment que le gouvernement «condamne irrémédiablement la société à être à terme dans l'incapacité d'entreprendre des études nouvelles et à devenir une usine de sous-traitance des fabrications américaines». Le syndicat C.G.T. des métaux estime qu'on assiste actuellement à un véritable «démantèlement de la société nationale».

C'est le jeudi 27 juin que se réunissent à Paris successivement le conseil de surveillance de la SNIAS et le comité central d'entreprise, à qui seront communiqués des aperçus des résultats financiers pour 1973, car la direction de la SNIAS a obtenu, de ses instances de tutelle et du tribunal de commerce, un report jusqu'en octobre (au lieu de juin) de ses comptes officiels définitifs et de la réunion traditionnelle de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Les responsables C.G.T. estiment que ces comptes monteraient un déficit supérieur à 1 milliard de francs (soit un peu moins du quart du chiffre d'affaires global de la société). «On a tout lieu de craindre», observe le secrétaire du syndicat C.G.T. des métaux, que l'annonce de ce déconvoit soit un prétexte supplémentaire pour ceux qui, dans les milieux gouvernementaux, sont hostiles à la Société nationale, à ses réalisations et qui œuvrent pour l'abandon du supersonique Concorde».

Selon la C.G.T., le déficit est dû, essentiellement, au fait que des retards de l'aide financière de l'Etat pour l'Airbus et l'ab-

AÉRONAUTIQUE

LE GOUVERNEMENT ARRÊTERA SA POLITIQUE AÉRONAUTIQUE A L'AUTOMNE

annonce M. Soufflet

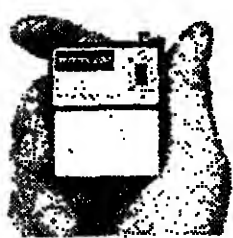
Le Conseil économique et social a examiné, mardi 25 juin à Paris, le rapport sur l'industrie aéronautique et spatiale en France de M. Paul Huet, ancien président du Conseil national du patronat français, qui traite notamment des difficultés de la commercialisation des avions civils et de la nécessité de maintenir les exportations militaires (le Monde du 25 juin). Le rapporteur a estimé que la construction aéronautique faisait partie de «ses domaines de pointe» qu'un pays désireux de conserver sa liberté économique ne peut se permettre de laisser décliner.

Le ministre de la défense, M. Jacques Soufflet, qui représente, en France, l'administration de tutelle de l'industrie aéronautique, a indiqué : «Nous devons nous adapter aux besoins de nos clients et aux méthodes de nos concurrents», tout en constatant qu'il lui était impossible de se prononcer aujourd'hui sur «ce dossier très complexe». Le nouveau gouvernement n'en a pas encore délibéré, en particulier sur les projets en cours, ce qui devrait être fait à l'automne, selon le ministre de la défense.

perfectionnement de la copie électrostatique :

Gestetner

copie instantanée sans préchauffage



CET APPAREIL ANTI-MOUSTIQUES

"MOSQUITO SKEETER-SKAT"
"est son nom, est le résultat de recherches effectuées sur l'influence des ondes sonores sur les insectes."

Cet appareil électronique, miniaturisé, à usage individuel, fonctionne sur pile. C'est le premier des appareils répulsifs à moustiques de ce type, mis à votre service. Son efficacité a été reconnue par des techniciens dont les avis font autorité. D'un fonctionnement très facile, il se met en marche et s'arrête à volonté en poussant un seul bouton. Il est aussi simple que pratique. On peut le porter à la ceinture, le poser près de soi, sur une table ou par terre. Il peut être utilisé à l'intérieur comme à l'extérieur : camping, plein air, pêche, chasse. Plus petit qu'un paquet de cigarettes "MOSQUITO SKEETER-SKAT" apporte à tous un plus grand confort sans odeur toxique ou désagréable.

MERIEZ-VOUS DES CONTRETYPIES, ne pouvant faire état des mêmes références.

EXIGEZ LE VÉRITABLE "SKEETER-SKAT"
En France vente en pharmacie, Gerdon-Center, Ets THIEBAUT, 30, place de la Madeleine, Paris 8^e - Tél. : 073-28-03 et dans toutes les bonnes maisons. 140 F.T.T.C.
Allemagne : Westrad H. Müller, 5 Köln 30 Postfach 550232 (R.F.A.).
Recherchez distributeurs autres pays

SOCIÉTÉ

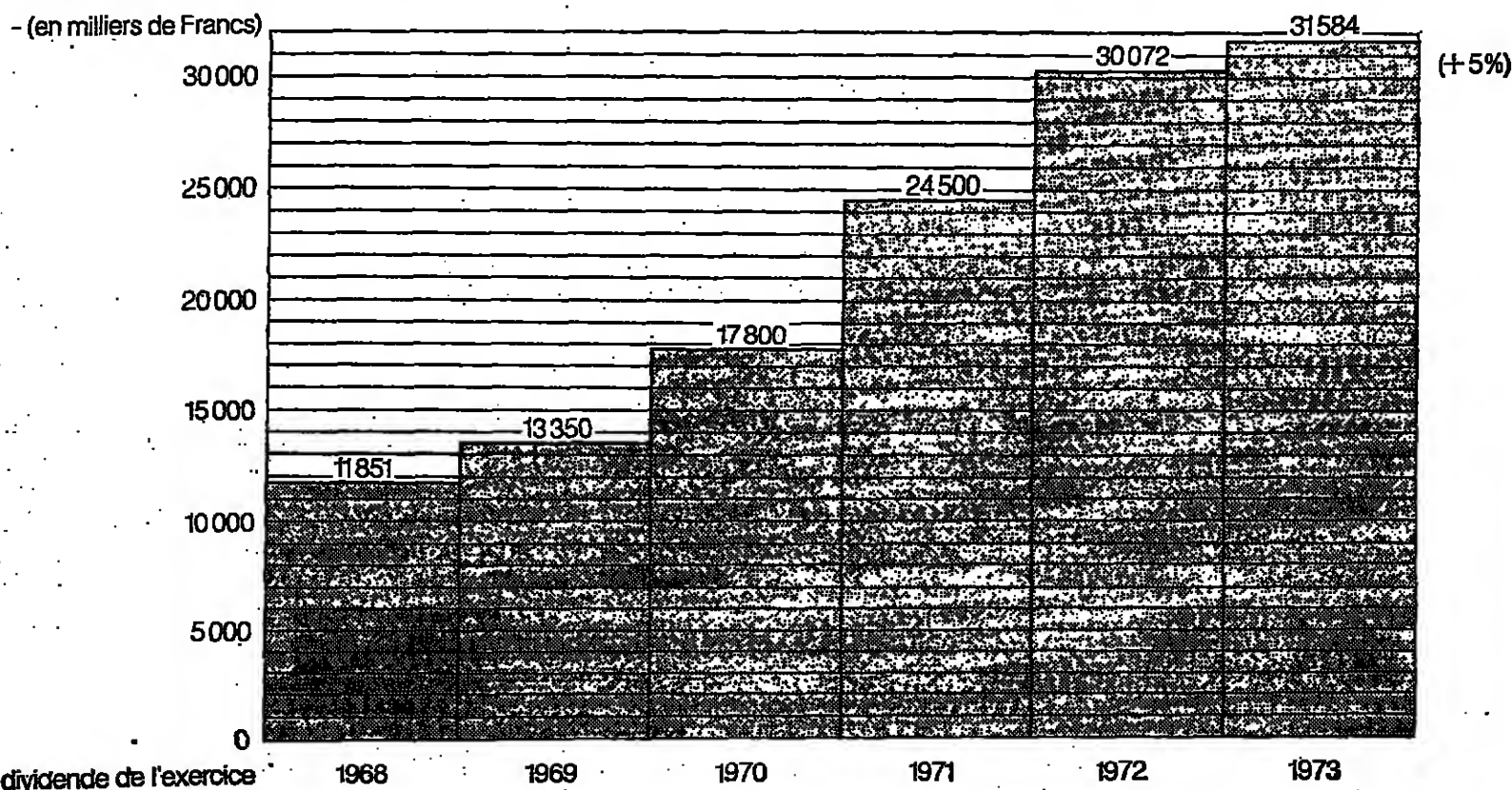
● La conférence internationale sur le «crisis» dans le monde d'aujourd'hui, organisée à Berlin par le Conseil économique des Églises (C.O.E.) (le Monde du 22 juin), s'est terminée par l'adoption de résolutions demandant une plus juste répartition des responsabilités entre hommes et femmes au C.O.E., notamment à l'occasion de l'assemblée générale qui aura lieu à Djakarta en 1975.

YVONNE REBEYROL

● L'Académie des sciences a décerné le prix Blaisot au docteur Hervé Floch, qui a dirigé, pendant plus de quinze ans, l'Institut Pasteur de la Guyane, et démontre, en 1974, que la sulfone mère était le médicament de choix pour lutter contre la lèpre.

(Publicité financière)

L'assemblée générale de la Société Centrale Union des Assurances de Paris
qui s'est tenue à la Tour Assur le 20 juin 1974 a décidé le versement d'un dividende de 31.584.000 F, soit 28,20 F par action*



L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

UAP

Siège social : 9 place Vendôme 75001 Paris — Siège administratif : Tour Assur - Cédex 14 92083 Paris la Défense.

* dont 9,40 F d'impôt déjà payés au trésor (avoir fiscal).

71A de VERSAILLES

les Alfa



alfa rom

O.R.T.F.

L'AVENIR DE LA RADIO D'ÉTAT

Le directeur et le T 2

Il était 18 h. 30, mardi soir, quand Jacques Saliebert, directeur de la radio, a appris la fin de la grève des « T 2 ». Les « sans grade » de la technique venaient de baisser pavillon. Cela faisait des jours et des jours qu'à eux seuls ils étaient parvenus à stopper la quasi-totalité des émissions des quatre chaînes de la radio nationale : France-Inter, France-Culture, France-Musique et FIP. Leur revendication venait d'être emportée dans le flot sur lequel dérive l'O.R.T.F.

Ils demandaient des garanties pour leur avenir. Jeunes, hautement qualifiés, diplômés, ayant suivi un stage spécial organisé par l'O.R.T.F., ils désiraient améliorer leur condition, pouvoir changer de catégorie, ne pas faire carrière sous le chiffre « 2 » ou « 2 exceptionnel ». Mais, la machine à faire les réformes administratives, mise en place par l'ancien directeur général adjoint de M. Jean-Jacques de Bresson, M. Alain Dongard, avait besoin de rouages et de certitudes. Et ces certitudes reposaient sur le blocage, sur la stratification. Alors, l'avenir... qui, aujourd'hui, serait prédire l'avenir? Le technicien T 2 est retourné derrière sa console — où il peut être appelé à faire le même travail qu'un T 3, celui de l'échelon supérieur, c'est-à-dire, enregistrer, mixer, diffuser — et les programmes ont repris. Pour combien de temps? Le sort de ces jeunes hommes, de ces jeunes femmes, est aujourd'hui entre des mains qu'ils ne valent pas. Leur directeur est, comme eux, placé dans l'expectative. On peut, au maximum, jouer, avec lui, au jeu des suppositions. Sa seule certitude : « Il faudra bien deux ou trois mois pour reconquérir l'auditoire perdu pendant la grève. »

« Notre arme : la diversité de nos programmes »

Le directeur d'une radio en grève est un personnage peu commun. Il n'est pas, vraiment, partie prenante dans les négociations, qui ont lieu à la présidence de l'Office. Il attend, surtout. Il espère. Pour cette fois, c'est fini, mais demain, après demain, le 3 juillet — jour où le sort de l'O.R.T.F. sera débattu en conseil des ministres — tout peut être remis en question : l'équilibre social, rétabli sans solution, au terme d'une grève demeurée stérile, peut être rompu à la moindre occasion, et la remise en cause du monopole par le gouvernement serait sûrement cette occasion.

Le monopole? On a pris l'habitude d'en parler au passé, et Jacques Saliebert se raccroche à une notion plus solide, celle de « service public ». Car il n'est quand même pas question d'abandonner le service public.

« Tant que la radio sera un service public, dit-il, elle aura les obligations et les charges d'un service public. Il sera toujours normal, puisqu'elle est financée par la redevance, qu'elle réponde à sa traditionnelle mission d'informer, de cultiver, d'éduquer et de distraire; et elle n'a pas besoin de monopole pour le faire. »

La radio nationale est armée pour répondre à toute offensive du secteur privé. Supposons qu'on laisse s'installer des postes locaux financés par la publicité un peu partout en France : le dispositif des stations régionales doit nous permettre de nous défendre; il suffira d'accélérer le processus de développement des chaînes régionales prévu pour l'automne prochain.

Notre arme contre la concurrence, c'est la diversité de nos programmes. Je ne considère pas que les actuels postes périphériques sont les concurrents de France-Inter, mais, au contraire, je dispose de plusieurs programmes, destinés au grand public, pour tenter de satisfaire l'ensemble des auditeurs. Qui les écoute? Je ne me fie ni aux sondages ni aux statistiques. Ce sont les mêmes qui écoutent tout. L'espoir de Jacques Saliebert, c'est que les délibérations ministérielles du 3 juillet accablent l'autonomie de sa régie, dont les

servitudes sont lourdes — prise en charge des six orchestres de l'Office, diffusion de six heures d'émissions pédagogiques par jour sur une chaîne en M.F., — mais dont les ressources sont faibles, quoique moins comprimées que prévu cette année. C'est là que le rapport Chénouard l'intéresse : « En ce qui concerne les structures et la gestion, les conclusions du rapport Chénouard ne sont pas adaptées à la radio, dit-il. En revanche, le projet de modifier l'assiette de la taxe radio me semble positif. Telle qu'elle est perçue actuellement — auprès de ceux qui ont un poste, mais pas la télévision, des personnes âgées pour l'essentiel, — elle ne correspond pas à grand-chose et elle ne revient pas à la radio, mais elle part dans un fonds commun. Le projet de taxer les auto-radios n'est pas une mauvaise idée. On pourrait percevoir cette taxe en même temps que la vignette. Et, qui sait, au cas où ses recettes nous seraient directement affectées, elle permettrait peut-être de financer nos programmes. »

La radio, qui, plus encore que la télévision, vit dans le quotidien est constamment confrontée à des problèmes de production qui le dépassent. Qui sait? La grève a peut-être évité que n'éclate une autre crise, celle des émissions. De nombreux studios sont fermés actuellement du fait du départ pour la télévision de techniciens qui n'ont pas été remplacés, mais qui devraient l'être d'ici peu à l'arrivée d'une nouvelle promotion. Résultat : ralentissement de la production, sous-emploi du reste de l'appareil, du personnel. On fait les émissions — quand on les

fait — avec des bouts de ficelle et la création est, moins que jamais, à l'ordre du jour. Inquiétude des producteurs, des réalisateurs. On a annoncé la suppression d'une demi-chaîne (Inter-Variétés) et la réforme de la refonte des réseaux d'émission — pour le mois de novembre. Et on a chargé un homme providentiel, François Billeloux, de trouver des solutions. Il a déposé un rapport sur les bureaux de l'administration. Mais, dans un Office incertain de ses lendemains, l'innovation est-elle encore à l'ordre du jour? Jacques Saliebert pense que l'échec est encore suffisamment éloigné pour qu'on puisse laisser passer la crise actuelle.

Le rapport de François Billeloux est là, sur ma table. Il propose une refonte des rapports de prospection, de fabrication, de création, de production, sur de nouvelles bases. Le grêle des programmes ne viendra qu'après. Mais les producteurs ne doivent pas s'inquiéter. Elle sera prête vers le 15 septembre. »

En attendant, un cahier des charges du nouveau France-Culture sera dressé et sera adressé aux collaborateurs de la chaîne. Cela suffira-t-il à apaiser leurs craintes? Ou seront-ils réduits, comme les T 2, comme d'autres, au silence, par l'indifférence du public?

Parce que la radio va plutôt bien, on n'en parle pas, ou peu. C'est là que réside pour elle le vrai danger. Ses ennemis sont connus — ce sont ses éventuels concurrents — ses partisans n'ont pas encore pris la parole.

MARTIN EVEN.

AVANT LE CONSEIL DES MINISTRES DU 3 JUILLET

- Suspension du mouvement de grève
- Questions orales à l'Assemblée nationale

L'assemblée générale des personnels de l'O.R.T.F. en grève depuis le 30 mai, a décidé mardi soir de suspendre le mouvement, compte tenu du « contexte interne et externe de l'entreprise, et notamment les menaces qui hypothéquent son avenir et la volonté des grévistes de favoriser une mobilisation unitaire de l'ensemble du personnel pour la sauvegarde du service public », précise le comité de grève. Celui-ci réaffirme sa volonté de poursuivre « l'action sous toutes les formes appropriées ». Le travail reprendra à 0 heure, les programmes sont donc redevenus normaux sur l'ensemble du réseau radio et télévision ce mercredi 28 juin.

L'inter-syndicale de l'O.R.T.F., groupant les syndicats C.G.T., F.S.U., C.F.D.T. et les syndicats de journalistes S.N.J., C.F.D.T. et F.O., se réunit mercredi après-midi, « en vue d'étudier l'action à mettre en œuvre au cas où les menaces sur le service public se précisaient », ont déclaré les responsables syndicaux.

Pas de référendum

Recevant les journalistes mardi, en fin de matinée, dans les locaux de la délégation générale à l'Information, M. Denis Baudouin — interrogé sur la crise de l'O.R.T.F. — a notamment déclaré : « Je démens formellement l'information diffusée mardi matin (par un poste périphérique Europe 1), selon laquelle un référendum serait organisé sur l'avenir de l'O.R.T.F. et de l'audiovisuel. »

Le délégué général a ajouté que le conseil des ministres du 3 juillet aurait probablement une incidence décisive pour les structures de l'Office, mais que le plan

de décentralisation serait fondé sur les bases du projet préparé par M. Long, « qu'il a aller plus loin dans l'autonomie des établissements publics ». Mais aucune décision n'est prise en ce qui concerne le monopole.

Le conseil d'administration de l'Office, réuni le 26 juin, a décidé d'« étudier attentivement et en détail les conclusions et propositions de la commission de contrôle de l'Assemblée nationale ». Au sujet de la gestion, le conseil « tient à faire savoir que, sur rapport de son comité financier, il a débattu régulièrement, au cours de chacune de ses réunions, des problèmes financiers et apporte à ceux-ci une attention vigilante ».

Par suite de l'« augmentation sans précédent de ses coûts de fonctionnement », consécutifs à la hausse générale du coût de la vie, le conseil d'administration rappelle qu'il a décidé plusieurs mesures correctives arrêtées dès le 30 octobre 1973 et deux séries d'économies adoptées pour l'exercice 1974 et portant sur 68 millions de francs (39 en fonctionnement, 30 en investissements) au mois de janvier et sur 20 millions de francs le 8 juin. « Ce qui correspond en quelques mois à une réduction de plus de 100 millions de francs de dépenses de l'Office ».

« Le conseil, attaché fermement à l'autonomie de l'établissement public de l'O.R.T.F., affirme par la loi du 31 juillet 1972, s'élève contre toute présentation des faits et toute campagne qui tendraient à mettre en cause, à l'occasion de la publication du rapport de la commission de contrôle de l'Assemblée nationale, la caractéristique de service public de la radio-diffusion et télévision. »

En conclusion, le conseil de

mandat au personnel en grève de reprendre le travail.

Le Sénat a consacré sa séance de mardi matin 26 juin à l'examen de diverses questions orales. M. Henri Caillaud (Gauche démocratique) a notamment demandé au premier ministre quelles étaient les intentions du gouvernement à l'égard de l'O.R.T.F. et des projets de création d'une chaîne privée de télévision. « Le gouvernement », a répondu son porte-parole, M. André Rossé, ne s'est pas encore penché sur le problème de la privatisation. Il doit le faire le 3 juillet. »

En ce qui concerne le statut de l'O.R.T.F., le sénateur du Lot-et-Garonne, le secrétaire d'Etat a indiqué que le haut conseil de l'audiovisuel étudiait actuellement la question et qu'il ferait bientôt des propositions.

A l'Assemblée nationale, plusieurs questions orales seront posées ce mercredi après-midi à l'O.R.T.F.

M. André Rossé, porte-parole du gouvernement, répondra à six questions de MM. Robert-André Vivien (U.D.R.), Roger Chénouard (R.I.), Georges Filloud (P.S.), André Audinot (Un. cent.), Jean-Marie Dauterive (réf.) et Jacques Chabanais (C.O.).

Dans une conférence de presse tenue mardi, le groupe parlementaire communiste a déclaré qu'il souhaitait faire connaître ses positions dans la mesure où il n'a pas été tenu compte des avis des commissions communistes de la commission d'enquête sur la gestion financière de l'Office.

M. Jack Bailly (Seine-Saint-Denis) — qui a vigoureusement dénoncé « l'emprise du groupe Thomson-C.S.F. » sur l'O.R.T.F. et rappelé que la nationalisation de ce groupe était prévue par le programme commun de la gauche — a énuméré les mesures financières immédiates préconisées par le P.C.F. sur le plan de la gestion.

M. EDMOND MAIRE : ne pas confondre les responsabilités.

« L'O.R.T.F. doit être le bien de tous », a déclaré, mardi 26 juin, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., au cours d'une conférence de presse organisée par la Fédération des professions artistiques et culturelles de l'O.R.T.F. (C.F.A.P.) sur la crise de l'Office.

« Depuis plusieurs années, l'Etat a créé de toutes pièces une situation difficile à l'O.R.T.F., en laissant se dégrader la situation du personnel, en confondant l'O.R.T.F. avec les intérêts de l'Etat-U.D.R., en nommant les responsables et les contrôleurs financiers dévoués à l'Etat-U.D.R. par le rapport Chénouard, en portant atteinte aux ressources de l'Office par l'assujettissement de la redevance au paiement de la T.V.L., en voulant, en définitive, faire la preuve que l'Office ne peut pas fonctionner afin de le discréditer. »

« La privatisation, a-t-il conclu, serait un acte réactionnaire au sens plein du terme, recouvrant une volonté d'étouffement par le profit. »

UNE QUINZAINE DE COLLABORATEURS ASSISTENT M. BAUDOUIN DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL A L'INFORMATION

La délégation générale à l'Information, que dirige M. Denis Baudouin, est installée 19, rue de Constantin, Paris (7^e). Tél. 555-93-83. Elle est ainsi composée :

Délégué général adjoint : M. Henri Figeat; conseiller du délégué général : M. Roger Paret; conseiller chargé des relations avec l'audio-visuel : M. Francis Mouton; conseiller chargé des affaires sociales : Mlle Lucrèce Guelli; chargée de mission : éducation nationale, jeunesse et sports, affaires culturelles : Mlle Philippe Steinmann et Roger Nyterk; équipement, transports, aménagement du territoire : Mlle René Bourne et Philippe Guérin; économie et finances, industrie et commerce : Mlle Jean-Pierre Talou et Alain Giovannetti; postes et télécommunications, postes et télécommunications, commerce et artisanat : M. Patrice Reis; justice : Mlle Nicole Hébert; coopération : M. Max Jalade; défense : M. Eulge Bouvet; agriculture, environnement : M. Lucien Maestracci; santé : M. Yann Cotten.

A propos du fonctionnement de la délégation générale à l'Information, M. Baudouin, recevant mardi les journalistes, a précisé que, « chaque matin, M. Pigeat — son adjoint direct — ou l'un de ses collaborateurs assistent à la mini-réunion organisée à Matignon ». Pour sa part, M. Baudouin sera personnellement reçu « régulièrement » (toutes les trois semaines) par le président de la République.

"BEAUCOUP DE POMPISTES VÉRIFIENT L'HUILE, MAIS MOI, JE M'ARRÊTE CHEZ ESSO."



J'avais roulé des kilomètres avec le bouchon d'huile ouvert. L'huile s'était répandue dans tout le moteur. J'étais catastrophe. A une station Esso, le pompiste me propose gentiment de nettoyer tout ça. Il n'a jamais voulu que je le paye.

Après, il a complété le niveau d'huile avec de l'Uniflo (il paraît qu'on peut le mélanger*, sans problème).

Depuis, Esso c'est un peu mon porte-bonheur. Chaque fois que je le peux, je m'y arrête. Et je demande au pompiste de vérifier l'huile, parce que lui, n'oubliera pas de refermer le bouchon!

*En effet, l'huile Uniflo peut être mélangée à une autre huile. Mais ce n'est pas tout. Les laboratoires automobiles l'ont tournée dans les conditions les plus sévères: 30 000 heures d'essai au banc, 1 500 000 kilomètres d'essais sur route.

Si Esso appelle Uniflo "l'huile incassable", c'est prouvé en mains.



DROIT SC. ECO.
AOUT : Prépar. 1^{re} et 2^e an. par matière et par centre, à la session de septembre.
NOV. à JUIN : Cours du soir complémentaires, parallèles à la Faculté.
Groupement libre de Professeurs 57, rue du Capitaine 22 - NEUILLY.
CEPES TEL. : SAB. 94-84.

سكنا في الامم

O.R.T.F.

Libres opinions

UN DÉFICIT : à qui la faute ?

Par RENÉ JANNELLE (*)

Le déficit de l'O.R.T.F. figure en bonne place dans le dossier d'accusation de la Radiotélévision française. On doit d'abord souligner qu'il ne provient pas de dépenses excessives en faveur des programmes. Les téléspectateurs peuvent en témoigner, les personnels aussi. Ni les rémunérations des personnels artistiques, dont la masse salariale est stagnante depuis plusieurs années, ni l'évolution des salaires des personnels permanents, restée subordonnée à l'indice des prix, n'en sont en aucune façon la cause. Celle-ci est ailleurs. Elle est le résultat d'une politique imposée à l'O.R.T.F. par le gouvernement. Et il est d'autant plus nécessaire de le rappeler que le nouveau gouvernement semble, en ce domaine, s'engager dans la continuité.

Mais voici des arguments dont on ne peut pas ne pas tenir compte :

- 1) Les derniers budgets de l'Office, y compris celui de 1974, furent établis selon un taux de productivité et sur des prévisions de prix ne correspondant pas à la réalité. C'est le gouvernement qui imposa ces bases de calcul erronées par le moyen du contrat dit de programme, administré à l'Office par voie d'autorité administrative. Une clause de dérapage était prévue, mais non respectée. L'ex-ministre des finances est bien au courant de la question.
- 2) Par suite de décisions gouvernementales, l'Office en est, depuis 1970, à sa quatrième réforme de structures et remaniements de services, notamment dans le secteur de la production. Il en résulte à chaque fois une coûteuse désorganisation du travail, une prolifération de services qui auraient pu être infiniment mieux utilisés. En février dernier, le conseil d'administration lui-même refusa en première lecture l'application du plan de réforme prévu par la loi de 1972, pour son coût beaucoup trop élevé.
- 3) En six ans, quatre directeurs généraux ou P.D.G. se sont succédés à la tête de l'Office. Les uns et les autres furent choisis et remplacés en fonction des options de la politique gouvernementale du moment et non pas, comme il aurait fallu, selon les exigences que présente cette entreprise complexe où il faut tout à la fois être capable de tenir compte des impératifs artistiques et respecter les règles d'une bonne gestion.
- Quelle entreprise, surtout d'une telle dimension, aurait pu supporter sans problème une telle rotation de directeurs généraux et tous les remaniements de direction qu'elle a provoqués ? On ne peut oublier que même à l'individu le plus doué il faut nécessairement plusieurs mois pour être à même de remplir entièrement une fonction de ce niveau. Le législateur l'avait bien compris : c'est l'une des raisons qui lui avaient fait fixer, dans la loi de 1972, un mandat d'une durée de trois ans pour le P.D.G. de l'Office.
- 4) L'O.R.T.F. resta le seul service public de dimension nationale à ne percevoir aucune subvention de l'Etat. La totalité des énormes investissements que représente l'installation des trois chaînes de télévision a été prélevée sur le montant des redevances.
- La création de la troisième chaîne a été décidée alors que les finances de l'Office n'étaient nullement en état de supporter cette charge. Le gouvernement n'en tint pas compte, cette opération se situant dans l'optique de sa politique dite de régionalisation. Aujourd'hui, la troisième chaîne est effectivement menacée. Un fort groupe financier est prêt à la transformer en un support publicitaire rentable. Pour quelques millions, au lieu de lui donner la véritable vocation régionale que les téléspectateurs attendent, le gouvernement l'a-t-il jusqu'à la livrer aux affaires ?
- 5) L'Office continue à assumer des tâches telles que les émissions vers l'étranger, qui relèvent des responsabilités gouvernementales et qui ne lui sont que très partiellement remboursées.
- 6) L'Office supporte financièrement, sans compensation de l'Etat, huit cent mille exonérations de redevances décidées par le Parlement.
- 7) Une ordonnance de février 1959 exonérait les redevances perçues par la R.T.F. de toutes impositions fiscales. D'année en année, cette exonération fut progressivement réduite, puis arbitrairement supprimée. Cette année, l'Office versera au Trésor près de 30 milliards d'anciens francs au titre de la T.V.A. C'est-à-dire plus que le déficit actuel.

Il nous semble que les responsabilités du gouvernement sont suffisamment établies pour qu'il les prenne entièrement. A moins que, délibérément, il ne veuille préparer un terrain d'accès aux opérations actuellement tentées par un groupe bancaire. La direction de l'Office vient de contracter en effet un emprunt en s'adressant à plusieurs banques. Il n'est pas seulement choquant, mais dangereux à bien des égards, qu'elle ait obtenu 35 millions de dollars de la banque américaine Morgan. Est-il possible de poursuivre plus longtemps cette pratique ?

La seule solution valable, c'est que le gouvernement paie les frais de sa politique. D'autant que l'application coûteuse de celle-ci n'a aucune répercussion bénéfique sur la qualité des programmes. Au contraire.

Si, après cette superposition de réformes et la désorganisation qu'elles ont introduites, il s'avère nécessaire de procéder à une réforme logique de l'ensemble, nos syndicats : auteurs, réalisateurs, producteurs, comédiens, musiciens, techniciens, ouvriers et cadres, statutaires et hors statut, sont prêts, comme le prouve le document qu'ils ont publié au cours de la campagne électorale, à en discuter pour assurer le fonctionnement et la pérennité de cette entreprise nationale.

(*) Secrétaire général de la Fédération nationale du spectacle G.O.T.

(PUBLICITE) URGENT

Ville de **FRÉDÉRIC** propose à Société commerciale intéressée mise en place passerelle pédestre carrefour Herriot-Tribune.

DELAIS D'EXÉCUTION : Avant le 1^{er} octobre 1974.

CONDICTIONS : Le Ouvrage procurera autorité pour une année renouvelable par tacite reconduction. Installation gratuite en contrepartie d'usage publicitaire.

FAIRE OFFRE à M. le Maire, Hôtel de Ville, FRÉDÉRIC.

Le Maire, A. VILLIETTE.

chez John Rapel

l'élégance anglaise sied admirablement aux hommes très grands comme aux très forts

Disons, tout va changer pour les hommes très grands car John Rapel, qui, jusqu'à présent, se contentait de leur offrir des vêtements de taille standard, leur propose maintenant une collection de vêtements sur mesure. John Rapel met à leur disposition la plus vaste collection de vêtements sur mesure de la capitale. John Rapel sur mesure avec un superbe choix de tissus de haute qualité et grande variété de formes. Choisissez grandes tailles de marque. Collections TIMBER, JUPITER.

CRÉDIT GRATUIT SUR DEMANDE.

JOHN RAPEL : Ouvert du Lundi au Samedi de 10h à 19h30, 10 rue de la République, 75011 Paris - Tél. 333.66.00 - Métro : France.

Après dix ans de réussite, deux titres mondiaux et trois victoires au Mans

Matra n'écarter plus l'éventualité de renoncer à la compétition

Pour la première fois depuis que Matra s'est lancée dans la compétition automobile, depuis bientôt dix ans, son directeur général M. Jean-Luc Lagardère, n'est plus sûr que la poursuite de cet effort soit opportune. Apparaissant après les Vingt-Quatre Heures du Mans, les projets de Matra pour l'année suivante n'étaient pas immédiatement communs, mais aucune incertitude dans le fond ne concernait l'avenir. Matra continuait, seul l'objectif ou les objectifs restaient à définir. Aujourd'hui, une semaine après la troisième victoire consécutive de ses voitures au Mans, M. Lagardère s'interroge vraiment sur l'avenir du sport automobile, et naturellement Matra, reçoit auprès de l'opinion. Sa réflexion d'industriel, de comptable des intérêts supérieurs de sa société l'a amené à envisager de renoncer, à court ou à moyen terme, à la compétition automobile.

M. Jean-Luc Lagardère : la crise de l'énergie pourrait modifier notre manière de voir

Un regard en arrière me montre que Matra a vécu juste en décidant de s'investir au sport automobile, dit M. Lagardère. En presque dix ans, notre société a obtenu une grande notoriété dans le monde entier. Matra, dans sa diversification d'activités, englobe les télécommunications, électronique, transport, etc. — est, à tous égards, une société de pointe, dont la technique est reconnue, mais je suis sûr que c'est en définitive, le sport automobile, et surtout les trois victoires au Mans, qui nous ont fait vraiment connaître.

Cette audience, je ne l'ai pas voulue pour le seul plaisir de construire des voitures de course, mais parce que, en qualité d'industriel responsable, j'ai considéré que Matra, dans son ensemble, ne pouvait que tirer profit d'une telle renommée. Pour faire la preuve que, dans tous les domaines, nous faisons à même de maîtriser les techniques les plus sophistiquées et que nous acceptons de relever tous les défis. C'est ce qui m'a paru essentiel dans notre entreprise sportive. Nous avons, je crois, pleinement réussi. En formule 1, d'abord, en formule 2, ensuite.

Nous avons remporté en 1969 le titre de champion du monde de formule 1 avec Stewart et Tyrrell, en 1973, le titre de champion du monde des constructeurs, et trois années de suite, les Vingt-quatre Heures du Mans. Mais lorsque j'ai choisi le sport automobile comme une ambassade pour Matra, les motivations de l'opinion en général étaient sans doute différentes. L'existence de l'équipe Matra me pousse à la continuité, à courir encore. Mais il y a le contexte économique, et aussi nos associés dans la course, Simca-Chrysler et les Cigarettes de France.

La décision sera prise en septembre. Je dois tenir compte de beaucoup d'éléments pour me prononcer. Il y a d'abord la considération que je porte à l'équipe qui a fait Matra, aux cinq-cinq exemplaires de compétition, dont la compétence est remarquable. L'existence de l'équipe Matra me pousse à la continuité, à courir encore. Mais il y a le contexte économique, et aussi nos associés dans la course, Simca-Chrysler et les Cigarettes de France.

La décision sera prise en septembre. Je dois tenir compte de beaucoup d'éléments pour me prononcer. Il y a d'abord la considération que je porte à l'équipe qui a fait Matra, aux cinq-cinq exemplaires de compétition, dont la compétence est remarquable. L'existence de l'équipe Matra me pousse à la continuité, à courir encore. Mais il y a le contexte économique, et aussi nos associés dans la course, Simca-Chrysler et les Cigarettes de France.

« N'êtes-vous pas tenté, en réalité, de quitter la compétition après un troisième succès au Mans et de laisser la meilleure impression ? »

C'est vrai que la plupart des grands constructeurs ont agi ainsi et qu'ils ont renoncé à la compétition après une période de succès. Ce n'est pas ma préoccupation. Je sais que Matra a gagné un grand crédit par ses victoires, mais je ne crains pas la concurrence. D'une certaine manière, j'aime bien le risque, mais à la condition qu'il permette à ma société de prouver quelque chose, d'aller de l'avant. Le risque pour le risque ne vaut rien, mais s'il commande la créativité, l'imagination, j'en suis partisan.

« Si vous renoncez aux prototypes, pourquoi ne pas revenir à la formule 1 ? »

Pour le même raisonnement : est-ce l'intérêt supérieur de Matra ? Est-ce opportun ? Il s'y ajoute que la formule 1 est surtout une promotion pour le pilote. Néanmoins j'y pense, car c'est une autre forme passionnante de démontrer la maîtrise d'une technique. Mais il faudrait, pour s'engager à nouveau dans cette voie, que Matra reçoive l'aide puissante d'un annonceur, environ 5 millions de F par an, et que le sigle Matra reste sur les voitures.

« Je crois qu'il faudrait prévoir un programme de quatre ans pour permettre à un pilote français de devenir champion du monde. J'aurais aimé tenter l'aventure avec François Cevert, je ne le regrette pas. »

« La part de Matra dans le budget compétition est évaluée à environ 5 millions sur un chiffre d'affaires de 800 millions. »

JEUNESSE

LES ASSOCIATIONS SE REGROUPENT EN UN COMITÉ NATIONAL

Le Comité national des associations de Jeunes Socialistes (CNAJS) et le Comité pour les relations internationales des associations françaises de Jeunes Socialistes (CIRAJ) ont décidé de fusionner. Le nouveau Comité national chargé des relations nationales et internationales des associations françaises de Jeunes Socialistes (CNAJS) gardera le sigle CNAJS et comprendra plusieurs sections. La section internationale conservera le sigle CIRAJ, comme dans le passé. L'association CIRAJ, qui percevait des subventions de l'Etat, ne sera pas dissoute, mais intégrée dans le nouveau Comité national.

Dés maintenant, celui-ci comprend une trentaine d'associations ; les autres, déjà adhérentes de l'ancien CNAJS ou du CIRAJ, seront jusqu'au 30 septembre pour compléter leur adhésion. Un comité exécutif de vingt membres a été désigné, ainsi qu'un bureau de huit membres présidé par M. Alain Besson, vingt-sept ans, vice-président du Centre d'éducation et d'information pour la Communauté européenne.

Le nouveau CNAJS a adopté le 6 juin une déclaration en faveur du développement social et culturel, qu'il estime, à l'égard du développement économique, un élément indispensable au progrès de notre société. Dans une lettre adressée au président de la République, le Comité décline une négociation, pour adhérer à la mission d'un organisme de concertation représentatif, reconnu et compétent.

« Parce que vous représentez le monde de la jeunesse et celui du travail, votre victoire est inéluctable. »

François MITTERRAND

Vous êtes treize millions de femmes et d'hommes à avoir apporté vos suffrages à François Mitterrand, candidat commun de toute la gauche. Il n'a manqué à celle-ci que peu de voix pour l'emporter. Sa victoire, désormais, est inéluctable.

Pour en rapprocher l'heure, il convient de renforcer encore le Parti Socialiste. Depuis deux mois, plusieurs dizaines de milliers de Françaises et de Français ont déjà décidé de rejoindre ses rangs. Faites comme eux. Donnez votre adhésion.

Adhérez au Parti Socialiste

BULLETIN D'ADHESION

Nom :

Prénom :

Adresse :

Désire adhérer au Parti Socialiste.

Retournez dès aujourd'hui ce bulletin au
PARTI SOCIALISTE
Bureau National des Adhésions
12, Cité Malesherbes 75009 Paris

SPORTS

TENNIS

La journée des jupes à Wimbledon

De notre envoyé spécial

Wimbledon était, hier, la journée des jupes Traditionnellement rétrograde au premier tour du simple dames, celle-ci, malgré le temps gris, avait ramené dans les enceintes à orfèvrerie de l'All England Club une foule compacte essentiellement féminine et, comme d'habitude, encore, la grande parade des élégances, ces dames se mettaient en frais de toilette et leurs compagnons se composaient des têtes de sportswomen en retraite ou d'acteurs de théâtre pour répertoire victorien. Mais les collines et la bouillonnante, les toques à pois de senteur ou à plumes d'ara froissantantes ne s'abaissent pas, contre vents et marées, que dans la loge royale.

A travers les pelouses, autour de treize rectangles d'herbe canonisés sous tous les angles, la garden party présente une collection d'objets beaucoup plus simples où le grès-à-porter étend sa faveur. Ce serait mal connaître les Anglaises de les croire quand même capotées d'abandonner ces tissus criards, bois de rose ou vert comme la laitue dont elles se vêtent par réaction au profond ennui quotidien qui les afflige. Malgré ce déballage, malgré ces enluminures à hurler, beaucoup d'entre elles ignorent elles-mêmes leur beauté parce que rarement sollicitées du regard, promenant ainsi des carnations et des profils à couper le souffle, tranchant avec le teint plus des vieilles lédaines à l'insupportable ramage.

Au son des scores palmo-dés par des arbitres fers de leur importance, tout ce joli monde glousse d'aise à voir les seurs sportives lutter sur le court dans des manches à retournement, qui attestent la nervosité et la versatilité de leur nature. En fait de batailles, la bataille du blanc, même si ce doit être un combat d'arrière-garde, a encore gagné par les règles sacro-saintes de ces lieux, où des libérés, une résille, un court de couleuvre sont tout juste tolérés.

Cependant, plantant au-dessus de la lot, les championnes à part entière, Billie Jean King, Evonne Coolidge, Virginia Wade, ne faisaient pas de quartier à leurs adversaires, et la rumeur émergeait du Central parvenant jusqu'aux terrasses les plus reculées.

Un mot, quand même, des quelques simples hommes qui entraineront cette journée

féminine. Rodd, le tenant du titre, se fit accrocher par le jeune Suédois Lief Johansson (vingt-deux ans), le partenaire de Borg en Coupe Davis, qui rappelle Lundquist par sa blondeur et son jeu de volée. Rosewall mit un certain temps à vaincre l'élégant indien Vijay Amritraj. Après quoi, Roger Taylor, l'Idole des Anglais, fut « sorti » respectueusement par Dick Crealy, le grand fonceur australien qui avait battu Laver à Roland-Garros en 1969 et vient d'y remporter le titre du double messieurs avec Baran.

En ce qui concerne enfin les joueurs français, un bon point à Patrick Dominguez qui a réussi à terrasser en trois sets le Roumain Ion Tiriac, lequel avait trouvé comme toute dernière ruse de plaisir à sauter avec lui entre les échanges et de rire à haute voix sur les points importants. Pour toute réponse, Dominguez se contenta de faire des trous dans le gazon : c'est ici la bonne, la seule méthode. Quant à Pierre Barthès, éliminé sans remise par le Hongrois Baranyi, il a droit à des excuses et du respect : souffrant d'une déchirure musculaire à l'avant-bras, il tint à se présenter sur le terrain et, à aucun moment, ne fit montre de sa douleur. Ainsi Von Cramm, écarté au cours de la finale de 1973 par Donaldudge sans qu'on put deviner qu'il était blessé. Une référence de qualité.

OLIVIER MERLIN.

SIMPLE MESSIEURS

Premier tour : Gorman (E-U) b. Amritraj (Ind.), 6-4, 7-5, 2-6, 4-6, 8-6; Connors (E-U) b. Bingham (Gale), 6-1, 7-6, 6-3; Jaurès (Fr.) b. Hoesche (ex-Tch.), 1-6, 4-6, 6-4, 6-3, 6-4; Chatrian (Fr.) b. Sorensen (D.-U.), 6-3, 6-2, 6-2; Ashe (E-U) b. Kary (Aut.), 6-4, 6-2, 6-3; Dominguez (Fr.) b. Trier (Hongr.), 6-3, 6-2, 6-6; Baranyi (Hongr.) b. Barthès (Fr.), 6-2, 6-4, 6-0; Metreveli (U.R.S.S.) b. Sorensen (D.-U.), 6-3, 6-1, 6-1; G.-B. b. Crealy (Austr.), 7-6, 6-3, 6-1; Crealy (Austr.) b. Taylor (G.-B.), 4-6, 6-3, 6-3, 9-8.

DEUXIEME TOUR :

Rosewall (Austr.) b. Amritraj (Ind.), 6-1, 6-0, 6-0; Connors (E-U) b. Johansson (Suéd.), 3-6, 7-5, 6-3, 4-6, 6-4.

SIMPLE DAMES

Premier tour : Miss Chatrian (Fr.) b. Miss Anthony (E-U), 6-1, 6-0; Miss Goolagong (Austr.) b. Miss Goolagong (Austr.), 6-1, 6-1; Miss Schaar (Hol.), 6-1, 6-1; Miss Moor (G.-B.), 6-2, 6-1.

DEUXIEME TOUR :

Miss King (E-U) b. Miss May (E-U), 6-1, 6-1.



LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Les équipes contraintes à l'offensive

Frankfurt. — Le ton est monté d'un cran à la fin du premier tour de la X^e Coupe du monde de football. Onze équipes jouaient leur qualification pour la suite de la compétition et il ne restait que six places disponibles. Cette concurrence implacable a infligé favorablement sur la qualité du jeu. Presque toutes les équipes ont, par force

parfois, choisi l'offensive : le jeu a gagné en efficacité et le spectacle en intensité. Seize buts ont été marqués au cours de la seule journée du dimanche 23 juin, soit plus (si l'on excepte le score nul qui a nuyé le Zaire) que lors des rencontres disputées avant le 23 juin dans les trois premiers groupes.

De notre envoyé spécial

de retarder le cours de la partie. Par exemple, la République fédérale d'Allemagne a pratiquement refusé de jouer durant la dernière demi-heure de son match contre l'Australie, en faisant essentiellement circuler la balle entre ses défenseurs.

LES ORGANISATEURS SONT DÉÇUS

Un million de spectateurs

Les organisateurs ouest-allemands sont déçus : le premier tour de la Coupe du monde a été moins suivi sur les stades qu'ils ne l'espéraient. En effet, 1 001 300 spectateurs ont assisté aux vingt-quatre matches alors que 1 500 000 places étaient offertes au public. Près de 600 000 billets sont donc restés invendus. Le taux des rencontres seules se sont jouées à guichets fermés. La plus grande affluence a été enregistrée à l'Olympia Stadium de Berlin pour les débuts de l'équipe d'Allemagne fédérale face au Chili : 79 000 spectateurs. En revanche, les matches à enjeu ont été décevants : la Bulgarie-Uruguay (12 000 entrées) et l'Australie-Chili (10 100) ont été les moins regardés.

Chacun des quatre groupes a attiré entre 270 000 (celui de l'Italie) et 220 000 (celui des Pays-Bas) amateurs. La moitié des matches ont été suivis par moins de 50 000 spectateurs et proportionnellement à la capacité des différents stades. Ce sont les jours néerlandais qui ont été les plus encouragés, devant ceux d'Allemagne fédérale, d'Italie et du Brésil.

Un jeu défensif

En règle générale, les contacts n'ont pas été vifs mais brutaux, et c'est une sorte de miracle si aucun joueur n'a été sérieusement blessé. L'essentiel, pour la plupart des équipes, n'a pas été d'essayer de marquer des buts — voca-lisme naturel du jeu — mais de ne pas en « prendre ». Dans cette optique, tous les trucs ont été utilisés : « tacles » toujours appuyés, « fauchages » systématiques, de préférence le plus loin possible de son camp afin de détruire au départ l'action offensive adverse — le coup franc permet à l'équipe fautive de se regrouper, — abus de passes aux gardiens, et tous autres moyens

Cette évolution est naturellement regrettable et dangereuse et il est temps que, sous l'impulsion du nouveau président de la Fédération internationale, M. Joao Havelange, les règlements soient modifiés dans le sens d'une plus grande sévérité. M. Walter Schöel n'aura pas, en tout cas, l'embaras du choix pour récompenser le 7 juillet l'équipe qui aura le plus mérité le trophée du fair-play. D'ores et déjà, il paraît évident que cette distinction puisse être remise à l'une ou l'autre d'elles. On ne pourra pas ainsi accuser le chef de l'état de faire preuve de charisme.

En effet, plusieurs joueurs de la R.D.A. qui pratiquent un football de combat, sinon de rue, ont reçu un avertissement, et le capitaine de l'équipe fédérale, Frans Beckenbauer, dont le jeu est d'autre part de plus en plus critiqué par les pressions allemandes, s'est permis de cracher à la face du public de Hambourg. Au contraire, l'équipe des Pays-Bas, animée par l'élegant Johan Cruyff, pourrait cumuler tous les honneurs. L'avenir est au reste au « football total » — tout le monde attaque, tout le monde défend — que pratiquent et que l'Ajax d'Amsterdam a mis en vedette.

Dans les coulisses non plus on ne peut guère parler de fair-play et de sérénité. Depuis le début de la compétition, présidents de fédérations et de clubs, recruteurs de toute sorte ont afflué en Allemagne fédérale. Véritables maquisards de la balle

ronde, délégués du football hussien, ils passent leurs journées à têter des mollets à palébrer, à sortir les carnets de chèques. Ils font aux crampes. Les bruits les plus inextricables circulent à propos d'éventuels transferts, et les dirigeants français, non représentés sur le terrain mais bien présents dans les vestiaires, ne sont pas en reste.

Enfin, si l'organisation ouest-allemande, quoique assez rigide, n'appelle guère de critiques, la constante et presque obsessionnelle présence policière n'est pas de nature à dissiper le malaise ambiant. Les huit équipes respectées commencent à se plaindre ouvertement de la débauche à laquelle elles sont soumises.

MICHEL CASTAING.

Athlétisme

Au mémorial Signoret

DES CONTRATS CONVENABLEMENT REMPLIS

Pour réunir quelques grandes vedettes de l'athlétisme mondial, c'est désormais simple, sinon facile : il suffit d'y mettre le prix. Organiser avec un certain succès une grande réunion internationale est sans doute un peu plus délicat. Trois cent mille francs avaient été nécessaires pour faire converger au stade Jean-Boulin, à Paris, les routes de plusieurs champions de belle promesse, le 25 juin, à l'occasion du mémorial Signoret. Dépense déraisonnable, si l'on veut bien considérer que tel club de banlieue doit fonctionner avec un peu plus de 10 000 F par an pour ses seuls athlètes, dépense qui, finalement, n'aura pas pu faire de la réunion du Stade français une franche réussite.

Certes, le spectacle d'un Abdi-Baba soulevant franchement l'ancêtre derrière, la ligne d'arrivée des 400 mètres haies en quatrième position, dans un temps indigne de sa qualité de champion olympique, fut, cette fois-ci, épargné aux spectateurs. D'ailleurs, les vedettes présentes remplirent convenablement leur contrat et les organisateurs furent satisfaits de la manœuvre, comme ils le furent si souvent la possibilité, de les payer d'après leur « rendement ». Il n'en demeura pas moins que les victoires des Né-Zélandais, Walker (1 min. 46 sec. 9/10 au 500 mètres) et Dixon (2 min. 41 sec. 4/10 au 1 500 mètres), du Belge Puttemans (13 min. 34 sec. 2/10 aux 5 000 mètres) ou de l'Américain Fowell (64,4 mètres au lancement du disque) auront été acquiescées sans véritable compétition.

JUSTICE

L'enlèvement de M. Balthazar Suarez

DES PERSONNALITÉS SCIENTIFIQUES DEMANDENT LA LIBÉRATION DE M. ET MME CHASTEL

L'arrestation d'un collaborateur du Centre national de la recherche scientifique, M. Armand Chastel, de son épouse, soupçonnés par la police d'avoir mis leur appartement à la disposition des ravisseurs du banquier espagnol Angel Balthazar Suarez (le Monde du 31 mai), et écroués après avoir été inculpés de complicité de séquestration, a suscité l'émotion du monde scientifique.

Dans un communiqué publié le 25 juin, plusieurs personnalités rappellent que « tout homme étant préssumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable la détention préventive ne doit être, aux termes mêmes de la loi, qu'une mesure exceptionnelle destinée à assurer la conservation des preuves ou indices matériels [...] ».

« La conviction des enquêteurs, estiment les signataires, n'apparaît dans leur cas (les Chastel), appuyée sur aucune preuve, mais sur des hypothèses qui n'ont, à notre avis, pas été vérifiées. Cet aspect subjectif a été masqué dans le communiqué de police qui présente leur incrimination comme étant l'aboutissement d'une enquête minutieuse et basée sur des faits indiscutables, alors qu'il n'en était rien. [...] »

Cependant lorsque le dossier des Chastel fut enfin complet, il fut avisé de voir que son contenu n'entraîne nullement la conviction, et même que certains éléments de reconnaissance leur, parmi les plus précis que M. Suarez a pu donner à la police, lors de sa libération, ne peuvent s'appliquer à l'appareillement de la rue Broca, et que, d'autre part, des caractères aisément reconnaissables, en particulier le cadavre d'une cour de école voisine, n'ont jamais été mentionnés dans les déclarations.

« Il nous semble donc qu'une mesure de mise en liberté immédiate serait parfaitement justifiée. »

Le communiqué est signé par MM. J. Bailly, chargé de recherches au C.N.R.S.; B. Benoit, directeur de recherches au C.N.R.S.; J. Heyvaert, maître-assistant à l'université de Paris-VII, chercheur à l'Observatoire de Meudon; A. Kastner, prix Nobel de physique; J. Lequeux, astronome adjoint à l'Observatoire de Meudon; J.-M. Lévy-Leblond, professeur à l'université de Paris-VII; J.-L. Malgouyres, maître de conférences à l'université de Paris-VII; J.-L. Motchane, professeur à l'université de Paris-VII; A. Omont, professeur à l'université de Paris-VII; J.-C. Peckols, professeur au Collège de France; directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris; F. Praderie, astronome adjoint à l'Observatoire de Meudon; J.-L. Fugère, attaché de recherches au C.N.R.S.; chercheur à l'Observatoire de Meudon; E. Schatzman, professeur à l'université de Paris-VII, directeur du Laboratoire d'astrophysique de l'Observatoire de Meudon; M. Schott, sous-directeur du laboratoire de physique de l'école normale supérieure.

FINLANDE

au bord des Lacs

AVION PARIS-HELSINKI-PARIS • CHALET

15 JOURS F. 1200

Semaine supplémentaire F. 185

DEPARTS : les 8/7, 13/7, et 23/7/74

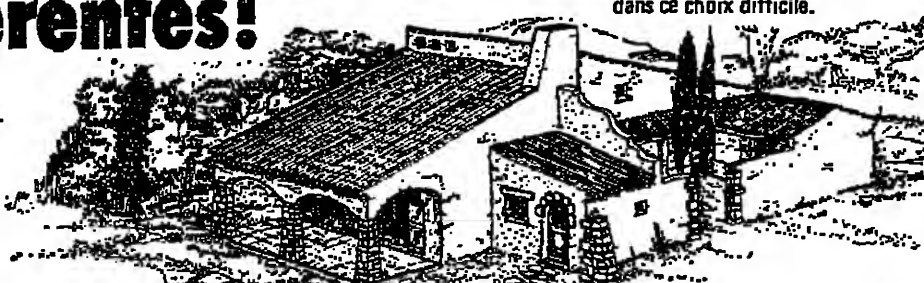
Renseignements et inscriptions : PEUPLES & CIVILISATIONS

5, Avenue de l'Opéra

75001 PARIS - Tél. 260.31.66

Des Maisons Provençales, nous en avons déjà construit plus de 500... Toutes différentes!

Voici une illustration d'une de nos réalisations. Dans notre brochure vous pourrez en voir de nombreuses autres. Bien entendu, nous tenons à votre disposition la gamme complète des maisons provençales que nous avons déjà bâties.



Profitez des vacances pour venir choisir la vôtre

Vous êtes décidés à vous faire construire une résidence principale ou secondaire dans le Midi et vous la voulez pour les vacances 75. Nous, nous ne travaillons que dans cette région et avons rassemblé pour vous quelques exemples de nos réalisations. Avant de prendre une décision, demandez notre documentation, qui vous aidera dans ce choix difficile.

UNE MAISON "PERSONNALISÉE"

Nous avons, en carton, plus de 800 modèles différents (notre bureau d'études est toujours à l'écoute de toutes les nouveautés). Mais vous avez peut-être besoin et envie d'un autre plan. Nos spécialistes feront "votre" plan en vous guidant grâce à l'expérience acquise à travers toutes nos réalisations. Etant nous-mêmes entrepreneurs, vous bénéficiez aussi de nos prix compétitifs.

Tous les prix de nos propositions que vous recevrez sont fermes et définitifs, et vous permettront de bénéficier d'un crédit de 80 %.

Envoyez ce bon, rempli ou recopié, à réalisations méditerranée

11, AV. SENEQUIER - 83100 TOULON

Tél. 41.63.00

M. Tél.

Demeurant

Emplacement de votre terrain

Je désire recevoir une plaquette gratuite (joindre 1,20 F en timbres pour frais d'expédition)

صكيات الامل

CARNET

Naissances

— M. Philippe Gestin et Mme, née Isabelle Camargo, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, **Matthieu**, né le 17 juin 1974.

— Mario Spengaro et Caroline, née Paly, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, **Chloé**, née le 13 juin.

Fiançailles

— M. et Mme Lucie Verri, ont la joie d'annoncer les fiançailles de leur fille, **Sylvie**, née le 18, rue des Frères-Petit, Champigny.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de leur fille, **Marie Claire Scail**, fille du docteur Pierre Scail et de Mme, née Denise Berbiat, avec M. Dominique de la Savette, fils du vicomte Henri de la Savette et de la vicomtesse, née Geneviève de Roussel de Prieville.

Mariages

— M. et Mme Bernard Dompard, ont la joie d'annoncer le mariage de leur fille, **Marie Claire Scail**, le samedi 29 juin, à 15 heures, en l'église de l'Oratoire du Louvre, 147, rue Saint-Hippolyte à Paris-1^{er}, 8, avenue Mac-Mahon, Paris-17^e, 32, rue Pauline-Borghese, 82-Neuilly.

— M. et Mme Michel Leraud, ont la joie de faire part du mariage de leur fille, **Anne et Olivier**, célébré dans l'intimité le 22 juin, à Hérisy (Seine-et-Marne).

4, rue de Commaille, 75007 Paris, 4, rue des Frères-Petit, 75116 Paris.

— M. et Mme Jean Bieaux (Christiane Ruyss) ont la joie de faire part du mariage de leur fils, **Bertrand**, avec Mlle Christine Lambeau, qui sera célébré le 6 juillet 1974, en l'église Notre-Dame de Surgenes, 28, rue des Capucins, 93100 Dreuze.

Nécrologie

— Le docteur Claude Ollivierstein fait part du décès par suicide, à l'âge de vingt-cinq ans, le 25 juin, de **Michel de BARLEUVEN**.

— Le président et les membres du conseil d'administration des « Amis Henri Queuille », ont le profond regret de faire part du décès accidentel, survenu à Castelmorin, dans sa quatre-vingt-onzième année, de leur président d'honneur, **M. Guy BOURNIAC**, commandeur de la Légion d'honneur, trésorier-payeur général honoraire.

— Les obsèques ont été célébrées à Castelmorin (Tarn-et-Garonne) le mardi 25 juin 1974, 41, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

(Chef de cabinet de M. Laurent-Eynac, sous-secrétaire d'Etat à l'Aéronautique et aux transports aériens, M. Bourdieu était devenu, en 1926, chef du secrétariat particulier de Henri Queuille, alors ministre de l'Agriculture. Il était demeuré le plus proche collaborateur de M. Queuille dans tous les postes ministériels occupés par ce dernier sous la III^e et la IV^e République. Il avait été son directeur-adjoint de cabinet à la présidence du conseil et au ministère de l'Intérieur de 1948 à 1951 puis en 1952, directeur du cabinet à la vice-présidence du conseil. Il était resté auprès de lui jusqu'à son décès, en 1970.

M. Paul Devinat, ancien ministre est président des « Amis Henri Queuille » dont M. Bourdieu était président d'honneur.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Paris le jeudi 24 juin 1974, de **M. Pierre CHATEAU**.

De la part de : M. et Mme Pierre Chateau, son épouse, M. et Mme Frédéric Caillat et leurs enfants, M. et Mme Jean Ray-Capet et leurs enfants, M. et Mme Jacques-Pierre Chateau, Mme Louise Chateau, sa mère, Ses beaux-frères et belles-sœurs.

La cérémonie religieuse aura lieu à Paris, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, le vendredi 28 juin à 8 h. 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le recteur de l'Académie de Besançon, chancelier de l'université, Les inspecteurs d'Académie en résidence, Les inspecteurs pédagogiques régionaux, Tous les corps d'inspection de l'Académie, ont la douleur de faire part du décès de **M. René MICHEL**, inspecteur pédagogique régional, survenu le samedi 22 juin 1974.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 25 juin, au Lion-d'Angers (Maison-et-Lodron), Hôtel de l'Académie, 10, rue de la Convention, 25000 Besançon.

— M. et Mme Raymond Schydlowsky, M. et Mme Edouard Schydlowsky et leurs enfants, M. et Mme Robert Pujol et leurs enfants, Parents amis et alliés, ont la douleur de faire part du décès de **Mme Fanny SCHYDLOWSKY**, dont les obsèques ont eu lieu à Toulouse, le lundi 24 juin 1974, dans la plus stricte intimité.

De la part de : M. et Mme Pierre Geny, ses enfants, Claire, Isabelle, Marc, Alain et René Geny, ses petits-enfants, M. et Mme Maurice Lelièvre, leurs enfants et petits-enfants, Ben, neveu et nièce et toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 3 bis, rue Partenier, 92200 Neuilly.

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel, survenu le 23 juin, de **Mme Claude CHEVRIAC**, née Ariane Koch, 12, rue Champollion, 75005 Paris, Le Vésinet.

— M. et Mme Robert Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-François Marion, ont la douleur de faire part du décès de **M. Jean-François MARION**, survenu le 24 juin 1974, 14, avenue Emile-Deschamps, Paris-7^e.

Une messe de communion aura lieu le jeudi 27 juin, à 9 h. 30, en l'église de Saint-Jacques (Paris). Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le recteur de l'Académie de Besançon, chancelier de l'université, Les inspecteurs d'Académie en résidence, Les inspecteurs pédagogiques régionaux, Tous les corps d'inspection de l'Académie, ont la douleur de faire part du décès de **M. René MICHEL**, inspecteur pédagogique régional, survenu le samedi 22 juin 1974.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 25 juin, au Lion-d'Angers (Maison-et-Lodron), Hôtel de l'Académie, 10, rue de la Convention, 25000 Besançon.

— M. et Mme Raymond Schydlowsky, M. et Mme Edouard Schydlowsky et leurs enfants, M. et Mme Robert Pujol et leurs enfants, Parents amis et alliés, ont la douleur de faire part du décès de **Mme Fanny SCHYDLOWSKY**, dont les obsèques ont eu lieu à Toulouse, le lundi 24 juin 1974, dans la plus stricte intimité.

De la part de : M. et Mme Pierre Geny, ses enfants, Claire, Isabelle, Marc, Alain et René Geny, ses petits-enfants, M. et Mme Maurice Lelièvre, leurs enfants et petits-enfants, Ben, neveu et nièce et toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 3 bis, rue Partenier, 92200 Neuilly.

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel, survenu le 23 juin, de **Mme Claude CHEVRIAC**, née Ariane Koch, 12, rue Champollion, 75005 Paris, Le Vésinet.

— M. et Mme Robert Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Le Mont-d'Or, 83 110 Senary-sur-Mer, 13, rue Champollion, 75005 Paris.

— M. et Mme Jean-Pierre Laspagnol et leurs filles, M. et Mme André Gannont, née Micheline Laspagnol, ont la douleur de faire part du décès de **M. Robert LESPAGNOL**, survenu le 19 juin, à l'âge de soixante-quatre ans.

De la part de : François Walter, son mari, Christian et Georges Walter, ses fils, Marcel et Marie-Jeanne Durr, Jean-Pierre et Denise Valdeau, Eckhout, ses frères et sœurs, 52 de leurs enfants.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de **M. Joseph WEHRLÉ**, Obiât de Saint-François-de-Sales, aumônier de la Visitation, ancien conseiller général et supérieur provincial, survenu à Troyes, le 13 juin 1974, dans sa soixante-dix-huitième année et quarante-huitième de sacerdoce.

La messe de sépulture a été célébrée en la chapelle de la Visitation de Troyes.

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

— 23 juin, 9 h. 30. Sorbonne, salle Bourjais. M. Abdulkarim Elhadad (Tunis) : « Pierre Loti et la réalité africaine ».

MÉDECIN

LE PROFESSEUR J.-L. PARRAT A ÉTÉ ÉLU À L'ACADÉMIE

L'Académie de médecine a élu, mardi 25 juin, membre titulaire, dans sa quatrième section (sciences biologiques, physiques, chimiques et naturelles), le professeur **Jean-Louis Parrat**.

(Né le 7 avril 1908 à Paris, le professeur Parrat a été interne des hôpitaux en 1933, directeur du laboratoire de physiologie pathologique (1960) puis de physiologie (1965) à la faculté de médecine de Paris. Il est depuis 1968 professeur de physiologie et biologie, chef de service à l'Hôpital Necker, enfants-malades à Paris. Il a publié divers travaux sur l'allergie, sur la vitamine C et sur la résistance des vaisseaux capillaires, et notamment un ouvrage sur les manifestations de l'angiodysplasie et les substances histaminiques.)

LE DOCTEUR JEAN SAMAILLE DIRIGERA L'INSTITUT PASTEUR DE LILLE...

Le docteur Jean Samaille a été désigné, le 24 juin, directeur de l'Institut Pasteur de Lille. Le docteur Samaille succède au professeur René Buisson, qui prend sa retraite.

...ET LE PROFESSEUR CARRAZ CELUI DE LYON

Le professeur Maurice Carraz vient d'être nommé directeur de l'Institut Pasteur de Lyon. Il remplace le professeur Pierre Colzack, qui dirigeait cet institut depuis 1960.

(Né le 23 février 1921 à Givors (Ain), M. Maurice Carraz est docteur en pharmacie et licencié en sciences. Directeur du département d'immunologie de l'Institut Pasteur de Lyon depuis 1968, il est président du conseil scientifique de cet institut depuis 1968. Il est depuis 1971 directeur de l'U.E.R. des sciences pharmaceutiques de l'université Claude-Bernard, à Lyon.)

● L'Union hospitalière privée (U.H.P.) a émis des réserves à propos du décret qui fixe les règles de participation des établissements privés au service public hospitalier. Ce texte (le Monde date du 23 mai) a rapporté pas beaucoup de garanties à la profession, ont déclaré les dirigeants de l'Union. Ils reprochent notamment au décret en question de traiter avec beaucoup de précision des obligations des cliniques concessionnaires, mais de moins parler des obligations de l'Etat et très peu du statut financier des établissements privés concernés.

Soldes 27-28 juillet

pantalons - costumes

tenues d'été

Jacques Maraut

175, bd Péreire
20, rue St-Benoit
parking gratuit assuré

VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX ?

SONT-ILS GRAS ?
SONT-ILS SECS ?

Quels qu'ils soient, il y a déficience du cuir chevelu.

« PROTEOVIT », formule nouvelle à base de protéines germinatives (hydrolysés de soja) a été scientifiquement étudié dans le but de rééquilibrer entre elles les différentes sécrétions qui conditionnent la santé du cheveu en régénérant son bulbe par l'apport d'éléments nutritifs qui lui manquent.

Cette carence se traduit par des démangeaisons, des pellicules et une dégradation progressive et irréversible de la chevelure.

Le fruit de longues recherches est désormais à votre portée.

Demandez documentation gratuite à : LA CRÉATION SCIENTIFIQUE (Serr. MD 2) 06255 MOUGINS Joindre 3 timbres.

SOLDES

GI

GAN

TESK

DU 25 JUIN AU 4 JUILLET de 11 à 22 h

VESTE CUIR

Prix de vente 300

Prix soldé 150 F

ET AUSSI

CHEMISIERS	75 F	SOLDÉS A	35 F
MACHINES A LAVER	2 695 F	SOLDÉES A	1 500 F
COSTUMES	450 F	SOLDÉS A	150 F
MONTRES	350 F	SOLDÉES A	165 F
PERRUQUES "SOPHIE"	150 F	SOLDÉES A	80 F
ROBES	125 F	SOLDÉES A	70 F
BLOUSONS CUIR MOTO	520 F	SOLDÉS A	320 F
ASPIRATEURS	600 F	SOLDÉS A	350 F
CHAUSSURES DE FOOT	75 F	SOLDÉES A	60 F
T. SHIRTS BRODÉS	20 F	SOLDÉS A	10 F

ET ENCORE

une super-animation RTL, des vedettes, un grand concours de chant patronné par Eddie Barclay

ET LE VILLAGE DES ARTISANS

la grande braderie de paris

PALAIS DE LA DÉFENSE C.N.I.T. PUTEAUX-PARIS

phox

200 magasins spécialisés vous assurent

QUALITÉ • PRIX • GARANTIE

Monsieur phox vous recevra avec compétence et amabilité

PARIS 24, boul. Malesherbes 91, rue Lafayette 9

PARKING SOUVENT MOINS CHER — JAMAIS PLUS CHER

ET MON FOIE ?

MON FOIE CONNAÎT PAS

D'après "Le loup et l'agneau" de Jean de la Fontaine.

Vichy Saint-Yorre

A L'HOTEL DROUOT

Jeu

EXPOSITIONS de 11 h. à 18 h.

S. 1. - Objets d'art et meubles estampillés des XVII^e et XIX^e siècles. Présentés en l'appartement du XVII^e à M. Lacaze, M. Adé, Picard, Tajan.

S. 2. - Bijoux. Beau mobilier.

M. Delorme.

S. 4. - Succession T. Objets d'art et d'ameublement. M. Paschou, Morand.

S. 5. - Ameublement. M. Bougourd.

S. 18. - Estampes et tableaux mod. S.C.P. Loudmer, Poulain, Cornette de Saint-Cyr.

S. 12. - Antiques. Arts primitifs Extrême-Orient. M.M. Rondillon, Bourdeley, S.C.P. Lourtin, Guillaud, Burelud.

S. 14. - Livres. Bibles, Argentier, Bons meubles style. M. Audap, Odeau, Soland.

VENTES

S. 8. - Autographes. Mme Vidal-Mégret.

S. 10. - S.C.P. Lourtin, Guillaud.

S. 10. à 21 h. - (Expos. 11 à 18 h.) Tableaux modernes. S.C.P. Loudmer, Poulain, Cornette de Saint-Cyr.

Soldes 27-28 juillet

pantalons - costumes

tenues d'été

Jacques Maraut

175, bd Péreire
20, rue St-Benoit
parking gratuit assuré

VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX ?

SONT-ILS GRAS ?
SONT-ILS SECS ?

Quels qu'ils soient, il y a déficience du cuir chevelu.

« PROTEOVIT », formule nouvelle à base de protéines germinatives (hydrolysés de soja) a été scientifiquement étudié dans le but de rééquilibrer entre elles les différentes sécrétions qui conditionnent la santé du cheveu en régénérant son bulbe par l'apport d'éléments nutritifs qui lui manquent.

Cette carence se traduit par des démangeaisons, des pellicules et une dégradation progressive et irréversible de la chevelure.

Le fruit de longues recherches est désormais à votre portée.

Demandez documentation gratuite à : LA CRÉATION SCIENTIFIQUE (Serr. MD 2) 06255 MOUGINS Joindre 3 timbres.

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

AU CHATEAU DE RATILLY

CHILLIDA ET SES PIÈGES A LUMIÈRE

CETTE année, le château de Ratilly expose Chillida. Des entrées, sur le parterre de l'admirable cour intérieure, aux sculptures, où se fait jour — c'est le mot — une extrême tension entre le plein et le vide, font bon ménage avec l'architecture médiévale. La grandeur répond à la hauteur, encore qu'Edouardo Chillida nous confie un regret de ne pas voir s'y passer l'une des orgueilleuses masses de pierre auxquelles il s'attaque maintenant. Brevet tout platineux. La chose eût été matériellement impossible.

Quelle quelle se présente, avec un choix d'œuvres qui résumait vingt-cinq ans de travail, l'exposition donne, béton mis à part, les faces d'une recherche héroïque. Une fois de plus le Centre d'art privé de Ratilly s'affirme avec une autorité croissante. Mais pourquoi Chillida ? Parce que Jeanne et Norbert Pierlot, les « châtellains », veulent une ouverture plus large à une plus vaste public de ce qu'ils aiment, et offrir à ce public des artistes qu'il ne se passe pas de connaître. Ils ont imposé Vieira da Silva, Vera Paganà, Arpad Szenes, Calder, Basquiat, Usser, Geer Van Velde, Sima, Maurice Ohana, Merce Cunningham, Renard, Barbaud, etc.

Pour les aider à accroître ce rayonnement et à répondre plus efficacement à leur vocation de réalisateurs culturels vient de se fonder l'association des Amis de Ratilly, à laquelle tous, sans discrimination d'aucune sorte, sont invités, et dont les cotisations s'échelonnent, selon le « titre », de 20 F à 1.000 F. Avantages : accès gratuit à la fête inaugurale de juin, visite gratuite des ateliers et des salles d'exposition, envoi du catalogue.

Cette année, la fête, à laquelle étaient conviés les amis, non encore associés, s'est déroulée le 22 juin, avec le vernissage des salles Chillida et un concert donné par le Quatuor Parrenin. Elle s'est poursuivie le lendemain avec une journée entièrement gratuite ouverte à tous les habitants de Treligny, de Sainte-Colombe et de Perreux. Les mêmes exigences de qualité avaient présidé à la préparation des nourritures de l'esprit et terrestre aussi : on s'y est gorgé, comme l'avait annoncé Norbert Pierlot, destinées aux initiés et aux autres. Jean Sire, directeur du Centre d'Action et d'Animation Culturelle de l'Yonne, a fait un exposé, suivi d'un débat et accompagné de projections, sur l'art moderne, et deux interprètes prestigieux, Jean-Pierre Armengaud, responsable des fêtes musicales de La Sainte-Baumette, et Maurice Ohana, lui-même, ont exécuté au piano et commenté un concert. Expérience passionnante qui permettait au public de ne pas se sentir écarté devant les formes austères de Chillida.

Austères, sans concession à une approche facile, elles ne succombent jamais au désir de plaire, elles ne rassurent pas par le déjà vu, par le clin d'œil littéraire des surréalistes. Quelles sont pourtant accueillantes dans les immenses salles aux cheminées monumentales, sur les surfaces vierges des murs aux pierres nues. Elles y sont, bien que provisoirement, chez elles, comme le furent celles d'Edouardo Martín ou de Raoul Ubac — chez elles et isolées. Car les dimensions des lieux ont permis d'écarter les indications de Chillida, comme s'il avait voulu les montrer comme des pièces uniques. Il en a rareté le choix, et chacune des vingt-huit sculptures, chacune des vingt collages et des quarante dessins, prêtés par les musées, galeries et collectionneurs d'Espagne, d'Italie, de Suisse et de France, vit, par lui-même, loin de tout contexte.

A première vue, c'est un hymne à la matière caressée, frottée, égratignée, transformée par la main — mais la main est le prolongement le plus direct du cerveau. Boisé par Chillida en personne, qui sait s'en servir de sa main, et même de ses deux mains : droitier. Il s'est obligé à éduquer sa main gauche (c'est de la main gauche qu'il a exécuté ces merveilleuses études de mains précisément, qui démontrent en outre, détail qui a son importance pour le profane, qu'un artiste abstrait sait aussi dessiner). Quelqu'un, devant nous, croyait lui faire plaisir en parlant d'un travail d'artisan. Chillida a rectifié : « Un artisan qui travaille avec sa tête ».

Sur quels matériaux a-t-il exercé son activité manuelle ? Sur ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se trouvent à sa portée. Même les « chutes » d'albâtre ont été transformées, par quelque inscription mystérieuse, en stèles (c'est d'ailleurs Stèle funéraire que s'intitule la sculpture de fer pivotant sur son socle, datée de 1951). L'albâtre, il le taille en arêtes vives, y ménage les ouvertures géométriques, pièges à lumière. Ses indications sont claires. Etage de la lumière répond parfaitement à son titre, de même qu'Edouardo à Kandinsky, avec ses volumes rectilignes, ne se contente pas d'acquiescer une dette de reconnaissance envers le vieux maître.

Toute la sculpture de Chillida joue avec la vraie lumière, la lumière du jour, la capte, la renvoie, la multiplie. Même le bois, même et surtout le métal — fer, bronze, acier — auquel Chillida s'est attaché, sans le concours d'un quelconque praticien, comme il pratique la taille directe.

Mieux encore que la pierre, le fer se prête à la réanimation des formes essentielles. La formule est en Gaston Bachelard. En 1956, le philosophe de la Psy-

« Main » au stylo bille. (Photo C. Gaspari.)

chanalyse du feu avait consacré au « sculpteur-forgeron » une préface qui demeure inégalée. Il racontait la conquête de l'espace sous la pince et le marteau — la masse. En voici le résultat : Enclume du vent, aux pointes acérées, Rumeur de l'air, où s'accumule un potentiel de forces pas très loin d'écarter. Il faudrait énumérer toutes les formes rassemblées à Ratilly, imposées par le fer rendu provisoirement ductile, à forgeron qui veut réaliser en toute pureté la révélation forgeronne.

Une révélation vivante, on l'a dit : ces sculptures qui de loin ou de près semblent appartenir à un bestiaire inconnu, prêt à bondir d'un moment à l'autre, au dynamisme latent sous un fallacieux repos. Car si Chillida n'est pas le traducteur du mouvement figé, saisi au vol, son immobilisme attend, éternellement, l'instant de la détente. Sans doute le problème du sculpteur n'est pas là, et la vie qu'il insufflé à ses créations, c'est presque à son insu. Pour Chillida, ses sculptures « sont des lieux géométriques d'espace ». Mais cet espace, selon le peintre Claude Esteban (c'est lui qui a été l'expression de l'artiste), est « un espace habité ».

Et ses dessins à l'encre de Chine, ses collages surtout, en semblent les projections bidimensionnelles. On retrouve les mêmes tensions entre les parties sombres et les blancs, des blancs parfois découpés et placés sur le fond blanc du papier. Le même sensibilité, et d'une infinie délicatesse, dans un collage brun clair, par exemple, aux bords durs, denses, bloqués.

Un tel procédé s'est-il imposé par hasard ? Chillida, qui se réclame volontiers d'un rationalisme avoué, le niera peut-être. Sa main et sa tête ne doivent pas moins, on le pense, obéir également à des appels invisibles. Sinon le visiteur de Ratilly ne saurait à quel imputer son émotion.

JEAN-MARIE DUNOYER

* Château de Ratilly, Treligny (Yonne). Jusqu'au 15 septembre.



MOZART DANS LA RUE

Trois mille personnes sur le pavé d'Aix

LES concerts aux chandelles, vous connaissez ? Des monuments raréfiés ; une musique au garde-à-vous et, entre gens de bonne compagnie, quelques flammes vacillantes pour créer l'illusion du passé.

Mais à Aix, du 15 juin au 9 juillet, la musique descend dans la rue. Les chandelles ne font pas recette. Elles fument beaucoup, s'éteignent facilement et nuisent à la bonne marche de l'interprétation. On ne les emploie qu'en s'excusant, en cas de panne. Car il y a chaque soir trois mille personnes dans les cours, sur les places, devant les églises. Et, parmi cette foule, tout le monde veut voir.

Les concerts à ciel ouvert, nocturnes — et gratuits — constituent l'aspect le plus spectaculaire de l'opération « Musique dans la rue » qu'Alain Duret mène depuis trois ans pour le compte de l'O.R.T.F. Qui dit musique, en effet ? Un programme Mozart modifié à Aix la vie d'un quartier, éteint les lumières aux fenêtres, attente les badauds et donne des ailes aux flâneurs du cours Mirabeau.

Plus une chaise libre, dès 20 h. 15, devant le parvis de l'église Saint-Jean-de-Maille. Il y a des corps entassés sur les marches, perchés sur la fontaine, agrippés aux balustrades, quinze minutes plus tard, à l'heure de la retransmission sur France-Musique (rendue problématique, cette année, par les grèves). Le silence règne au centre de l'avenue. Mais la périphérie reste mouvementée : on y prend le frais goût d'un repas, un juteux de camping sous le bras. On s'y arrête le temps d'une cigarette, assis sur la selle d'un soleil. Et le bruit des moteurs se mêle aux piaillements des hirondelles.

Le rendez-vous est à 19 heures, le lendemain, place d'Albertus. Les enfants jouent à cache-cache sous l'auvent des masques de comédie. Les parents s'installent dos à dos, à même le pavé. Le hautboïste se repose pendant que dialoguent sur l'estrade clarinettes et basson. L'arc-en-ciel des t-shirts rayés du brun doré des façades.

Deux heures ou presque de « direct » quotidien, sans compter, « hors antenne », les séances sous l'auvent des masques de comédie. Les parents s'installent dos à dos, à même le pavé. Le hautboïste se repose pendant que dialoguent sur l'estrade clarinettes et basson. L'arc-en-ciel des t-shirts rayés du brun doré des façades.

des divertissements K 187 et 188 pour flûtes, trompettes et timbales.

Ni le mistral, ni la chaleur, ni la fatigue ne découragent les Deutsche Bläserorchester, dont les qualités musicales (précision des attaques, raffinement des nuances et du phrasé) semblaient au contraire décuplées de jour en jour. Beaucoup de ces divertissements furent composés sur ordre d'un commanditaire milanais ou de l'archevêque Colloredo. Mais la « Gran Partita » K 361, les KK 375 et 388 échappent harmoniquement et mélodiquement à ces contraintes : la diversité des alliances de timbre, la variété de ces quatuors et sextuors, l'allure chantante et l'émotion des voix réveillent alors l'écho des ensembles vocaux de Così et de Don Juan.

Encore Mozart, dira-t-on. Mais pourquoi pas Mozart, en priant à Schoenberg ? Car il s'agit d'éveiller le public, de susciter sa confiance, sa soif de comprendre, son désir d'apprendre. Toute fausse manœuvre est grave.

En attendant que les gens solent à même de fabriquer eux-mêmes leur musique, dit Alain Duret, rapprochons-les du fait musical. L'avenir de l'opération se joue donc le matin, au rez-de-chaussée de l'hôtel Maynier d'Oppède, devant un piano, un tableau noir, un tourne-disques et un magnétophone. A 10 heures, Inge Thoms ouvre les portes de l'auditorium pour l'audition de la journée, suivi d'un bilan du concert de la veille. Gérard Geay et Alain Duret viennent ensuite avec des bandes, des partitions, des exemples précis, qu'ils répètent à satiété, qu'ils enrichissent d'anecdotes, d'explications techniques. Ils invitent à l'occasion Gérard Frémy et Jean-Pierre Drouot pour un commentaire à quatre voix de Folia für Zwei pour percussion et piano, de Stockhausen. L'œuvre sera exécutée en public, l'après-midi même. On en rediscutera sur pique, le lendemain matin. Et le dialogue s'engage sans gêne ni pédanterie entre les « spécialistes » et une quarantaine d'inéditables. L'horizon est prévu pour ne pas gêner les travailleurs. Les mères de famille viennent après le marché, les bras chargés de victuailles.

ANNE REY.

Le Havre « éclaté » d'Ernest Pignon-Ernest

DEPUIS trois semaines, Le Havre est dans la rue. Défilés, fanfares, bals, concerts, cinéma — la foule s'est habituée à la fête. Vendredi dernier, pourtant, elle n'avait pas épuisé toutes ses surprises. Ce soir-là, la place Auguste-Perret avait un air étrange. Les gens qui regardaient de leur fenêtre l'incroyable décor installé par le Welfare State Theatre ne reconnaissent plus cet espace aéré, carré, simple, un peu vide, qui caractérise l'ensemble de l'architecture de la ville. De petites boîtes, de verre, pendaient accrochées comme des lampoises, aux multiples poteaux qui en hérissaient le tour. Balles, en fer, pains de glace suspendus au-dessus de cornues à gaz, bric-à-brac pour l'instant incompréhensible.

Le plus étonnant était au centre. Quatre mâts croisés servaient d'appui à un autre qui se dressait de biais vers le ciel. Dessous, d'énormes blocs de glace avaient été amoncelés. Echauffage transparent, qui contrastait avec les deux bords de brasse incandescente dont le chaleur faisait danser la surface soudain liquide. Des personnages, habillés de noir, circulaient au milieu de ces détails, les allumant tour à tour, y mettant le feu, tandis que d'autres assis, frappant sur des tam-tams, chantaient.

L'eau et le feu. La lumière et les ténébreux. Le chaud et le froid. Chacun devenait l'un des éléments d'une lutte mouvementée, parfois brutale, dont l'homme était parfois l'initiateur, parfois, plus souvent, le spectateur. Au milieu des leurs dansantes des lampions, des clameurs montantes des acteurs, des gouttes qui, en tombant des pains de glace, ruisselaient comme des palloches, dans les cornues en flamme. Il y eut des visions essentielles. Comme cette flamme qui, d'un seul coup, montait le long du mât tendu, fit jaillir, tout au bout, dans la nuit, une fumée

bleue. Les brasses dévorant le ventre de la glace et le jet d'eau qui — la rompant — monta à l'assaut de ce grand mât penché enflammé. Combat magnifique. Personne ne sut très bien qui l'avait emporté. Mais cela n'avait pas d'importance. La foule répartie, à la fois inquiète et apaisée, comme après un rituel. Elle avait revécu des luttes millénaires, avec de petites choses, des bouts de ficelle, des gobelets de fer rouillé, de l'eau, des allumettes.

En Angleterre, le Welfare State Theatre se promène depuis cinq ans d'un village à l'autre, inventant ainsi des images, des créations théâtrales. Avancées par épisodes, ils entraînent, dans leurs déplacements, villageois et citadins fascinés qui veulent connaître la suite de leur feuilleton visionnaire. Au Havre, où ils se transportent d'une place à l'autre, les gens s'enquerraient du lieu de leur prochain passage. Et la foule grossissait. Spectacles lents dont on ne déterminait ni tout à fait le début ni tout à fait la fin, ou apparitions brèves comme celle qui eut lieu le lendemain : toutes leurs interventions eurent ce même caractère inexplicable et définitif. Le samedi, ils arrivèrent en plein jour, entre deux fanfares, juste après le défilé de costumes traditionnels. Leur uniforme était trop court, leurs gilets trop brylants. De leur casque colonial, pendait de vieilles tulipes et des poissons morts. Et le bateau que l'un d'eux traînait derrière lui par une ficelle, comme un petit jouet d'enfant, symbolisait sans doute la gloire de l'Angleterre. C'était félin, naïf et incroyable.

La foule des enfants, des parents, des vieux, la foule ouvrière du Havre, s'adaptait spontanément à ces décalages « obliques ». Elle se promenait d'une place à l'autre, dans une atmosphère de

14 juillet, se groupant, se dispersant, disponible, prête à toutes les intelligences, aux surprises poétiques. « Ah, si ça pouvait être plus souvent comme ça ! », entendait-on ici ou là. Le matin, en se levant, ils avaient découvert sur les murs de leur ville une image inconnue, interrogative. Un homme nu, « éclaté », grandeur nature. Ils étaient tombés dessus au détour d'une rue. Ils l'avaient retrouvée plus loin en prenant l'autobus, sous les arches d'un pont, sur la jetée. Elle était là, mille fois répétée, s'adressant aux consciences, renvoyant à des inquiétudes, réveillant, en principe, en une image, le besoin d'une ville entière.

L'Homme éclaté était le résultat d'un mois d'enquête. Un mois pendant lequel le peintre Ernest Pignon-Ernest s'était mis, comme il dit, « à l'écoute de l'inconscient collectif ». Il avait rencontré et interrogé ceux qui représentent pour lui les forces vives d'une cité, les organisations syndicales, les comités d'entreprise, les collectivités locales, les associations de quartiers, les C.I.E.C., les groupements de jeunes, et d'autres, au hasard dans les cafés. En dehors des préoccupations évidentes — la pollution, le sous-emploi féminin — il avait perçu, non formulé encore, mais omniprésent, caché derrière d'autres réflexions, un même malaise : Le Havre est une ville bloquée, divisée. Entièrement reconstruite après la guerre, elle n'a pas retrouvé son centre. Le sang ne circule pas : quartiers pauvres, quartiers riches, usines, docks, plage, chaque quartier vit de façon indépendante.

Pignon-Ernest a installé son « atelier » à la Maison de la culture (1). Il a été tiré avec des jeunes mille cinq cents sérigraphies qu'il a collées avec eux en deux nuits. Ceux qui ne l'ont pas comprises furent choqués par la nudité de cet homme jeune. Des militants de droite ont graffé, au couteau, les parties

qu'ils jugeaient inconvenantes. La mairie a reçu de nombreux coups de téléphone.

Pour d'autres, l'émotion fut riche, ses prolongements multiples. L'image faisait des ronds comme une pierre lancée dans l'eau. Des surprises, reconstruit dans cet homme éclaté toutes les réalités de leur vie quotidienne. La transposition pour eux était évidente. La position des mains trahissait une fatigue physique qui ne pouvait être que la leur. Les paysages qu'ils voyaient — usines, grues, H.I.M. — étaient ceux de leur univers. C'était une image de leur réalité.

Il est trop tôt pour analyser l'importance de cette tentative artistique. Les matériaux employés, les lieux utilisés (la rue et non la galerie), le public nouveau, le travail de préparation, sont autant d'éléments à considérer dans cette recherche d'une expression artistique différente. Ancrée dans la réalité, et pourtant franchement symbolique, elle n'a pas l'évidence d'une affiche politique (qui, à peine à une réflexion préalable, elle utilise à la fois des références concrètes et les voies de l'insignifiant). Une piste difficile, inconnue, qu'Ernest Pignon-Ernest, continuera à suivre dans neuf autres villes de France.

En passant d'une place à l'autre, la foule havraise retombait régulièrement sur ces images. Guidée par la familiarité des beaux-arts, elle tissait pour la première fois une toile un fil dans la ville. S'asseyant un instant, place de l'Hôtel-de-Ville pour regarder des mimes. S'arrêtant ailleurs pour écouter un homme-orchestre. Elle franchit toute la journée des ponts, découvrit des rues. Découvrit sa ville pour la première fois.

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) L'inauguration de l'article d'annonce du Mois dans la rue à la Maison de la culture d'Ernest Pignon-Ernest (le Monde du 13 juin), était suivie de la conférence du Bulletin d'information de l'Association technique pour l'action culturelle.

JEAN RENOIR

MA VIE ET MES FILMS

Jean Renoir évoque ses souvenirs d'enfance, ses débuts dans le cinéma, la genèse de ses films, et tous ceux qu'il a connus au cours de sa carrière.

le volume broché, 16 pages illustrées, 32 F.

FLAMMARION

Une journée Aperghis au Festival de La Rochelle

LA FEMME CHANGÉE EN GOUTTE D'EAU

GREC. Réfractaire au service militaire. Exilé. Sans passeport. La trentaine un peu épaisse. Le nez de Stockholm mais facile à lasser, barré de cheveux indisciplinés. Ses flâneries : Raymond Roussel, Jules Verne, E.T.A. Hoffmann, et Diderot romancier. Ses thèmes : l'écriture, l'opéra, les machineries, l'illusion donnée pour telle, la réalité déconstruite, la mécanique, la logique déboussolée ; la musique des gestes ; le théâtre musical. Sa spécialité : l'œuvre voyage, investissant tous les sens. Le rêve collectif.

Le festival d'Avignon (où fut monté, l'an dernier, son opéra Pandemonium), le Sigma de Bordeaux, les SMTP, et dernièrement l'Opéra de Lyon (producteur, en mars, de Jacques Le Fataliste) se disputent depuis quatre ans ce perturbateur ti-

niz ou en offrant plusieurs possibilités d'interprétation, comme dans Jacques Le Fataliste.

À La Rochelle, les actions scéniques seront importantes et claires. Dans Autobiographie, six chanteurs et deux acteurs discuteront autour d'une table sur un texte de Léonard de Vinci intitulé De la nature de l'eau. Les acteurs se sentiront dominés par les chanteurs ; ils s'essouffleront à les imiter ; ils se sentiront de trop et s'échapperont en mimant des actions incluses dans le texte. La femme, changée en goutte d'eau, tombera à terre. Et l'homme la croyant morte se suicidera, comme dans Roméo et Juliette. Le principe est de mener entre parenthèses une action scénique qui se nourrit d'éléments puisés dans le flux sonore.

Une équipe de gymnastes



midé, cet agresseur angoissé. Il n'en revient pas. Il s'étonne encore que le Festival de La Rochelle lui sacrifie toute une journée et propose un bilan de ses œuvres, anciennes et récentes. Il soupçonne une mode et s'empresse à la rendre éphémère. Les coq-à-l'âne de Béro-nio, les citations de Pandemonium, les références de Jacques Le Fataliste, ont suffi pour qu'on le range dans la rubrique « second degré ». Le voici donc qui change de cap et prend le large, dans l'espoir de découvrir les subversifs. En composant à la manière de l'opéra, j'ai réglé mes comptes, dit-il souriant. J'ai cru découvrir la solution d'un langage.

Les musiciens font aujourd'hui table rase. Mais ils saisissent tout : ignorent de leur vocabulaire comme de leur mythologie. Comment peuvent-ils espérer obtenir de leur auditoire des réactions précises ? Le pastiche — c'est-à-dire l'allusion à un passé chargé de sentiment et riche en images — n'est apparu comme un moyen de contourner la difficulté. Pour évoquer l'enfance, j'employais par exemple un langage total : modifié au rythme de mes phantasmes, le décor sonore devenait capable d'enfermer le sens, obscurément.

Mais je n'ai plus envie de jouer à cela. Dans Autobiographie et dans Sports et Rebondissements (qui seront créés à La Rochelle, le 30 juin au soir), j'intèdre tout à la musique d'occupation. Comme par le passé, je l'associe au geste, je la mets en discussion, en question. Mais, je m'attache jusqu'à présent à bruler les pistes, en superposant les actions comme dans Pandemonium.

rochelle travaille en ce moment à mes Sports et Rebondissements. Ils exécuteront cette pièce en compagnie de six chanteurs, sur un accompagnement de cuivres et de percussions. J'ai remarqué en effet que l'effet de concentration d'un sportif pendant l'action ressemble par son intensité, par sa densité, à celui d'un musicien au travail. La tension totale d'un fût de quatre-vingts musiciens équilibrant par exemple à l'énergie déployée par une équipe de football.

J'ai donc en l'idée d'exprimer le mouvement et l'inertie en empruntant tantôt au sport, tantôt à la virtuosité instrumentale, en enchaînant les roulements et les envolées d'arpèges, les sauts en hauteur et les intervalles périlleux ; le martèlement des poings sur le punching-ball, le cliquetis des roues de la bicyclette, seront employés comme des timbres instrumentaux.

Mon but n'est pas de donner à rêver, mais de faire vivre la musique comme une suite d'événements vifs. Un match vu de loin, un avion en plein vol, mobilisent totalement l'attention. On regarde sans comprendre. On s'en va. Mais on n'a pas le temps de se demander s'il s'agit d'une réalité ou d'une fiction. J'aimerais que l'on porte sur mes œuvres ce même regard intense.

A.R. Le Festival de La Rochelle depuis le 28 juin par un concert de l'ensemble de Stockholm (au Théâtre municipal), par un concert de l'ensemble Odeon (salle du Collège) et à 23 h, par un concert au Café de la Paix. Il comporte également une manifestation cinématographique avec une rétrospective Liliana Cavani.

AUX RENCONTRES DE TOULON

Trois films français dénonciateurs et endettés

Le Festival de Toulon — les Didèmes Rencontres du Jeune Cinéma — s'est terminé comme il a commencé, dans un désordre joyeux et une activité fébrile. La pluie d'orage a remplacé le soleil, mais dans les cafés, où, emmêlés, traînent les perpététiciens, on voit toujours des groupes passionnés discutant, avec des indignations féroces, des jugements superlatifs. Ils se sont retrouvés au bureau du Festival pour prendre le programme — qui se fait au jour le jour — pour assister à la conférence de presse du matin ou sont donnés les ateliers de travail. Ils se retrouveront à celle du soir, où sont donnés quelques exemples de la paranoïa du metteur en scène. Il est vrai que lorsqu'une bande de 16 mm est projetée dans une salle équipée pour, et que le projectionniste est présent, c'est la fête.

Les metteurs en scène invités, les journalistes et les jurés forment la majeure partie du public. Les Toulonnais bouillent. L'après-midi, il y a une trentaine de personnes dans chacune des trois salles louées par le Festival pour quatre séances par jour. Ce qui fait beaucoup de films, pour peu connus. Comment choisir ? La vie cinématographique toulonnaise n'est pas des plus actives pendant le reste de l'année. En mai 1973 s'est fondée une association de spectateurs « Pour le cinéma », avec des programmes intéressants. Malgré ses efforts, elle n'est pas arrivée à intégrer au Festival. Quelques-uns de ses membres se contentent de distribuer des tracts vengeurs. Mais finalement, les organisateurs arrivent à Toulon au dernier moment, et rien n'est fait pour sensibiliser le public.

Les films en compétition sont classés : cinéma d'aujourd'hui, et cinéma différent. À ce dernier, on peut aller en toute quiétude, on aura sa ration de couleurs violentes, de noirs contrastés, d'images fixes, sur-exposées, répétitives, tressautantes, de non-récits, de récits désarticulés et en prime Jonas Mekas (hors compétition). Le cinéma d'aujourd'hui pose d'autres questions. C'est un cinéma qui cherche son public. Ce sont

des films africains, portugais, belges, brésiliens, français, qui parlent de notre aujourd'hui, ce sont des films à vocation politique. Le cinéma d'aujourd'hui présente aussi d'autres films comme Exploding dream de Morley Markson (Canada), portrait déglissant, plein d'un humour sophistiqué, désabusé de l'enfance, mais les autres sont les plus nombreux, les plus discutés aux débats quotidiens de minuit.

Comme dans tous les débats, on effleure des thèmes sans prendre le temps de les traiter, d'autant plus que détracteurs et défenseurs du cinéma différent — la révolution par les formes révolutionnaires — interviennent avec leurs polémiques, on discute bien établi. Il se produit alors, chez les spectateurs, une sorte de réflexe collectif de défense qui les fait se réfugier dans la « rigolade » ou derrière des phrases trop employées, machinales, devenues des slogans, des slogans publicitaires ou que les résidus d'un rite. Les vraies discussions ont lieu entre ces petits groupes que l'on voit dans les cafés, et elles ont bien du mal à ne pas s'engager dans la théorie.

Henri Langlois vint à la fin...

Pourtant les films montrent d'une manière précise des situations concrètes, et les trois films français en ce sens sont exemplaires : la Folie de Toulouse, de René Vautier, ou comment on devient un ennemi de l'intérieur, c'est-à-dire comment on prend conscience de la nécessité de lutter sur son propre terrain, ici, la Breizh galle. Vautier, puis surréaliste de Jean Schmid, un reportage sur le troisième âge dans le treizième arrondissement. Des humains désarmés entre des tours monstrueuses, des humains rejetés dans des « crévasses », accablés à la solitude, à la désignation par toute une existence aveugle. La volonté désespérée de ne pas céder à la dégradation du temps.

Les Bloots-Nègres de Med Hondo racontent le pourquoi et le comment de la situation des travailleurs émigrés, expose les conditions économiques et poli-

LE PALMARÈS

CINEMA D'AUJOURD'HUI :
Grand prix : « Mister Brevé », de Roger Andrieux (France - États-Unis).

Milleur film étranger : « Exploding dream », de Morley Markson (Canada).

Prix spécial du jury : « Vivre, pas survivre », de Jean Schmid (France) ; « La Vie quotidienne dans un village syrien », d'Omair Amrasy (Syrie).

Prix libres du jury : « La Nuit de l'épouvantail », de Sergio Riccardi, pour sa musique (Italie) ; « Les Bloots-Nègres », de Med Hondo, pour l'importance de son témoignage (France-Mauritanie).

Prix du court métrage : « Napoléon », de Makh (Irak) ; « Fables », d'Antonio Bela (Portugal).

CINEMA DIFFÉRENT :
Grand prix (ex aequo) : « Les

Intrigues », de Sylvia Koonzel d'Arletta (France) et « Paradis Garten », de Bernat Schwann (R.F.A.).

Prix spécial du jury : « Le Fumadieu », de Serge Poljanski (France), qui n'était pas en compétition.

Mention spéciale : « L'Avantgarde des rues », de J.-P. Dupuy.

Prix de la recherche : « Room film », de Pété Gidal (États-Unis et Grande-Bretagne).

Courts-métrage : Grand prix (ex aequo) : « La femme qui se poudre », de Bukacinsky (France) et « Petit valet », de Bruce Carlington et John Weobee.

Prix spécial du jury : « Traces », de Barbara Linkewich (États-Unis) et « Destiny the universal Fantasy », de Bruce Carlington et John Weobee.

La nouvelle chanson

MAXIME Le Forestier, Catherine Ribero, Catherine Lara, d'autres encore, marquent en France le renouveau d'une chanson qui n'est pas considérée comme une vache à lait mais comme un moyen de faire passer ses révoltes et ses espoirs, de parler, comme le dit une chanson de Le Forestier, d'une saison qui ne sonne ni l'automne, ni l'hiver, ni l'été, ni même le printemps, mais qui serait comme une pause, un instant privilégié où la chanson vient d'une somme de hasards qu'on laisse se développer pour que ça ne se sente pas la sueur. Libre à l'égard de tout le monde, on raconte le quotidien, et la colère se mêle à la tendresse, la dérision à l'humour.

La plupart de ces chanteurs auteurs et souvent compositeurs ont raté la phase rock, sont passés directement de la musique classique au folk, se sont nourris avec les chansons de Bob Dylan et de Tom Paxton, de Brassens et de Ferré, avant de s'exprimer eux-mêmes. Et ce qui les unit, ce n'est pas seulement le fait d'être d'abord recue par la même catégorie de public âgé de dix-huit à vingt-cinq ans ni de chanter manifestement parce qu'ils en ont vraiment envie, parce qu'ils ont besoin de communiquer avec les autres, mais surtout par un même style de travail qui les rend méfiant vis-à-vis du traditionnel « show-business », en écartant la plupart des organisateurs habituels de spectacles, et en faisant surgir par contre-coup d'autres gens qui n'osaient pas monter des spectacles et des fêtes. Un style de travail qui les pousse aussi à refuser de passer dans telle ou telle salle, telle ou telle émission de télévision, discutable, et à monter en scène avec trois instrumentistes qui jouent formellement plutôt qu'avec un groupe beaucoup plus important de musiciens qui accompagnent parce qu'il faut bien manger.

Le Forestier chante depuis 1968, Ribero depuis 1968. Mais le phénomène qui s'opère autour d'eux et autour des autres, comme François Béranger, est spontané. Il n'a le soutien d'aucune station de radio, d'aucun journal.

CLAUDE FLEOUTER.

COLETTE GODARD.

THÉÂTRE PRÉSENT
211, avenue Jean-Jaures (19°)
Métro Porte de Pantin
Sa Nègresse Jésus
Mise en scène MICHAËL FOUË
« Il faut que M. Fougère, par ses cancanes continuent. Ils seront suivis. »
(Le Monde, 25)
203-02-55

BOBINO
4^e Mois de Succès
IL ÉTAIT UNE FOIS L'OPÉRETTE
Locat. Théâtre 326-03-70, Agences

SAINT-MONTPARNASSE
COPÉ
DANS... FORBES STRONG
à 21 heures

caire thorigny
théâtre sylvia monfort
un triomphe
mon œil
par les
MUMMENSCHANZ
prolongation
jusqu'au 6 juillet
Soirée 20 h, sauf dim. et lundi
8, rue de Thorigny - Paris (3°)
277-36-39

FESTIVAL DE SALON
NUITS DE L'EMPERE
25-30 JUILLET
JEUDI 25
Récital A. WEISSENBERG (Piano)
VENDREDI 26
Negro Spirituals
par les Stars of Faith
SAMEDI 27
P. COCHEREAU, J.-P. RAMPAL
Orchestre national de Chambre de Toulouse
LUNDI 29
Soirée Alain Decaux, Jean Plat
« L'ESPRIT DANS LE THÉÂTRE FRANÇAIS »
MARDI 30
Récital Boris CHRISTOFF

FESTIVAL DE SCIENCE-FICTION
V.O.
STUDIO JEAN COCTEAU
3, rue d'Arna - PARIS (5°)
Tél. : 033.47.62
Merc. 26 Juin : LE JOUR OU LA TERRE S'ARRÊTE
Jeu. 27 Juin : LES MONSTRES DE L'ESPACE
Ven. 28 Juin : LE DERNIER RIVAGE
Sam. 29 Juin : LES DAMNÉS
Dim. 30 Juin : LE VOYAGE FANTASTIQUE
Lun. 1^{er} Juil. : LE DOCTEUR FOLAMOUR
Mar. 2 Juil. : LE JOUR OU LA TERRE S'ARRÊTE
PASSY
95, rue de Passy - PARIS (16°)
Tél. : 288.62.34
Merc. 26 Juin : LES DAMNÉS
Jeu. 27 Juin : LE DOCTEUR FOLAMOUR
Ven. 28 Juin : LE VOYAGE FANTASTIQUE
Sam. 29 Juin : LE JOUR OU LA TERRE S'ARRÊTE
Dim. 30 Juin : LE DERNIER RIVAGE
Lun. 1^{er} Juil. : LES MONSTRES DE L'ESPACE
Mar. 2 Juil. : LES DAMNÉS

BILBOQUET VO / LA GLEFVO
22 rue St. Apollinaire - 21 rue de la Clé
MIKHAIL GLOUSZKY
et
MARGARITA TEREKHOVA
dans un film de
VLIA AVERBAKH
MONOLOGUE
SELECTION OFFICIELLE
26^e FESTIVAL DE CANNES

Fellini
AMARCORD
découpage du film et photos
208 pages
aux éditions Seghers

THÉÂTRE DE LA CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE
110 rue de la Cite - Paris 13
Tél. : 01 46 06 10 00
THÉÂTRE OBLIQUE
© LA RESSERRE
Tous les jours, sauf dim. & 21 h.
UN SOIR, TARD, D'ICI QUELQUE TEMPS
de SAMUEL BECKETT
Comédie
Knapp's Last tape
Sourire

THÉÂTRE D'ORSAY
RENAUD-BARRAULT
18 h, sauf samedi et dimanche
LE GRAND MAGIC CIRCUS
Invité
WHITE DREAMS
de Grazziella MARTINEZ
Un spectacle du
Melkweg d'Amsterdam
20 h 30
sauf dimanche matinée,
samedi 17 h 30
LE GRAND MAGIC CIRCUS
de Moïse à Mao
Location 13 jours à l'avance
7, quai Anatole-France (7°)
548-65-90

2^e FESTIVAL DE MUSIQUE
RUSSE ET SOVIÉTIQUE
Mercredi 28 juin
Concert a cappella
CHEUR ALEXANDRE YOURLOV
Direction YOUNI OUKHOV
Jeudi 27 - Vendredi 28
ORCHESTRE DE PARIS
Direction YOUNI OUKHOV
CHEUR ALEXANDRE YOURLOV
Ténor ALEXEI MASLANNIKOV
20 h 30 - 13 h 22
THÉÂTRE DE LA VILLE 887-35-39

150

Chefs-d'œuvre à la foire

LE NÉGOCE DE L'ART A BALE

Par JACQUES MICHEL

LES trois bâtiments d'expositions industrielles qui forment la Foire de Bâle, au cœur de la ville, ont été construits à l'initiative d'un homme d'affaires, un industriel, un homme d'art. Cette fois, la foule qui s'envahit la place ensoleillée du Mustermesse et pousse ses regards vers les sculptures — à vendre — de Dubuffet est d'un type différent. C'est le tout-business international de l'art marchand qui se tient ici, et non pas le monde des amateurs, des collectionneurs, des musées et des universités. Les œuvres d'art sont ici des marchandises, des produits de commerce, des biens de consommation. Elles sont exposées dans des galeries, des boutiques, des magasins, des stands, des kiosques, des étals, des tables, des bancs, des chaises, des fauteuils, des lits, des tables de nuit, des tables de salle à manger, des tables de bureau, des tables de chevet, des tables de toilette, des tables de nuit, des tables de salle à manger, des tables de bureau, des tables de chevet, des tables de toilette.

Denise René a sorti de ses réserves des pièces maîtresses d'Arp, Herbin, Vasarely, Pevsner, Agam, Albers, Vantongerloo. Mais qui achète ? On sait que les musées du monde entier traversent des difficultés financières et que les grands collectionneurs hésitent devant des prix qui auraient atteint des sommets quasiment inaccessibles ? Et il semble bien que dans cette foire où les marchands se sont déplacés à grands frais les affaires soient moins florissantes qu'on ne le pense. « On ne vient pas à Bâle pour vendre mais pour y établir son

de vente chez lui, deux ans auparavant. En principe, les chefs-d'œuvre n'ont pas de prix, ils ont un destin. On remarquera qu'aucune tendance particulière ne se dégage. Pas un goût affirmé pour une esthétique au détriment d'une autre. L'éclectisme le plus ouvert règne à Bâle. On est surtout sensible à la situation historique de tel ou tel artiste et à la singularité de ses œuvres par rapport à celles de ses éventuels épigones.

Dès que l'œuvre prend l'allure de ce qu'on appelle une « valeur sûre », naît de la caution de l'histoire, le marché fait tristement entre dans le processus économique et financier. Elle devient marchandise, monnaie. Et c'est bien ce qu'il faut à la foire où les « amateurs » n'ont que peu de place. On y voit d'un côté le marchand et de l'autre l'homme d'affaires, qui sont de plus en plus nombreux tandis que s'accroît le nombre des œuvres d'art, la marchandise. Et ce n'est pas le moindre paradoxe du marché de l'art qui repose sur la vente de « pièces uniques » qu'on tente de rendre rares : il doit faire une entorse à sa logique initiale, pour continuer à se développer. Il doit multiplier les artistes, les inventeurs d'esthétiques « nouvelles » et « inédites » et la cohorte de leurs suivants. Car le marché de l'art, qui était traditionnellement étroit, s'est notablement élargi avec le développement de l'appât du gain des pays industrialisés. La France, qui est devenue un grand pays acheteur, l'Allemagne, qui a équipé ses musées et les murs de ses collectionneurs après la guerre, l'Italie, le Japon ou même l'Espagne, le Portugal et les pays d'Amérique latine.



Une affiche du marché de Bâle

prestige », dit un marchand. Prestige, c'est le maître mot des négociants d'art. En fait, c'est sur le mot prestige que se fait le mouvement. Les grandes pièces bougent peu. Elles sont fixées sur les prix les plus hauts. Les marchands déclarent être décidés à « tenir » leurs prix valant que valent. Que faire du produit d'une vente qui n'aurait pas laissé un bénéfice substantiel ? Acheter d'autres œuvres, sans doute plus cher ? Alors mieux vaut garder celles qu'on tient. Ne voulant rien solder, la foire s'en tient donc au prestige.

Sur les deux cent quatre-vingt expositions, quarante marchands montrent des œuvres d'art modernes et des artistes établis. Dubuffet, avec sa sculpture bouillonnante, chez Beyeler ; Sam Francis à la Galerie d'art moderne de Bâle ; Agnès Martin à la Mayor Gallery de Londres ; les œuvres graphiques de Jasper Johns et Stella à l'atelier Gemini de Los Angeles. Aucune « manifestation culturelle » n'aurait été en mesure de faire de même. Mais si on fait mine d'offrir dans cette foire une sorte de « musée » d'art contemporain, les œuvres d'art sont là, en fait, pour être achetées comme une marchandise et sont souvent proposées comme une « valeur sûre ». On pense en termes de prix sans se hâter de vendre, mais on recherche la caution de la valeur artistique que donne l'affrontement international.

A Bâle, ce sont surtout des marchands qui reçoivent d'autres marchands : c'est le circuit fermé des consommateurs et négociants d'art, et les prix sont en flèche. Tel marchand parisien retrouve dans un stand italien, une œuvre proposée à quatre fois son prix.

A la découverte de Desprez

ALLONS SOUS LES TENTES DE HAGA

N'UL n'est prophète en son pays. Né à Auxerre en 1743, mort en 1804 à Stockholm après avoir été le décorateur et l'architecte favori de Gustave III, Louis-Jean Desprez est aujourd'hui à peu près inconnu en France, et il faut savoir gré à l'institut suédois de nous laisser entrevoir, par une de ces expositions modestes mais efficaces dont il a le secret, l'œuvre d'un des personnalités les plus attachantes et imaginatives de la fin du Siècle des Lumières.

Elève de Blondel à l'académie d'architecture, comme la plupart des grands créateurs de l'époque, prix de Rome en 1776, Desprez collabore à l'illustration du « Voyage pittoresque ou description des royaumes de Naples et de Sicile » de l'abbé de Saint-Non, et il participe à l'expédition organisée par Saint-Non dans le sud de l'Italie en 1777-1778. Il en rapporte quantité de dessins, dont certains furent gravés, où il manifeste une attention également sincère et poétiquement sûre à l'évocation des ruines aperçues dans leur vérité familière (le Temple de Sérapis à Pouzzoles, le Temple d'Isis à Pompéi), sans nulle dramaturgie piranesienne, aux accidents de paysage et de fantaisie urbaine qui enchantent le petit trot et le clair regard des voyageurs cultivés d'alors (la Vallée de la Basilicate, Une caverne à Canosa), au spectacle même de la vie quotidienne saisie avec un humour et une vivacité dignes de Montesquieu et du président de Brosses, surtout lorsqu'il s'agit de scènes religieuses, qui éveillent visiblement en lui un scepticisme très philosophique (le Sermon, la Prière pendant la peste).

Décorateur de théâtre

L'intérieur de la cathédrale de Palerme témoigne d'une sensibilité remarquablement moderne à la lumière, au mouvement des formes, à la fantaisie romanesque, la ruine d'opéra, l'intention de grande mise en scène héroïque qui manifestent la Port de Palerme ou la Prise de Salinone par Anibal montrent que Desprez aurait pu participer de la manière la plus féconde au renouveau de la peinture d'histoire que souhaitaient les responsables de la vie artistique à la fin de l'Ancien Régime.

Histoire ne signifiait d'ailleurs pas pour lui rhétorique et ennui, comme le montre la très vive et gentiment cruelle Précipitation de proscrits dans la mer du haut de la ville de Tibère à Capri, esquissée pour une commande d'Anguillier, le directeur des bâtiments de France et le dernier penseur culturel de la monarchie, esquissée qui ne put guère au M. de Valois de l'époque, puisque celui-ci lui écrivit : « Je voudrais quelque chose qui, quoique dans des genres sévères, présentât des scènes moins terribles. » La lettre est de 1784, tous ces hommes ne savaient pas ce qu'ils attendaient.

La visite de Gustave III à Rome en 1784 engagea Desprez dans d'autres voies que celles de la peinture d'histoire. Il avait déjà manifesté ses dons de décorateur de théâtre et c'est à ce titre que le plus séduisant et l'un des plus fastueux des despotes éclairés se laissa. Desprez dirigea l'atelier de décoration de l'opéra royal de Stockholm jusqu'à l'assassinat du souverain en 1792 (il fut aussi son premier architecte) ; il réussit à merveille dans ses nouvelles fonctions et seconda si bien les efforts de Gustave III pour renouveler le répertoire dramatique et créer un théâtre national, que celui-ci s'écria un jour : « Il n'y a que deux personnages qui ont de l'imagination en Suède : Desprez et moi. »

Cette partie de l'exposition, qui ressemble à quelques-uns des projets pour des opéras mythologiques (Enée à Carthage) ou des drames à sujets suédois (la Reine Christine) est éblouissante. Quel feu, quelle invention, quelle géniale bizarrerie dans le mélange de tous les styles. Rome et l'Egypte, le Moyen Age et l'Orient, quel pressentiment des plus grandes réussites lyriques du dix-neuvième siècle ! Voilà le décorateur qu'il aurait fallu à Berlioz et Verdi.

Un sentiment nouveau de l'histoire

Sous des obélisques égarés dans les forêts nordiques, des cavernes vrombissant parmi les nuées scandinaves et harpies, Gustave Vasa rejette à la mer les troupes danoises dans un grand mouvement de drapage, de folles architectures épiques, où se côtoient les souvenirs de Venise et ceux du sombre gothique septentrional, la molle Endélie elle-même s'empanache d'accolades chevelues et le décor de l'Armida, de Glück, est une des plus belles solitudes préromantiques. Tous ces projets ne sont pas seulement remarquables par leur fantaisie, leur dynamisme, leur luxe légendaire ; ils manifestent aussi un sentiment nouveau de l'histoire, celui de Chateaubriand et de Diderot.

Comme la plupart des architectes de cette époque politiquement fort agitée, Desprez n'a que peu construit, la mort de Gustave III ayant mis fin à la grande entreprise du règne, l'immense château de Haga, près de Stockholm, où le souverain voulait abriter sa collection d'antiques et pour lequel Desprez imagina un décor intérieur de style égyptien dont la vivacité dramatique contrastait avec l'austérité de la façade. Les projets pour les écoles de Haga et de Drottningholm, l'institut botanique de l'université d'Uppsala, le projet du Panthéon de Stockholm, montrent l'importance et le caractère très personnel de la contribution de Desprez à l'architecture de l'âge de raison, pour reprendre l'expression d'Emil Kaufmann, mais l'ascétisme monumental et plastiquement très raffiné de ces constructions, d'un néo-classicisme très orthodoxe, qui font penser à Bélanger, Soufflot, surtout à Peyre et Wailly, révèle moins le tempérament de Desprez que les édifices de fantaisie qu'il inventa, réelles parties pour le parc de Haga : ainsi le monument à Gustave Vasa, le pavillon chinois, ou ces extraordinaires tentes de cuir destinées à loger la garde qui évoquent un camp romain et nous ramènent à ce monde délicieux de carrousel, d'opéras un peu absurdes, de fêtes révolues, dont Desprez a été un des plus brillants interprètes.

Voilà un projet de vacances tout indiqué : au lieu de nous abriter sur des plages infectes, nous irons camper sous les tentes de Haga, rêvant aux merveilles du Nord, abattant des boulesaux, dînant au restaurant de l'opéra de Stockholm, le plus beau restaurant d'Europe, avec le Gambello de Turin, et nous aurons des pensées pieuses pour notre nouvel ami, dont il faut signaler en terminant qu'il fut un caricaturiste hors de pair, assassinant de la même verve prêtres et médecins, comme le montrent la gravure des Indulgences plénières ou la série évoquant les exploits du « grand docteur Pantalon » : la bouffonnerie presque macabre de l'Opération de l'hydriopie et du Levantier achève de nous faire découvrir en Desprez un des artistes les plus singuliers de son temps.

ANDRÉ FERMIGIER.

* Louis-Jean Desprez, Institut suédois, 12, rue Payenne. Jusqu'au 12 juillet, de 12 h. à 19 h. 30, le samedi de 14 h. à 19 h. 30, fermé le dimanche.

Galerie de France
3, fg St-Honoré, 8
265.69.37 - 265.73.69

HARTUNG

11 juin - 12 octobre

ABCD

35 rue des St-Pères Paris 7 - 222.03.02

HARTUNG :
œuvres graphiques
12 juin - 30 septembre

Wally Findlay
Galleries International
2, av. Matignon - Paris 8^e
exposition

Gustavo Novoa

14 juin - 10 juillet

en exclusivité
30 peintres contemporains
NESSI - GANTNER - KLUGE
MICHEL-HENRY - MAIK - LE PHO

Impressionnistes,
post-impressionnistes
Tel. 225.70.74
lundi-samedi 10-19 h

GALERIE VENDÔME
12, rue de la Paix - 073-34-77

Gabriel FERRO

12 juin - 13 juillet

GALERIE CL JORY
222, Fg-Saint-Henri, Paris-8^e
724-34-85

A. HUBERT

SÉRIGRAPHIES

4 JUIN - 12 JUILLET
PEINTURES, DESSINS ET PASTELS des

TIEPOLO

GALERIE CAILLEUX, 136, Fg-St-Honoré

GALERIE MATHIAS FELS
138, boulevard Haussmann (8^e) - 934-10-23

J.-P. THENOT

Interventions Sociologiques
25 juin - 10 juillet

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS, 11, rue Payenne (3^e) - 277-77-30

SCÉNOGRAPHIE SUÉDOISE CONTEMPORAINE

STRINDBERG par BERGMAN par BERGSTROM

LOUIS-JEAN DESPREZ (1743-1804)

Tous les jours de 14 h. à 19 h. 30 - Jusqu'au 13 juillet - Entrée libre

THÉÂTRE du GYMNASÉ - MARIE BELL

le triomphal succès

LE CHEVAL ÉVANOUÏ

de FRANÇOISE SAGAN

MARIE DAEMS et JACQUES FRANÇOIS

à partir du jeudi 27 juin

Location : 770-16-15 et agences

GALERIE SEINE 38
38, rue de Seine, Paris (6^e) - 336-00-85

FOUJITA

MANE-KATZ, KREMEGNE

GRASS-MICK, FRENEL

Exposition du 26 juin au 30 juillet 1974
Vernissage mercredi 26 juin à partir de 17 h.

ACHATS - VENTES

denise rené rive gauche
196 bd saint-germain, paris 7 juin-juillet

agam arp max bill sonia delaunay
herbin le parc schoffer soto vasarely

œuvres originales
tapisseries estampes originales multiples

Festival du Marais
Eglise Saint-Nicolas des Champs
29 juin à 21 h 15

NEVILLE MARRINER

Orchestre
Mozart - Rossini - Vivaldi

Mozart, Concertos pc... instruments à vent
coffret n° 6707 020

PHILIPS

Livre

LE BLUES MODERNE
RACONTÉ
PAR BAS-RABERIN

« Laissez-moi me glisser dans la chambre de Hitler avec un rasoir à la main », chantait Jazz Gilsum dans *War Time*, en 1941. Ainsi les allusions à la grande et à la petite histoire font-elles la trame du blues, commentaire poétique-politique, commentaire social des affaires humaines telles que les voient les citoyens de seconde classe. Ces allusions à la longue vie du monde et à la vie quotidienne de chacun où quelques fois ne dissimulent jamais l'ombre de la misère pour le plus grand nombre, ni celle de la mort pour tous, le premier chapitre de l'excellent livre de Philippe Bas-Raberin les recueille, comme avaient pu les recueillir, avant lui, les ouvrages de Paul Oliver.

Mais le propos de Bas-Raberin, jeune critique qui connaît parfaitement la musique afro-américaine populaire, n'est pas seulement de recueillir des textes qui renvoient à une aventure générale ou locale, qui préserve le dessin de nous informer sur l'évolution du blues en tant que genre littéraire et musical, de la fin de la guerre à aujourd'hui. On doit distinguer quatre moments : la modernisation du folk blues, son intégration à des genres nouveaux (rock and roll, soul jazz), sa découverte et son réemploi par la jeunesse blanche anglo-saxonne, enfin sa fixation en tant qu'élément à volonté requérable dans l'art de deux communautés.

L'originalité de la thèse tient à ceci qu'elle consacre la moitié de ses pages aux « visages pâles », à ces gens qui, sans être noirs, jouent pourtant du « vrai blues », d'une autre ténacité. Cette thèse répond, avec habileté et prudence, à la question ironique du

EN
BREF

barde Gil Scott-Heron : à quand la publication du disque réédition *John Wayne sings the blues* ?

LUCIEN MALSON.

* Philippe Bas-Raberin. *Le Blues moderne*. Paris, Albin Michel, collection « Rock and folk », 206 p.

Musées

UN VITRAIL
DE CHAGALL
POUR SARREBOURG

Chagall, d'un vitrail à l'autre : après en avoir fini avec la cathédrale de Reims (le Monde du 15 juin), le peintre entreprend un nouveau vitrail pour Sarrebourg. Dans un cas comme dans l'autre, Chagall a répondu généralement. A Reims, à la demande de la Société des amis de la cathédrale ; à Sarrebourg, au maître de la ville, M. Messmer, qui lui avait écrit du temps où il était premier ministre, pour lui demander un vitrail destiné à décorer l'ancienne chapelle de la ville, qui va devenir un musée lapidaire.

En fait, le fonds de ce futur musée est relativement restreint : quelques reliques de pierres que les invasions successives ont laissées là. Son trésor essentiel sera probablement le vitrail. Un vitrail qui couvrira un mur entier de la chapelle. Un bouquet de fleurs bleues et rouges. Un buisson ardent, avec un couple d'amoureux en tenue d'Ève et d'Adam logés dans ses branchages. Ce sera le plus grand bouquet du monde : environ 30 mètres de haut. Quelque part près des petites maisons qui évoquent la cité, un certain se promènera. Sarrebourg est la ville des ceris.

La maquette est déjà chez Charles Marq, le maître verrier des ateliers Simon, de Reims, collaborateur de Chagall depuis

longtemps, qui a su épouser avec un tact infini l'art du maître de Venise pour le traduire dans le verre.

J. M.

Musique

A PROPOS
DU VAL D'YERRES

André Dubost, responsable des activités musicales du Centre éducatif et culturel du Val d'Yerres, apporte des précisions supplémentaires à l'article d'Anne Rey paru dans le Monde du 4 juin, relatif au concert de l'Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F. à Yerres, dans le cycle « Perspectives du vingtième siècle ». En six ans, dix-neuf concerts ont été donnés à Yerres avec le concours de l'O.R.T.F. Les six premiers ont été donnés à notre demande et leurs programmes composés en accord avec nous. Ils ont été suivis par un public nombreux (mille huit cents personnes) dont six cents enfants, en février, pour un concert de l'Orchestre national. Six de ces huit concerts en/ta étaient entièrement ou partiellement consacrés à la musique du vingtième siècle.

Pendant ces mêmes six années, au cours desquelles nous avons organisé au total cinquante-deux concerts, nous avons eu, avant la vôtre, la visite d'une seule critique musicale, dont les liens familiaux avec un responsable du centre culturel expliquent sans doute en partie la présence.

Il me paraît donc injuste de dire que les services de la musique de l'O.R.T.F. ne font pas de vraie décentralisation. Il se peut plus juste de remarquer qu'ils évitent dans la mesure de l'information dans la presse parisienne sur cette décentralisation et sur ses effets. Et de constater que seule une opération « bien parisienne » parachutée en banlieue attire l'attention de la critique musicale.

Expositions

LES PRIMITIFS DE L'ECOLE DE COLOGNE. — Musée du Louvre, entrée porte Janvier (200-30-20). Saut mardi, de 9 h. 45 à 17 heures. Entrée : 3 F. ; gratuite le dimanche (le ticket d'entrée du musée donne accès à l'exposition). Jusqu'au 14 octobre.

LES INCUNABLES DE LA COLLECTION EDMOND DE ROTHSCHILD. — Musée du Louvre, entrée porte Janvier (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 octobre.

TABLEAUX DE FRAGONARD et TABLEAUX DE CRESSY. — Musée du Louvre, entrée porte Denon (200-30-20). Saut mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15. Entrée : 3 F. ; gratuite le dimanche, jusqu'au 30 septembre.

LA STATUE RECONSTITUÉE DE NINTON. — Musée du Louvre (voir ci-dessus). Salle des Glaces. Cette statue, dans la tête appartenant au Metropolitan Museum of Art (New-York) et le corps au Louvre, sera présentée alternativement dans ces deux musées par périodes de trois ans.

LES MAÎTRES DU RENAISSANCE EN 1574 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (211-61-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'au 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 15 novembre.

JOAN MIRÓ. Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 15 octobre.

Gravure grave, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

(1925-1968). — Galerie Maki, 33, rue de Seine (333-12-70). Jusqu'au 8 juillet.

DECOUVERTE DE L'ART TERRACE. Trésors des musées de Bulgarie. — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (235-46-10). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. Jusqu'au 28 août.

LES MAÎTRES DU RENAISSANCE EN 1574 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (211-61-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'au 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 15 novembre.

JOAN MIRÓ. Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 15 octobre.

Gravure grave, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

(1925-1968). — Galerie Maki, 33, rue de Seine (333-12-70). Jusqu'au 8 juillet.

DECOUVERTE DE L'ART TERRACE. Trésors des musées de Bulgarie. — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (235-46-10). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. Jusqu'au 28 août.

LES MAÎTRES DU RENAISSANCE EN 1574 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (211-61-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'au 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 15 novembre.

JOAN MIRÓ. Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 15 octobre.

Gravure grave, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

(1925-1968). — Galerie Maki, 33, rue de Seine (333-12-70). Jusqu'au 8 juillet.

DECOUVERTE DE L'ART TERRACE. Trésors des musées de Bulgarie. — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (235-46-10). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. Jusqu'au 28 août.

LES MAÎTRES DU RENAISSANCE EN 1574 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (211-61-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'au 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 15 novembre.

JOAN MIRÓ. Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 15 octobre.

Gravure grave, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

(1925-1968). — Galerie Maki, 33, rue de Seine (333-12-70). Jusqu'au 8 juillet.

DECOUVERTE DE L'ART TERRACE. Trésors des musées de Bulgarie. — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (235-46-10). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. Jusqu'au 28 août.

LES MAÎTRES DU RENAISSANCE EN 1574 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (211-61-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'au 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 15 novembre.

JOAN MIRÓ. Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 15 octobre.

Gravure grave, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

(1925-1968). — Galerie Maki, 33, rue de Seine (333-12-70). Jusqu'au 8 juillet.

DECOUVERTE DE L'ART TERRACE. Trésors des musées de Bulgarie. — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (235-46-10). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. Jusqu'au 28 août.

LES MAÎTRES DU RENAISSANCE EN 1574 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (211-61-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'au 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 15 novembre.

JOAN MIRÓ. Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 15 octobre.

Gravure grave, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

(1925-1968). — Galerie Maki, 33, rue de Seine (333-12-70). Jusqu'au 8 juillet.

DECOUVERTE DE L'ART TERRACE. Trésors des musées de Bulgarie. — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (235-46-10). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. Jusqu'au 28 août.

LES MAÎTRES DU RENAISSANCE EN 1574 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (211-61-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'au 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 15 novembre.

JOAN MIRÓ. Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 15 octobre.

Gravure grave, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

(1925-1968). — Galerie Maki, 33, rue de Seine (333-12-70). Jusqu'au 8 juillet.

DECOUVERTE DE L'ART TERRACE. Trésors des musées de Bulgarie. — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (235-46-10). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. Jusqu'au 28 août.

LES MAÎTRES DU RENAISSANCE EN 1574 (peintures). — Grand Palais, entrée Clemenceau (211-61-34). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'au 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 15 novembre.

JOAN MIRÓ. Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 3 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 15 octobre.

DEACROUX ET PAUL HUST. PEINTURES DE L'IMPRESSIONNISME. — Musée Delacroix, 6, place Jussieu (333-04-87). Saut mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15. Entrée : 3 F. ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 10 décembre.

MARCEL BREUER, rétrospective. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (235-32-14). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 9 septembre.

JEFFREY VOILLERIS POUR VIVRE EN MER. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 15 septembre.

MATTHEW. — TECHNOLOGIE, FORME. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Entrée : 6 F. Jusqu'au 3 septembre.

LE PRET A PORTER. Psychologie du costume. — École de Saint-Louis, 27, rue de la Harpe (272-14-60). Saut dimanche et lundi, de 13 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 27 juillet.

SIX CENTES ANS DE CONSTRUCTIONS NAVALES. DES NEFS DE CHATELAIN. — Musée de la Marine, palais de Châtillon (727-59-51). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusqu'au 13 juillet.

GALERIES

A.R.P. — Galerie Denise René, 124, rue La Boétie (333-03-17). Jusqu'au 15 juillet.

VICTOR BRAUTHER. — Galerie Jolas, 186, boulevard Saint-Germain (222-75-80). Jusqu'au 6 juillet.

HAUTUNG. — Galerie de France, 3, rue du Faubourg-Saint-Honoré (222-50-37). Jusqu'au 12 octobre. Et galerie A.R.C.D., 28, rue des Saints-Pères (222-12-32). Jusqu'au 30 septembre.

ANNA MARK. — Galerie la Route, 18, rue Gîtouche-Touss (333-46-70). Jusqu'au 21 juillet.

AREAD SEENES. — Galerie Jacob, 28, rue Jacob (333-90-86). Jusqu'au 10 juillet.

TAPIES « MONOTYPES ». — Galerie Maki, 33, rue de Seine (333-12-70). Jusqu'au 13 juillet.

TEDOR. PEINTURES, DESSINS, FAUBOURG SAINT-HONORÉ (235-35-34). Jusqu'au 12 juillet.

LES MONDES INFINIMENT DES NAIRES. — Galerie Dina Viary, 28, rue Jacob (260-25-18). Jusqu'au 14 juillet.

L'ART INTERNATIONAL AU MARAIS

Jusqu'au 13 juillet : Serge Ferys (1931-1938). Galerie La Folie, 10, rue des Battois (271-50-03).

Barres (271-50-03). Galerie La Gravure originale, 8, rue du Pont-Louis-Philippe.

Paulo Picasso. Trente dessins inconnus de 1951. Galerie F. Tournier, 10, rue du Roi-de-Sicile (278-13-10).

Hondroga. — Galerie La Poche-Maraie, 6, rue Pavée (272-18-17) et Espace Gardin, 1, avenue Gardin.

Céramique précolombienne. Collection inédite. Galerie Germaine, 4, place du Marché-Sainte-Catherine (278-70-08).

Pierre Skellern. Galerie J. Blanquet, 48, rue des Francs-Bourgeois (287-91-23).

Kaliko et Tent Iwaga. Galerie Gerson, 48, rue Vieille-du-Temple (278-17-43).

Louis-Jean Desprez (1743-1804). Centre culturel suédois, 11, rue Fayenne (272-87-50).

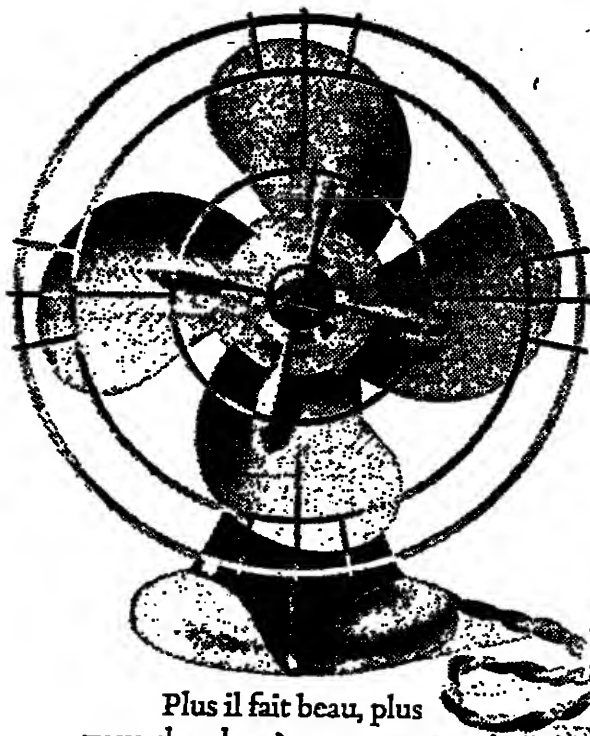
Graciela Rodó Boulanger, gravures. Galerie Snel, 32, rue de Sévigné (287-14-64).

Peintures animalières du XV^e au XX^e siècle. Galerie J. Oster, 28, place des Vosges (287-28-37).

Yvon Erveit, pastel. Galerie du Lion, 16, place des Vosges (287-75-28).

HBI peintures, dessins. Galerie Herouet, 44, rue des Francs-Bourgeois (278-62-60).

Cet été, on annonce
la suppression de 153 points chauds.



Plus il fait beau, plus
vous cherchez à vous mettre
au frais.

A l'U.G.C., nous avons déjà
observé ce paradoxe.

Et nous avons été heureux
de pouvoir mettre à
votre disposition un certain nombre
de salles climatisées — à Paris,
comme en Province —,
où vous avez trouvé, dès l'an passé,
un peu d'ombre
et la fraîcheur de nouveaux films.

Cet été, sans attendre
les prévisions météorologiques,
nous avons entrepris la suppression
systématique des points chauds.

Partout où vous
repérez le sigle U.G.C., c'est une salle
de cinéma qui s'ouvre ou
se transforme pour le plus grand
plaisir des estivants, où les horaires
sont souples et les programmes
variés, comme il sied à la saison
des loisirs.

Bref, des salles et multi-salles
de cinéma bien conditionnées, où
seule l'actualité cinématographique
reste brûlante.

A tous ceux qui aiment
le cinéma, l'U.G.C. souhaite un été
très chaud.

L'U.G.C. travaille pour le cinéma d'aujourd'hui.



UN SPECTACLE
BILINGUE

THÉÂTRE OBLIQUE

« Un soir, tard, d'ici quelque temps »

SAMUEL BECKETT

KRAPP'S
COMÉDIE LAST SOUFFLE
TAPE

LA RESSERRE - THÉÂTRE OBLIQUE
THÉÂTRE DE LA CITÉ INTERNATIONALE

21, boulevard Joffe - 75014 PARIS

Téléphone : 589-68-52, Poste 274

1501

	La ligne La ligne T.C.	
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,88
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offre d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 16 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne La ligne T.C.	
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	50,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE PROMOTION DES ENTREPRISES

LA CHAMBRE REGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

PIGARDIE

recherche

UN CONSEILLER EXPORT DE HAUT NIVEAU

SA MISSION :

- Inciter les chefs d'entreprises à développer leur activité internationale.
- Favoriser la mise au point de structures et de méthodes modernes de marketing dans les entreprises exportatrices.
- Coopérer avec les différentes instances régionales concourant au développement des exportations.

CE RESPONSABLE DEVRA AVOIR :

- La pratique de l'exportation.
- L'aptitude des probl. de direction d'entreprise.
- L'art et le goût des relations à très haut niveau.
- La volonté d'aboutir à un développement important des exportations régionales.

Rémunération élevée en rapport avec le niveau du poste.

RESIDENCE AMIENS.

Sélection assurée par :

CEFAGI 89 avenue Kleber 75784 Paris Cedex 16

GROUPE INTERNATIONAL (10 milliards F.)

cherche pour

FILIALE 25 millions F. de C.A. (+ 40 % par an depuis 3 ans)

CHEF des SERVICES COMPTABLES et FINANCIERS

LA SOCIETE :

- 40 km de GRENOBLE.
- 2 usines et 250 personnes.
- Fabrication et commercialisation des équipements de SPORTS (60 % Export).

LA FONCTION :

- Responsabilité :
- des comptabilités générale et industrielle,
- du contrôle de gestion,
- de l'établissement des budgets,
- des problèmes financiers.
- Rattachée directement au Directeur Général.

L'HOMME :

- Ecole de Commerce + DEC.
- 7 ans d'expérience minimum.

C.V. photo, rémunération actuelle et note de présentation à N° 57.523 CONTEXTE PUBLICITE 24, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}) qui transmettra

AFIN de pourvoir sa grande mutation novatrice qui fait depuis des années son impact sur le marché,

SOCIETE PRODUCTION BIENS D'EQUIPEMENT DE REPUTATION INTERNATIONALE (116 km Est PARIS)

Propose à :

- Jeunes A.M., E.C.A.M., I.C.A.M. Centrale ;
- Minimum 28 ans ;
- 3 ans d'expérience professionnelle dans service recherche, étude, industrialisation ou production Secteurs d'activité souhaités : métaux en feuille, manutention ou production masse.

Situation de

INGENIEUR D'ETUDES DE REALISATION INDUSTRIELLES

Son rôle : étudier et proposer — dans un souci permanent de la rentabilité des investissements — des améliorations et des voies de développement aussi bien au niveau des produits que des moyens de production.

C'est un homme « trempé » novateur et créatif. Il est important qu'il ait une agilité intellectuelle lui permettant de s'adapter et de percevoir le changement.

Adresseur C.V. dét. et man. avec salaire actuel à

SELS MORENO CONSEN AR 7215, 17, rue Courmeaux, 51060 REIMS CEDEX, 8, cité d'Hauteville, 75101 PARIS

SCETAURROUTE

AGENCE MIDI-PYRENEES

RECHERCHE

INGENIEURS

POUR ETUDES ET TRAVAUX AUTOMOTRICES

- Niveau E.T.P. ou équivalent ;
- Expérience professionnelle minimale de 3 ans.

Adresseur C.V. et présentations à :

SCETAURROUTE MIDI-PYRENEES rue Jean-Bédier, 21 MONTEAUDRAN 31400 TOULOUSE

SPERRY REMINGTON

de nouveaux produits pour des attachés commerciaux novateurs

Bien sûr, SPERRY REMINGTON c'est une société multinationale et la réputation de ses matériels n'est plus à faire. Mais, nous sommes toujours à l'affût de l'innovation et à la recherche de nouveaux produits.

Nous avons mis au point des produits très sophistiqués qui s'adressent à une clientèle de professionnels :

- photocopieurs électrostatiques
- photocopies sur papier ordinaire
- systèmes d'écriture automatique.

Nous avons des postes à pourvoir dans la région de **NANTES** et en **ILE-DE-FRANCE**

Ce que nous demandons :

- une expérience de 2 ou 3 ans, si possible dans le matériel de reprographie,
- le sens du contact au plus haut niveau,
- des qualités d'adaptation rapide à nos techniques de vente et d'organisation du travail.

Si vous réunissez l'ensemble de ces critères, notre stage de formation et notre recyclage permanent vous apprendront le reste.

Un salaire minimum vous est assuré pendant la période de démarrage de 6 mois. Votre rémunération sera ensuite composée d'un fixe substantiel + intéressement + remboursement de frais. Elle doit effectivement atteindre 4.000 à 4.500 F par mois. Si vous voulez poursuivre votre carrière dans une Société internationale au sein d'un département en exceptionnelle expansion,

Ecrivez-nous rapidement en joignant un C.V. détaillé à SPERRY REMINGTON, Département O. M. D. - 82 Boulevard du Montparnasse 75014 Paris.

Korès RECHERCHE

pour son Agence de LYON

PROSPECTEUR EXCLUSIF

pour

Préconisation de ses gammes d'articles

REGION RHONE-ALPES

NOUS DEMANDONS :

- Niveau de base : Baccalauréat ou équivalent ;
- Liberté des obligations militaires ;
- Bonne présentation dans l'effort, de bonne présentation, en entretien avec ;
- Offrant capacités d'assimilation et d'évolution ;
- Déjà expérimenté dans le domaine commercial, ou désirant le devenir ;
- Acceptant déplacement 5 jours par semaine.

NOUS OFFRONS :

- Plan de carrière attractif et élargissement de valeur ;
- Rémun. initiale de l'ordre de 2.300 F par mois ;
- Prix de route, tous avantages sociaux ;
- Prix de formation professionnelle ;
- Stage de formation assuré.

Ad. C.V. man. et dét. photo rec. (ret.) à N° 57.771, CONTEXTE Publ., 24, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. trans.

FONCTION MARKETING

Notre Société jouit d'une notoriété certaine (filiale d'un groupe international).

Nous effectuons des études de marché, nous voulons développer nos activités et avons mis au point un nouveau produit.

Voulez-vous en devenir le responsable ?

Vous assurez la commercialisation sur le marché européen : recherche de clientèle, études critiques, prospection et négociation auprès d'importateurs, sociétés, etc.

Vous aurez toute votre autonomie d'action.

Vous serez l'Adjoint du Directeur Général et serez intégré à une équipe de direction jeune (moyenne d'âge : 35 ans).

Ayant fait vos preuves, vous deviendrez rapidement le titulaire de la fonction Marketing de notre Entreprise.

Au départ, ce poste de cadre est payé par fixe important et intéressement sur objectifs. Il nécessite des déplacements fréquents et une résidence future dans le département du Haut-Rhin.

Formation requise : Ecole de Commerce (ou équiv.), I.N.M., Expér. prof. commerciale d'au moins 3 ans. Pratique courante de l'Allemand ou à défaut de l'Anglais.

Ad. C.V. dét.-photo et réf. 1.905 à notre Conseil : **MANAGING** 67 STRASBOURG

assistant chef de produits

recherche un Assistant Chef de Produits. Avec le Chef de Produits, il devra élaborer le plan de marketing Général et à 5 ans, gérer et développer une filiale de produits existants, élargir, lancer et promouvoir les produits nouveaux sur le marché français.

Le S.E.I. principale Société Chimie M3 de Groupe CSEB-TEFAL-CAULIN est située près de Lyon.

Le candidat recherché a en moins 2 ans d'expérience de produits de grande consommation.

Entre avec réf. 56.236/M, à I.C.A. qui transmettra.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par un Consultant.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville, PARIS-10^e

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE recherche pour ses usines du PAS-DE-CALAIS

MÉDECIN DU TRAVAIL

pour son service autonome à plein temps

Il lui sera confié la responsabilité du service médical de ses usines et d'une Société Filiale (2.800 personnes)

Ce poste implique une forte personnalité, un esprit d'équipe et une expérience d'au moins 3 ans dans un poste de médecine du travail.

Ecr. sous réf. TF 454 AM

4, rue Massenet 75016 PARIS

DISCRETION ABSOLUE

etap

TECHNIP

ENGINEERING - AGENCE DE LYON

recherche

INGENIEUR-MÉCANICIEN

Spécialisé machines tournantes : compresseurs, pompes, turbines, etc.

5 ans d'expérience professionnelle en B.E. engineering, constructeur ou société pétrolière.

Mission : intervention sur des projets pour le calcul et le dimensionnement des équipements, rédaction de spécifications, comparaison d'offres, suivi des commandes.

AGENT TECHNIQUE-MÉCANICIEN

Niveau R.T.S.

Expérience machines tournantes acquises en B.E. engineering, constructeur ou société pétrolière.

Anglais ou Allemand apprécié.

SPÉCIALISTE DE L'INSTRUMENTATION

Trois expériences dans les études de conception et de réalisation d'instrumentation pneumatique, électronique et automatisée séquentielle.

Niveau INGENIEUR

Anglais nécessaire.

Adresseur C.V., présentations et photo à :

TECHNIP, 4, quai des Brottes, 69331 Lyon, Cedex 1.

L'UN DES GROUPE FRANCAIS LES PLUS IMPORTANTS

recherche pour sa

DIVISION ALIMENTAIRE

un **ASSISTANT** et un

CHEF de PRODUITS

Diplômés Grandes Ecoles. Commerciales ou Scientifiques

25 ans minimum, pouvant justifier d'une expérience d'au moins 2 ans, acquise et possible dans le Marketing des Produits Alimentaires liquides (Alcools).

Dans le cadre de la participation à la gestion de plusieurs produits, il devra :

- collecter, centraliser et interpréter des informations marketing,
- élaborer des recommandations et les plans marketing,
- mettre en œuvre des recommandations et en particulier celles relatives aux domaines publicitaires et promotionnels,
- suivre le déroulement des plans marketing.

Résidence Ville proche Centre universitaire 180 km Paris.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

membre de l'ANCP

service M. 678 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

RESPONSABLE FORMATION

LA ROCHELLE

Le Centre Interprofessionnel de Perfectionnement de Charente-Maritime intervient depuis 9 ans auprès des salariés en activité professionnelle de toutes catégories. Il recherche un **ANIMATEUR-COORDONNATEUR** qui, avec une large autonomie, sera responsable de la conception et de la réalisation des stages de perfectionnement pour le personnel d'encadrement et d'agents des services administratifs et de production.

Ces stages sont organisés en liaison avec les entreprises et avec l'aide d'enseignants extérieurs. Outre des qualités pédagogiques marquées et le sens des contacts humains, une très bonne culture générale et une expérience vécue de la vie de l'Age minimum 30 ans. Salaire de l'ordre de 50.000 F/an.

Adresseur dossier complet de candidature sous réf. 57.772 à M. G. CADRES 26, rue Marbeuf - 75008 PARIS.

GROUPE EUROPEEN INDUSTRIES ALIMENTAIRES

recherche pour sa filiale produits frais, C.A. 100 millions, Vins, universitaires

PAYS DE LA LOIRE

CONSEILLER DE GESTION

rapportant directement au Directeur Général

Outre les responsabilités normales du Contrôle de Gestion (plan, budget, contrôle budgétaire, optimisation des méthodes et procédures...), le candidat devra superviser la mise en œuvre des applications informatiques classiques. Il participera à toutes les décisions concernant la gestion de l'entreprise.

Ce poste représente une réelle possibilité de développement pour un candidat ayant 4 à 5 ans d'expérience dans une entreprise du secteur grande consommation.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F/an.

Adresseur C.V. avec rémunération actuelle sous référence 6.876 à :

O.P. organisation et publicité 2, rue de la Source 92140 St Maurice

DISCRETION ASSURÉE

finances banque REIMS

Important Groupe Financier, spécialiste du service bancaire aux entreprises recherche

LE RESPONSABLE DE SA REPRESENTATION REGIONALE A REIMS.

Ce poste, à vocation essentiellement commerciale, nécessite une maîtrise du contact, dynamisme et volonté de créer un réseau de commerce durable. Il requiert un certain esprit d'analyse et la capacité de gérer rapidement les hommes et les situations.

Notre dévoué disposera de l'appui actif de l'ensemble des services techniques de notre groupe et de bonnes connaissances financières et une expérience bancaire lui seront très utiles.

- Age : au moins 35 ans,
- Origine Régionale appréciée (à défaut, bonne connaissance de la Région).

Envoyer C.V., présentations et photo sous référence R/RM à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

CENTRE D'ETUDES JURIDIQUES LYON

recherche POUR SON SERVICE CONSULTATION COLLABORATEUR au CONTRANT DES PROBLEMES

DE SOCIÉTÉS ET FISCALITÉ

- Ce poste comprendrait à ancien inspecteur des impôts ou cadre de cabinet spécialisé ;
- Rémunérations intéressantes.

Envoyer C.V. et présentations, 88, bd des Belges, 69008 LYON

Très important groupe financier pour filiale commerciale C.A. 100 millions.

chef de comptabilité

ORLÈANS - 80.000 F/an +

A la tête d'une équipe comptable de 20 personnes, ce cadre, d'un haut niveau de formation comptable, transmettra dans une optique de gestion budgétaire et financière.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone par information Carrière S.V.P. 11.11 de 9 h à 18 h et sur rendez-vous aux candidats concernés.

Références 362 37 rue du 24 Foy 75008 Paris

Information Carrière SVP 11.11

CONSTRUCTEUR APPAREILS LEVAGE ET EQUIPEMENTS MÉCANIQUES LOURDS

Ouest-France recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEUR D'AFFAIRES

Attaché au bureau d'études, il est responsable d'affaires depuis la commande jusqu'à l'achèvement du dossier technique. Il assure le contact avec le client et suit l'exécution (délais, essais).

L'ingénieur retenu aura 30 ans minimum, une expérience d'appareils de levage. Résidence ville universitaire. Rémunération très intéressante pour élément de valeur. Avantages sociaux. Situation évolutive.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et présentations sous réf. 534/1 à Mme A. GARRET, 11, rue Marvalain, 44300 NANTES.

Spécialité 150

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00 6,89
REPRESENTAT. : Demandes	13,00 14,91
Offres	27,00 31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrées" (2 col.)	35,00 40,86
minimum 15 lignes de hauteur	

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00 24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00 24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	
CAPITAUX	60,00 70,05
OCCASIONS	21,00 24,51

offres d'emploi

Filiat française (Biens de Consommation - 4.500 personnes) d'une société multinationale recherche pour son département

Organisation et Informatique

Chef de Projet (Réf. 1 M)

- Il a une formation supérieure (Scient. ou Commer.) ;
- possède 4 années d'expérience en informatique ;
- maîtrise les problèmes techniques (Mét. IBM en OS/MFT, bases de données) ;
- a une bonne expérience des relations avec les utilisateurs de l'informatique ;
- a déjà copiloté un projet d'importance (Pole par exemple).

Ingénieur-Informaticien (Réf. 2 M)

- Il est débutant ou presque (1 à 2 ans) ;
- sort d'une grande école technique (ECP - Mines - Pont - Supélec...)
- est attaché par les problèmes de bases de données, la recherche opérationnelle.

Analystes-Programmeurs (Réf. 3 M)

- ils ont une formation supérieure (IUT ou équivalent) ;
- ont pratiqué l'analyse programmation durant au moins 2 ans ;
- connaissent le COBOL - OS / MFT - DL/I.

Les candidats intéressés adressent leur C.V. (lettre manuscrite, photo et références sous la référence correspondante à :

EMPLOIS ET CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

offres d'emploi

INDUSTRIE de TRANSFORMATION

C.A. : 100 millions - 800 personnes

en très forte expansion
CRÉE la fonction de

DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ

De poste s'adresse à un candidat d'excellente formation théorique et pratique justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans les domaines concernés, acquise de préférence dans une société performante, maîtrisant en outre des méthodes modernes de comptabilité et de contrôle, considérées comme outils de gestion.

Nous sommes installés dans la proche région Parisienne NORD 30 km de Paris (autoroute directe).

Adresser C.V. et photo à BLEU Publicité, 17, rue du Docteur-Lebel, 94300 VINCENNES, sous n° 90.910 B, qui fera suivre.

offres d'emploi

Groupe TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES
Direction Total Exploration Production

mettant en exploitation de nouveaux gisements en MER du NORD, AFRIQUE du NORD, MOYEN-ORIENT, EXTREME-ORIENT, etc. et poursuivant l'effort d'exploration en AMERIQUE LATINE, EXTREME-ORIENT, AFRIQUE du NORD, etc.

pour ses activités d'exploration, forage, mise en développement et production à l'ÉTRANGER

Avant affectation sur chantiers, formation assurée dans un premier temps au SEGE à PARIS.

Bonne pratique de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. avec photo sous référence : 121.186 30 rue de Mogador 75009 Paris.

Centre de Psychologie Appliquée

C&C3238

emplois régionaux

VIBRATECHNIQUES S.A.
SAINT-VALÉRY-EN-CAUX
Premier Constructeur Français de Vibrateurs pour l'Industrie, le Bâtiment et les Travaux Publics, recherche

CHEF DU SERVICE EXPORT

- Cadre commercial expérimenté ;
- Formation S.E.C. - T.E.C. - S.E.S.E.C. ou équivalent ;
- Connaissance parfaite de l'anglais et si possible seconde langue étrangère ;
- Ouvert aux problèmes techniques.

POUR :

- Direction du Service exportation ;
- gestion du réseau étranger ;
- visites des représentations et clientèles étrangères ;
- assistance technico-commerciale.

Ce poste implique une résidence principale en Seine-Maritime et comportera de fréquents déplacements à l'étranger.

Écrire avec C.V. manuscrit, photo, au **CENTRE DE SYNTHÈSE**
10, rue de Léningrad, 75008 PARIS.

Recherche MENAGE gardien entretien propriétés. Lorient. Tél. 02 98 85 10 79. Toutes heures.

CADRE ADMINISTRATIF COMPT. ET FINANCIER
prof. niv. expertise, posséd. pratique QUESTIONS JURIDIQUES ET FISCALES et si possible bonnes notions informatiques.

par Société de services AVIGNON

Situat. stab. et d'avenir

Écrire à Mme GUYOT, 4, rue Beaumais, 75011 PARIS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE PYROMÉTRIE EN EXPANSION

cherche pour LYON AGENT TECHNIQUE

ou PRÉPARATEUR H

pour dev. l'encadrement, suivi

Exéc. fabrications électromécaniques usinées et petits séries

Écrit. avec C.V. manuscrit, photo, à

Pyrométrie, 245, av. F. Roosevelt, 69129 Vaulx-en-Velin

Entreprise bati. (200 personnes) décentralisée. Val-de-Loire rech.

COMPTABLE PRINCIPAL

responsable de l'ensemble comptabilité gérance, analyse, contrôle

animer équipe 4 personnes. Poste évolutif et intéressant. Adresser C.V. manuscrit, photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

à M. C. V. man. photo et lettre manuscrite, à M. C. V. man. photo et

LABORAT. DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

ATTACHÉ à Société européenne en création dans ville universitaire du VAL-DE-LOIRE

recherche Pharmaciens expérimentés responsables de la production.

Chimistes qualifiés pour analyses, synthèses, contrôles et rech.

Plusieurs jeunes pharmaciens pour prod. Marketing hospital.

Adresser C.V. manuscrit, photo, à

HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

sous réf. 43.432, qui transmet, par le courrier à PARIS en JUIL.

SOCIÉTÉ IMPLANTÉE LOIR-ET-CHER

recherche

UN CHEF DE SERVICE

chargé des approvisionnements et de la gestion des stocks.

Il dirigera une équipe de plus de quinze personnes (en place) ;

Il gèrera deux magasins avec plus de 4.000 articles ;

Il assurera la planification et le suivi des commandes (engagements, paiements, livraisons) ;

Ce poste convient à un

CADRE

d'expérience, ayant une formation solide (École supérieure ou équivalente) sur les approvisionnements et la gestion ;

sera d'un sens commercial aisé ;

connaissant l'anglais (indispensable) ;

Nationalité française exigée.

Écrire avec C.V. manuscrit, photo, à

HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

sous réf. 43.432, qui transmet, par le courrier à PARIS en JUIL.

représent. offre

Par suite de promotion interne et dans le cadre de sa croissance continue

LE LABORATOIRE PIERRE FABRE

RECHERCHE

Représentant en Pharmacie

Le secteur à pourvoir se situe dans un quartier : POITIERS - LIMOGES - CLERMONT-FERRAND - VICHY.

Ce poste implique de la part des candidats :

- une très bonne expérience de la vente ;
- une formation secondaire complète ;
- une parfaite disponibilité ;
- la résidence dans le secteur.

Nous assurons à nos vendeurs une situation financière de premier plan avec des gains qui peuvent dépasser 4.500 F mensuels (fixe + intéressement + prime).

Nous fournissons une voiture neuve (Simca 1100 GLS) pour vos déplacements tant professionnels que privés.

Les candidats intéressés adresseront une lettre manuscrite + C.V. + photo récente à :

MICHEL PIERRE, P.F. 22 - 31100 CASTRES.

Il sera répondu à toutes les candidatures. Discr. ass.

STRASBOURG 75.000 F +

DIRECTEUR de Banque
(connaissant si possible le dialecte alsacien)

recherché par Banque privée filiale d'un Groupe important.

Si vous avez :

- une formation supérieure commerciale ou bancaire ;
- une solide expérience de l'exploitation bancaire et de l'étude des Crédits (équipements et immobilier) ;
- et surtout si vous vous sentez l'âme d'un meneur.

Envoyez votre C.V. et photo sous réf. 6.672 à **PUBLICITÉ ZEEGRS**
148, rue Saint-Denis, 75001 Paris, qui transmettra votre offre à l'intermédiaire d'agents à l'étranger.

Réponse rapide assurée, discrétion absolue : indiquons sur l'enveloppe le nom des Sociétés auxquelles votre offre ne doit pas être transmise.

Pour faire face à son expansion dans les domaines des COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES et des PÉRIPHÉRIQUES DE PROGRAMMATION

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BASÉE LITTORAL MÉDITERRANÉEN

recherche

EXPORT MARKETING MANAGER

- Il sera âgé d'au moins 30 ans et aura une solide formation de base électronique ;
- il aura pratiqué la vente à l'exportation, de préférence par l'intermédiaire d'agents à l'étranger ;
- Bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 58.575, CONTEXTE Publicité, 30, av. Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmet.

IMPORT. LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE ET PARAPHARMACEUTIQUE, recherche PROMOTEURS DE VENTES PHARMACEUTIQUES (H. ou F.)

Un pour la BRETAGNE

Un pour la région LYONNAISE

Les candidats retenus auront 25 ans minimum. Les bacheliers et une 1^{re} expérience de la vente. Stages rémunérés. Plus élevés + intéressement. Possibilités de promotion.

Les candidats intéressés devront envoyer un C.V. manuscrit, photo et prêt. à n° 55.228, Contesse Publicité, 30, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Groupe multinational français recherche, pour faire face à 40 % de croissance annuelle des ventes

directeur comptable

- Il dirigera 8 cadres, 60 collaborateurs
- Il animerait les comptabilités de 40 Sociétés
- Cet homme a au moins 33 ans
- est un vendeur autant qu'un gestionnaire
- a une expérience de grande société
- parle couramment anglais
- sait travailler avec l'informatique.

Réf. 43142 A

chef comptable

Le candidat a 27 ans minimum et possède une formation universitaire.

Cet homme est apte :

- aux contacts à tous les niveaux
- à la synthèse et l'analyse
- à travailler avec l'informatique.

Réf. 43142 B

Pour ces deux postes, la rémunération, le plan d'intéressement et les carrières du Groupe sont susceptibles de satisfaire des candidats à haut potentiel.

Adresser c.v. très détaillé en spécifiant la référence, à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

MSL
13, bd Haussmann, 75008 PARIS - Tél. : 263-37-66.
11, pl. A.-Briand, 69003 LYON - Tél. : (78) 62-68-33.

CHEF DU RÉSEAU 100.000-120.000 F
Exportation
A L'ÉTRANGER
PARIS

Un des premiers groupes industriels français (C.A. plusieurs milliards de francs dont 1/3 à l'exportation) recherche, pour sa Direction Affaires Internationales, un Chef du Réseau à l'étranger. Celui-ci sera chargé de rechercher, à l'extérieur de la France, les représentants ou agents aptes à distribuer à court ou moyen terme les différents équipements ou produits fabriqués par le Groupe, de réunir un maximum d'informations les concernant, de tenir à jour une documentation détaillée des représentations présentes ou potentiellement futures. Le poste comportera une participation à la formation et à l'information des agents. Agé d'au moins 25 ans, de formation supérieure, parlant impérativement anglais et si possible espagnol et/ou allemand, le candidat retenu aura exercé à l'exportation des fonctions marketing ou créé des réseaux de représentation. L'expérience des produits métallurgiques ou de la mécanique lourde serait un atout supplémentaire. La fonction implique des déplacements de durée faible ou moyenne, relativement fréquents et dans le monde entier.

Écrire à Y. Blanchon, Réf. A 9.147.

Pour ce poste, adresser un bref curriculum vitae à Paris suivant la référence. Aucune information ne sera transmise à quelconque sans l'autorisation expresse, donnée par le candidat, à l'issue d'un entretien personnel avec le consultant.

Une importante Entreprise française de TRANSPORT

cherche à renforcer ses structures en recrutant :

UN CADRE

de formation supérieure (Sc.-Po., HEC, ESSEC, ESCP ou Ecole d'ingénieur) + IAE ou ICG) âgé de 30 ans minimum, pour lui confier après période de FORMATION et d'ADAPTATION à l'ENTREPRISE la fonction de

DIRECTEUR D'AGENCE

Le poste à pourvoir situé à PARIS ne pourra être confié qu'à un homme ayant déjà fait la preuve de ses compétences en matière d'organisation et de gestion de moyens importants en personnel et matériel.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, rémunération actuelle et souhaitée à N° 57288 Contesse Publicité, 30, av. Opéra, Paris (1^{er}) qui transmettra.

ORUS FORMATION

Cabinet Conseil en Formation en très forte croissance (effectif 20 personnes) ORUS renforce son équipe de consultants à Paris et recherche des

FORMATEURS

ayant l'expérience de la formation, de l'animation et de l'entreprise.

Nous nous faisons

UNE CERTAINE IDÉE DE LA FORMATION ... ET VOUS ?

S'il apparaît que nous pouvons nous apporter UN ENRICHISSEMENT MUTUEL, nous vous proposons de devenir le conseil pédagogique d'une équipe de formateurs que vous pourrez être amené à encadrer.

Vous aurez aussi à concevoir des programmes, élaborer des plans, animer et suivre des actions de formation.

Excellente rémunération.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite précisant ce que vous attendez de ces responsabilités et vos goûts pour réussir, à : CLÉ 128 9bis, rue LABIE - 75017 PARIS

HYPERMARCHES CONTINENT
recherche pour la région parisienne

DIRECTEUR DE HAUT NIVEAU

Ce cadre supérieur confirmé sera appelé à prendre la Direction d'un important Hypermarché :

- C.A. prévu en 1974 : 230 MILLIONS ;
- 350 personnes ;
- Grande surface de vente.

Nous demandons une expérience réussie de la Direction d'un Hypermarché.

REMUNERATION ÉLEVÉE PRÉVUE

Adresser C.V. complet à : SIMON MATTHEU 64, rue de Provence - 75008 PARIS. Discrétion assurée.

UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE cherche, pour l'une de ses FILIALES AFRICAINES, plusieurs **responsables commerciaux** (EN PARTICULIER DIRECTEURS D'AGENCE)

On leur confie une clientèle à gérer et à développer. Les conditions d'exploitation (rigueur de l'implantation, isolement...) exigent une préférence une expérience de l'exploitation bancaire sinon commerciale, de cinq à dix ans, l'habitude de travailler de façon autonome, une grande résistance physique et morale.

Les postes sont situés en Afrique anglophone (et en particulier au Nigéria), mais les cadres sont titularisés par la banque française. Possibilité de carrière dans l'ensemble du réseau international.

Les personnalités intéressées adressent leur candidature (sa réf. 2712 M) à J.E. LEYMARIE.

ALEXANDRE TIC.S.A.
14, rue ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**GRUPÉ DE SOCIÉTÉS
DE SERVICES EN INFORMATIQUE**
(700 personnes)
recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

FONCTIONS :
- Réaliser le contrôle de gestion des filiales du Groupe
- Animer le Secrétariat Général du Groupe
- Remplir une grande diversité de missions auprès de la Direction Générale du Holding et de ses filiales.

PROFIL :
- Formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent
- Au moins 3 ans de pratique du contrôle de gestion
- Expérience informatique souhaitée mais non indispensable.

LIEU DE TRAVAIL : Paris, avec déplacements en province.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et salaire souhaité sous référence M 27 à :

ISERTI 49, avenue de l'Opéra
75002 - PARIS

Un Groupe de DISTRIBUTION en expansion rapide nous a confié la recherche et la sélection de deux cadres Rattachés directement à l'un des administrateurs du holding. Ils seront chargés pendant trois ans de responsabilités fonctionnelles concernant l'ensemble des filiales. Ils auront ensuite la possibilité de CRÉER et de DÉVELOPPER au sein du Groupe LEUR PROPRE AFFAIRE de distribution, tout en conservant pour une part des responsabilités à l'échelon central. Dans l'immédiat, les deux postes à pourvoir sont les suivants :

CONTROLEUR DE GESTION

Mission : aider à la préparation des budgets des filiales, et contrôler leur réalisation; conseiller les responsables des points de vente; introduire des normes comptables et une cohérence d'ensemble; effectuer la consolidation des bilans.

Expérience et qualités requises : trente ans au moins, un niveau d'études correspondant à une école de commerce ou au DECS; trois à quatre ans d'expérience de contrôle de gestion, si possible au sein d'un groupe; méthode, diplomatie, esprit d'entreprise.

Salaire : 80 000 F.

RESPONSABLE LOGISTIQUE

Mission : organiser au mieux l'acheminement et le stockage des marchandises entre les centrales d'achat, les dépôts et les points de vente; assurer la réalisation du plan; trouver la meilleure implantation pour les nouveaux dépôts; améliorer les circuits administratifs.

Expérience et qualités requises : trente ans au moins; une formation d'ingénieur; deux à trois ans d'expérience similaire, par exemple dans un cabinet d'organisation; imagination, sens pratique, esprit d'entreprise.

Salaire : 75 000 F.

Les deux postes sont basés à Paris et impliquent de fréquents déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité à

ISERTI 49, avenue de l'Opéra
75002 - PARIS
qui recevra les candidats

**chef
des services
comptables** PARIS

La Société : importante Société du secteur parachimique (C.A. : 300 MF, 8 filiales en France et à l'étranger).
La fonction : Rattachement au Directeur Financier :
- Supervision de 35 personnes; - Mission essentielle : réorganisation de la comptabilité générale, analytique, tous niveaux, afin de conserver et mettre en place un système de gestion comptable moderne et automatisé.
Le candidat : Agé de 35 ans minimum, il devra posséder une solide formation comptable (au moins DECS) complétée par une expérience de gestion (utilisation d'ordinateurs, comptabilité analytique) au sein d'entreprises industrielles pratiquant une gestion très rigoureuse - rémunération : 75 000 F + avantages.
Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence G/148, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
RUE D'HAUTEVILLE - PARIS-10

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
EN PLEINE EXPANSION
EN EUROPE**

Crée en France un réseau de DISTRIBUTION DE MACHINES DE BUREAUX fabriquées par la Compagnie la plus prestigieuse du Marché mondial recherche

**DIRECTEUR
COMMERCIAL**

chargé d'animer un réseau de CONCESSIONNAIRES et de lancer de nouveaux produits. Sola que calculatrices, photocopieurs, etc. :
- Il devra avoir une solide connaissance du marché français des machines de bureaux.

**INSPECTEUR
COMMERCIAL**

REGION SUD-EST ou NORD (basé à PARIS ou à LYON)
SA MISSION CONSISTE A :
- prendre en charge un réseau de concessionnaires chargés de diffuser des machines à écrire et à calculer;
- promouvoir un programme technique et commercial d'assistance-clients.

Ces deux postes concernent :
2 VENDEURS DE HAUT NIVEAU aptes à maîtriser des problèmes d'organisation et de gestion, en vue de la diffusion prochaine de matériel plus sophistiqué.

Les salaires seront ceux d'un CADRE DE VENTE QUALIFIÉ et le candidat aura une belle supervision. Adresser curriculum vitae détaillé avec photo, à : LEVI-TOURNAY, 5, cité Pignatelli - 75005 PARIS, sous référence 4585, qui transmettra ou téléphonera pour prendre rendez-vous : 720-25-26.

GRAS, SAVOYE & Cie
l'un des premiers cabinets français de courtage d'assurances, cherche pour son DÉPARTEMENT INTERNATIONAL à Paris.

**un chargé
de clientèle**

Dans un but de meilleur service, il maintient en permanence les contacts avec la clientèle française ou étrangère qui lui est confiée. Ses compétences lui permettent d'apprécier les garanties existantes; de proposer des aménagements ainsi que les couvertures qui font défaut. Il assure la coordination entre les départements techniques et son client auprès duquel il est aussi un apporteur d'idées. Nous recherchons un jeune cadre connaissant les diverses branches d'assurances en risques industriels et familial des schémas anglo-saxons des garanties. Il est bilingue français-anglais.

Les personnes intéressées adressent leur candidature (ss réf. 2697 M) à G. BARDOU.

ALEXANDRE TICS.A.
10, rue ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

En Afrique Transphonse, notre Société exploite à ciel ouvert un important gisement. Le développement de notre production nous conduit à créer le poste de Chef du Service Exploitation Carrière.

**ingénieur
mines**

Sa formation et son expérience de l'exploitation (10 ans, si possible en carrière) devront lui permettre de prendre en charge l'ensemble de la production sur le gisement. Assisté d'un ingénieur d'entretien et d'un géologue, il dirigera et organisera le travail de la carrière en développant la production et optimisant l'exploitation.

Le candidat est un homme familial ainsi que la scolarisation des jeunes enfants sont assurées.

Envoyer sous référence 721 M, à EUREQUIP que nous avons chargé de ce recrutement.

EUREQUIP
40, av. du Président Wilson, 75116 Paris

Importante société recherche pour diriger rapidement un de ses départements intégrés

INGENIEUR DIPLOME

D'au moins 40 ans, ayant la connaissance de la production de matériels chaudronnés et mécaniques fabriqués unitairement ou en petite série, le goût de l'innovation et sachant être un négociateur avisé pour des contrats à l'exportation.

Une expérience de l'engineering et de l'industrie des corps gras serait particulièrement appréciée. Langue anglaise indispensable.

Adresser CV sous référence 20.614 à :

GEDEV SELECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

CREDIT LYONNAIS
proposé à des
JEUNES DIPLOMES
des
GRANDES ECOLES COMMERCIALES
de devenir
BANQUIERS

chargés après une formation accélérée des problèmes de financement des Entreprises

QUALITES INDISPENSABLES :

Goût prononcé pour la vie des affaires et sens du risque

POSTES DISPONIBLES :

à PARIS - en PROVINCE et à l'Étranger

Possibilités de carrières très ouvertes dans un Groupe Multinational.

Si vous êtes libérés (ou presque) de vos obligations militaires, adr. lettre manus. et C.V. au Recrutement Cadres, 34, Avenue de Friedland - 75008 PARIS

COMPTEURS

Schlumberger

recherche

jeunes diplômés

HEC, ESSEC, ESCP (même débutants).

Si vous souhaitez commencer votre carrière dans un secteur en pleine expansion, vous pourrez prendre rapidement des responsabilités dans les domaines suivants :

- CONTRÔLE DE GESTION
- ORGANISATION ADMINISTRATIVE (Informatique)
- DIRECTION DE PERSONNEL
- MARKETING
- VENTES.

Des postes à plus haute responsabilité vous attendent à l'intérieur du Groupe.

Jacques COUREAUD se propose de vous informer avec plus de précisions sur simple demande que vous lui adresserez à

La Direction du Personnel
Compteurs SCHLUMBERGER
12, place des États-Unis 92120 MONTRouGE

**FILIALE « ÉCLAIRAGE »
D'UN GROUPE INTERNATIONAL**
offre à
DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES
Commerce ou Ingénieurs
DE PROMOUVOIR DE NOUVELLES
APPLICATIONS DE GESTION
en qualité de

RESPONSABLES D'ÉTUDES

- Ils seront chargés, au sein d'une équipe attachée à la Direction Générale :
- de développer la gestion à court terme des usines de production;
- de développer de nouvelles méthodes de gestion à moyen et long terme.
- Ils seront responsables des projets depuis leur conception avec les utilisateurs jusqu'à leur mise en exploitation sur ordinateur.
- La Société assurera leur formation aux techniques d'organisation et d'informatique.

Lieu de travail : Banlieue Ouest. Quelques déplacements à prévoir.

Envoyer C.V. man. photo, prêt, à BOULANGER, 102, B.P. 38 - 92121 ISSY-LES-MOULINEAUX.

- Vous terminez vos études dans les sections : Automatismes, Electrotechnique, Informatique, des établissements IUT, FPA et similaires
- ou
- Vous êtes un technicien de maintenance CONFIRMÉ.

SPERRY UNIVAC

CONSTRUCTEUR MONDIAL
D'ORDINATEURS

- Vous offre une carrière de

**Technicien
de
maintenance**

sur toute la gamme
de ses systèmes

- Vous propose
- des postes à PARIS;
- un salaire et des avantages sociaux importants.

Ecrire à SPERRY UNIVAC
Service du Personnel
3, rue Bellini, 92806 PUTEAUX.
Discretion totale assurée. Il sera répondu à toutes les candidatures.



European Organization for Nuclear Research

Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire

Le CERN, laboratoire moderne de recherche situé près de Genève, offrant des conditions financières et des garanties sociales intéressantes ainsi que d'excellentes conditions de travail dans une ambiance internationale, rech. un

Chef (Traitement de l'Information Administrative)

appelé à diriger une équipe d'environ vingt collaborateurs (analystes, programmeurs et personnel d'exploitation).

Le CANDIDAT retenu sera responsable de la mise en œuvre et de la maintenance des applications, ainsi que de leur exploitation. Il devra assurer ces travaux dans des conditions sûres et économiques. Il devra également dans le cadre des développements prévus, diriger des études de nouveaux systèmes en liaison avec les utilisateurs. Il fera des propositions à la Direction concernant les applications ou les procédures. Il développera méthodes et techniques propres à améliorer la marche de son service. Il dirigera des études pour la définition et la mise en œuvre : de la structure d'une base de données, des procédures et des routines d'accès et de validation, des standards de fichiers et de programmes. Il coordonnera enfin des activités de conversion d'applications dans un nouveau système.

LES QUALIFICATIONS souhaitées comprennent : un diplôme universitaire adéquat ou une formation théorique et pratique en informatique, de niveau équivalent : une expérience d'au moins cinq années dans l'étude, l'analyse et la programmation d'applications dans les domaines comptables, financiers et administratifs avec responsabilité d'encadrement d'une équipe; une connaissance pratique de mise en œuvre d'une banque de données; un système de traitement de la programmation de systèmes et de la conversion d'applications. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Pour les formulaires de candidature, veuillez écrire au Chef du Personnel, CERN, 1211 GENÈVE 23, Suisse, en mentionnant la référence FEN-171.

**ENSEIGNANTS
INGENIEURS
ou UNIVERSITAIRES**

Français ou francophones

recherchés par un groupe français de sociétés d'études pour exercer des responsabilités pédagogiques au sein d'une nouvelle Ecole d'Ingénieurs en ALGERIE.

- Ils devront disposer de connaissances étendues dans l'un des domaines suivants : FABRICATIONS MÉCANIQUES OU MÉCANO-SOUDEES, CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES OU MÉTALLIQUES, MÉTALLURGIE, CHIMIE, ELECTROTECHNIQUE, PHYSIQUE, MÉCANIQUE, MATHÉMATIQUES.

- Ils seront chargés :
- dans un premier temps de participer à la conception et à la planification des programmes;
- dans un second temps, de diffuser et d'animer eux-mêmes les enseignements.

- Ils seront gérés par un organisme français qui leur garantira des contrats de longue durée et qui leur assurera des rémunérations équivalentes à celles offertes par la coopération internationale. Ils bénéficieront d'un régime de protection sociale (retraite, congés, etc...)

Ecrire en adressant C.V. détaillé, avec photo, sous référence 3299, à

G-CAM-Sinorg CONSEIL

7 rue Royale - 75008 PARIS.

Jeune fille 150

150 000 000

La ligne La ligne T.C.

DEMANDES D'EMPLOI	27,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	13,00	14,51
REPRESENTAT. : Demandes	27,00	31,52
Offres	13,00	14,51
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	35,00	40,86
minimum 15 lignes de hauteur		

ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.C.

IMMOBILIER	21,00	24,51
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00	70,05
CAPITAUX	21,00	24,51
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

contrôle de gestion

BSN Gervais-Danone recherche un contrôleur de gestion pour la Direction Marketing de la Société Européenne de Brasseries, à Sèvres (92).

Il sera responsable de la mise en œuvre du cycle de planification et assistera le Directeur du Marketing et les chefs de produits pour toute question d'ordre financier, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Société.

De formation commerciale supérieure (DEC, ESSEC, ESCP), il aura acquis une expérience de 2 à 3 ans dans le contrôle de gestion. Le fait d'avoir déjà collaboré avec une Direction Marketing faciliterait l'adaptation au poste proposé et serait particulièrement apprécié.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant dernière rémunération, sous la réf. J 15, à M. Jean Borkel, BSN Gervais-Danone, 126/130, rue Jules Guesde, 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(Commercial, Economique ou équivalent)

- Vous avez les capacités et l'ambition d'assumer rapidement des responsabilités ;
- Vous avez des aptitudes prononcées à communiquer, à convaincre et à mener des négociations aux niveaux les plus élevés ;
- Vous êtes attirés par une Société en pleine expansion où seuls vos résultats et votre personnalité motiveront vos promotions ;
- Une Société pour laquelle la FORMATION PERMANENTE n'est pas un vain mot (plus de 8 % de sa masse salariale).

Si vous êtes diplômés du Service National, votre candidature nous intéresse, que vous ayez des connaissances en informatique ou non.

(Postes d'ingénieurs Commerciaux Paris et Province.)

Rover C.V. à P. Sallou
Burroughs Informatique
230, avenue Laurent-Céty, 92231 Gennevilliers.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

offre le poste de

DIRECTEUR MERCHANDISING

Il est responsable de :

- La conception de la réalisation et de la mise en place auprès de la force de vente (Directeur de Région et Chef de Groupe) des outils et techniques de vente, de vente et de formation.
- Il est le lien entre la direction des ventes et la direction du marketing pour l'élaboration des promotions et du matériel publicitaire.
- Il est rattaché au directeur des ventes.
- Ce poste convient à des candidats jeunes de fort potentiel.

Niveau d'études : formation supérieure de préférence, ayant été successivement responsable d'un secteur de vente et d'une équipe de vente dans une société pratiquant les techniques modernes de vente, de vente et de formation.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à N° 57.511 : **CONTEXTE PUBLICITÉ**
20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Notre département d'ORGANISATION GÉNÉRALE est chargé

- d'ELABORER la mise en place des nouvelles procédures administratives en liaison étroite avec le département Informatique.
- de SIMPLIFIER les circuits existants.
- de l'ENRICHISSEMENT des tâches en étudiant l'amélioration des postes de travail.

IL CHERCHE A S'ATTACHER LES SERVICES D'UN

CADRE débutant

DIPLOMÉ D'ETUDES SCIENTIFIQUES

sensible à cet aspect de la vie d'une GRANDE ENTREPRISE DE SERVICES.

Ecrire avec C.V. et réf. 13.153 à : **S.N.P.M.**
100 av. de la Gare, 92522 NEUILLY SUR SEINE

Gde Entreprise Nationalisée

recherche

INGÉNIEURS SYSTÈME CONTRACTUELS

Spécialistes : IBM 370/3080/3090, HASP (mutation vers OS/VS 2)

De travailler dans le cadre d'un gros centre exploité alternativement en mode batch de nuit et temps réel de jour.

Au sein de l'équipe SYSTÈME, leur mission sera tournée vers l'assistance technique à l'exploitation :

- recherche pour l'amélioration de la fiabilité de l'exploitation.
- diagnostic sur incident (éventuellement de nuit).
- formation des équipes à l'exploitation des gros systèmes.

Les candidats devront pouvoir faire la preuve d'une connaissance approfondie de P.O.S., d'une longue pratique de l'exploitation, et du goût au travail en équipe.

Lieu de travail : PARIS (17^e)

Adr. C.V. photo et lettre manuscrite, réf. FB 42.13 à **GAP** CONSEIL EN RECRUTEMENT
21, rue Leriche - PARIS XV^e

Société des CEMENTS FRANÇAIS

Sigle LEVALLOIS

recherche pour l'une de ses AGENCES RÉGIONALES

ATTACHÉ COMMERCIAL

Le candidat aura une formation commerciale supérieure.

Visitant la clientèle d'un secteur qui sera fixé ultérieurement, il devra acquiescer une parfaite connaissance de son marché pour tenir informés son Chef d'Agence et effectuer les études qui lui seront demandées.

Une période de formation préalable de plusieurs mois est prévue.

- 13,3 mensualités
- Avantages sociaux
- Indemnités kilométriques
- Prise en charge par la Société de l'ASSURANCE automobile et de la VIGNETTE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et références à la DIRECTION DU PERSONNEL 35, rue P.-V. Coururier 92201 Levallois-Perret

INGÉNIEURS SYSTÈME

POUR ENSEMBLES DE SIMULATION EN TELECOMMUNICATIONS

Expérience requise, au moins deux années : conception et mise au point d'équipements électroniques de CONTRÔLE INDUSTRIEL à base d'ordinateurs.

Envoyer C.V. et présentations sous n° 57411, **CONTEXTE PUBLICITÉ**, 20, avenue de l'Opéra Paris 1^{er}, qui transmettra. Discretion assurée.

Nous sommes la filiale française d'un important groupe suédois.

Nous renforçons notre équipe actuelle pour développer en France, Belgique et dans les pays de langue française, les ventes de fournitures et d'équipement de renommée mondiale dans les industries de la cellulose, du papier, des panneaux et du carton.

Pour cela nous recherchons 2 Technico-Commerciaux

UN INGÉNIEUR DE CELLULOSE

UN INGÉNIEUR PAPETIER

Vous devrez avoir 5 à 8 années d'expérience en usine de cellulose et en papeterie. L'expérience de la vente de matériaux sera un atout supplémentaire.

Vous résiderez à Paris, mais vous vous déplacerez souvent.

L'anglais courant, surtout technique, est indispensable.

Nous souhaitons avoir avec vous une conversation sympathique et constructive.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 1.864, à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, rue de la Rosière
75016 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

Organisme Public, nous offrons à des Ingénieurs et Cadres diplômés de Grandes Ecoles de l'enseignement supérieur des fonctions de

responsable de projets de coopération

Responsables de la conduite de projets dans leur ensemble (technique, organisation, financement, hommes, etc.), ils leur est demandé, outre une solide compétence technique, une expérience dans la gestion d'organisation, de gestion et de formation. Agés de 35 ans au moins, ils auront, si possible, exercé des activités de conseil.

Résider à Paris ou à l'étranger.

Les fonctions sont à prendre très rapidement. Les candidatures seront examinées par **EUREQUIP**. Ecrivez dans sous références 71 JM, à :

EUREQUIP
45, av. du Président Wilson, 75226 Paris

Ingénieur normalisation

Notre Service Normalisation et Qualification des COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES crée un nouveau poste d'ingénieur.

Il sera chargé de repérer et d'étudier les produits utilisés par les services de fabrication. Il devra être au courant des nouvelles technologies, et être capable d'expérimenter et éventuellement suggérer leur emploi.

Il assurera les liaisons avec les services utilisateurs et les organismes extérieurs spécialisés dans le domaine de la normalisation.

Outre une formation théorique d'ingénieur électronique, le titulaire devra avoir une expérience de 3 ans dans la mesure, l'utilisation et l'expérimentation des semi-conducteurs.

Il pourra acquiescer dans l'entreprise la connaissance des problèmes de normalisation.

Adresser C.V. avec rémunération souhaitée sous référence 207/M à L.M.T., Direct. Cordon des Indes, 92105 Boulogne B.P. 402 - 92105 Boulogne

L.M.T.

ADJOINT SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER, filiale d'un groupe national de banque, recherche un adjoint capable de bien maîtriser les problèmes administratifs, tout en étant disponible pour des missions ponctuelles auprès de la Direction Générale.

La fonction consiste principalement à suivre la vie des Sociétés d'assurance et d'investissements (conseils d'administration, etc.) ; à fournir l'information légale ; à superviser l'administration interne (comptabilité, gestion générale, liaison avec services de personnel) ; à assurer les relations avec les autres sociétés du Groupe.

Discrétion assurée

Envoyer C.V. sous réf. 55918 à Havas Contact, 186, Bd Haussmann 75008 Paris

40 à 45 000F/an + PARIS

attaché commercial futur chef des ventes

Nous sommes une Société d'importance nationale. Nous avons créé avec succès une branche HORTICOLE en pleine expansion.

Nous offrons un poste d'Attaché Commercial. Il devra rapidement devenir le RESPONSABLE RÉGIONAL de notre branche horticole.

Nous recherchons un candidat connaissant bien les supermarchés et les centres de la Région Parisienne et ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Il doit être capable de développer cette activité, en prospectant une clientèle nouvelle, en décalant de nouveaux marchés et en lançant de nouveaux produits.

Il nous faut un candidat ayant :

- un tempérament affirmé de vendeur,
- l'habitude des contacts commerciaux à haut niveau,
- l'ambition de réussir et de progresser dans une équipe jeune et dynamique.

Formation de base de niveau DEC, ESSEC, ESC, serait appréciée.

Adresser lettre, C.V. photo et réf. M263 à **PIERRE CATTOLINI** 118, rue de la Chapelle, 75018 Paris. La plus grande discrétion est assurée.

RÉGIE-PRESSE

recherche

pour animer cellule trésorerie

HOMME, 25 ans minimum

poste correspondant à grade de Banque CLASSE II ou III

ou COMPTABLE expérience similaire.

Rechercher l'expérience dans le domaine de la trésorerie, de la gestion et de la formation. Agés de 35 ans au moins, ils auront, si possible, exercé des activités de conseil.

Résider à Paris ou à l'étranger.

Les fonctions sont à prendre très rapidement. Les candidatures seront examinées par **EUREQUIP**. Ecrivez dans sous références 71 JM, à :

EUREQUIP
45, av. du Président Wilson, 75226 Paris

ETUDES DE MARCHÉ produits industriels

Importante société de produits chimiques, nous vous proposons de vous confier la responsabilité des études de marché de l'un des départements de notre Direction commerciale industrielle.

Analyse des marchés.

Établissement des plans marketing.

Suivi statistique des ventes.

Nous souhaitons :

- Formation Gestion ou Ecole de Commerce.
- Début d'expérience marketing produits industriels.

Alternant Indispensable.

Ecrire S/Réf. M 792 à **HEIKEL FRANCE** 14 BP 119 - 92220 BAGNEUX

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

pour travaux développement sur matériel électronique.

Adresser curriculum vitae et photo, à n° 57.541, **CONTEXTE PUBL.**, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

THOMSON MEDICAL TELCO

6, rue Vaugouin - 92222 SAINT-CLLOUD

dans le cadre de son expansion recherche

CADRES COMMERCIAUX

pour prendre responsabilité secteurs ventes PARIS, BRETAGNE, NORD, COTE-D'OR - monitoring - cathétérisme.

Ecrire avec C.V. détaillé, au Service du Personnel

INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE A VOCATION INTERNATIONALE

situé en région parisienne

crée un poste

D'ENSEIGNANT-CHERCHEUR

en

systèmes d'information

Participation à des projets de pointe dans les secteurs public et privé.

Il est demandé :

- expérience effective de l'entreprise avec responsabilité de conception, réalisation et exploitation de systèmes d'information,
- diplôme de 3^e cycle ou équivalent au minimum,
- goût de l'enseignement et de la recherche,
- âge souhaité : 30 ans minimum.

Adresser les candidatures avec curriculum vitae sous références M à M. Kaufmann-19, Av. Mac-Mahon 75017 Paris. Discretion assurée.

Très Important Groupe Chimique Français

Directeur du Personnel

PARIS 150.000 F/an.

Il s'agit d'un poste de haut niveau intéressant un professionnel d'envergure capable d'orienter la politique humaine et sociale de l'Entreprise.

Information Carrière Tous renseignements sur cette offre seront donnés confidentiellement au téléphone par Information-Carrière SVP 11.11 de 9 à 16 h. Référence 376 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

SVP.11.11

37, rue du Général Foy 75008-PARIS

chef de projet organisation informatique

Cadre : importante Société leader sur son marché (produit de l'imp.). I.L.M. 370135 DC, filiale d'un Groupe Français de dimension internationale.

Proche banlieue ouest, devant se décentraliser à ORLÈANS (2^e trimestre 1975).

Poste : Il sera chargé d'importation applications de gestion depuis leurs débuts jusqu'à leur mise en place avec la responsabilité d'une équipe d'analyse et de programmation (P.I.). Il a reçu une formation supérieure (Grande École ou équivalente). Il possède une expérience d'environ 3 ans au niveau conception ou informatique de gestion.

En vue de contacts et ses qualités humaines lui permettent d'établir des relations et de dialoguer à tous niveaux.

Adresser C.V. détaillé (précisions, photo) sous réf. 25.222/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00 6,00
REPRESENTAT. : Demandes	27,00 31,52
Offres	13,00 14,91
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	27,00 31,52
minimum 15 lignes de hauteur	35,00 40,65

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00 24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00 24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00 70,05
CAPITAUX	21,00 24,51
OCCASIONS	21,00 24,51

L'immobilier exclusivité

constructions neuves

AUX PORTES DE PARIS - 94-SAINT-MAURICE
« Résidence du Manège »
121-122, rue du Maréchal-Ledoux,
près Bois de Vincennes - R.E.R. station Joinville
IMMOBILIER GRAND CONFORT - Jardin, parking.
2 A 5 PIÈCES
Prix définitif - Crédit 80 %
LIVRAISON 1974
APPELÉMENT MONDIALE - Jeudi, samedi
et dimanche de 14 h. à 19 h. - Tél. : 893-19-82.
PIERRE BARON S.A., 36, rue Copernic, 75116 PARIS
Téléphone : 553-21-32.

LE MARAIS THORIGNY
Un hôtel d'époque,
la nôtre.
Du studio ou 6 pièces
13 rue de Thorigny
Visite sur place :
tous les jours,
Vendredi de 13h à 19h,
Samedi et Dimanche
de 10h30 à 12h30
et 14h à 19h.

COGEDIM
266.34.56

locaux commerciaux

BD HAUSMANN
Local 30 m², rez-de-chaussée,
rue n° 123 F. - 357-16-18.

BOULOGNE, J. B. Chénard
Petite maison, annexe en tout
propre. Poss. de commerce. 40 m².
Téléphone : 352-42-34.


LOCK NEUFS av. Parisiens,
100 m² entresol, 120 m² rez-de-
chaussée, 100 m² 1^{er} étage, 100 m²
2^e étage, 100 m² 3^e étage, 100 m²
4^e étage, 100 m² 5^e étage, 100 m²
6^e étage, 100 m² 7^e étage, 100 m²
8^e étage, 100 m² 9^e étage, 100 m²
10^e étage, 100 m² 11^e étage, 100 m²
12^e étage, 100 m² 13^e étage, 100 m²
14^e étage, 100 m² 15^e étage, 100 m²
16^e étage, 100 m² 17^e étage, 100 m²
18^e étage, 100 m² 19^e étage, 100 m²
20^e étage, 100 m² 21^e étage, 100 m²
22^e étage, 100 m² 23^e étage, 100 m²
24^e étage, 100 m² 25^e étage, 100 m²
26^e étage, 100 m² 27^e étage, 100 m²
28^e étage, 100 m² 29^e étage, 100 m²
30^e étage, 100 m² 31^e étage, 100 m²
32^e étage, 100 m² 33^e étage, 100 m²
34^e étage, 100 m² 35^e étage, 100 m²
36^e étage, 100 m² 37^e étage, 100 m²
38^e étage, 100 m² 39^e étage, 100 m²
40^e étage, 100 m² 41^e étage, 100 m²
42^e étage, 100 m² 43^e étage, 100 m²
44^e étage, 100 m² 45^e étage, 100 m²
46^e étage, 100 m² 47^e étage, 100 m²
48^e étage, 100 m² 49^e étage, 100 m²
50^e étage, 100 m² 51^e étage, 100 m²
52^e étage, 100 m² 53^e étage, 100 m²
54^e étage, 100 m² 55^e étage, 100 m²
56^e étage, 100 m² 57^e étage, 100 m²
58^e étage, 100 m² 59^e étage, 100 m²
60^e étage, 100 m² 61^e étage, 100 m²
62^e étage, 100 m² 63^e étage, 100 m²
64^e étage, 100 m² 65^e étage, 100 m²
66^e étage, 100 m² 67^e étage, 100 m²
68^e étage, 100 m² 69^e étage, 100 m²
70^e étage, 100 m² 71^e étage, 100 m²
72^e étage, 100 m² 73^e étage, 100 m²
74^e étage, 100 m² 75^e étage, 100 m²
76^e étage, 100 m² 77^e étage, 100 m²
78^e étage, 100 m² 79^e étage, 100 m²
80^e étage, 100 m² 81^e étage, 100 m²
82^e étage, 100 m² 83^e étage, 100 m²
84^e étage, 100 m² 85^e étage, 100 m²
86^e étage, 100 m² 87^e étage, 100 m²
88^e étage, 100 m² 89^e étage, 100 m²
90^e étage, 100 m² 91^e étage, 100 m²
92^e étage, 100 m² 93^e étage, 100 m²
94^e étage, 100 m² 95^e étage, 100 m²
96^e étage, 100 m² 97^e étage, 100 m²
98^e étage, 100 m² 99^e étage, 100 m²
100^e étage, 100 m² 101^e étage, 100 m²
102^e étage, 100 m² 103^e étage, 100 m²
104^e étage, 100 m² 105^e étage, 100 m²
106^e étage, 100 m² 107^e étage, 100 m²
108^e étage, 100 m² 109^e étage, 100 m²
110^e étage, 100 m² 111^e étage, 100 m²
112^e étage, 100 m² 113^e étage, 100 m²
114^e étage, 100 m² 115^e étage, 100 m²
116^e étage, 100 m² 117^e étage, 100 m²
118^e étage, 100 m² 119^e étage, 100 m²
120^e étage, 100 m² 121^e étage, 100 m²
122^e étage, 100 m² 123^e étage, 100 m²
124^e étage, 100 m² 125^e étage, 100 m²
126^e étage, 100 m² 127^e étage, 100 m²
128^e étage, 100 m² 129^e étage, 100 m²
130^e étage, 100 m² 131^e étage, 100 m²
132^e étage, 100 m² 133^e étage, 100 m²
134^e étage, 100 m² 135^e étage, 100 m²
136^e étage, 100 m² 137^e étage, 100 m²
138^e étage, 100 m² 139^e étage, 100 m²
140^e étage, 100 m² 141^e étage, 100 m²
142^e étage, 100 m² 143^e étage, 100 m²
144^e étage, 100 m² 145^e étage, 100 m²
146^e étage, 100 m² 147^e étage, 100 m²
148^e étage, 100 m² 149^e étage, 100 m²
150^e étage, 100 m² 151^e étage, 100 m²
152^e étage, 100 m² 153^e étage, 100 m²
154^e étage, 100 m² 155^e étage, 100 m²
156^e étage, 100 m² 157^e étage, 100 m²
158^e étage, 100 m² 159^e étage, 100 m²
160^e étage, 100 m² 161^e étage, 100 m²
162^e étage, 100 m² 163^e étage, 100 m²
164^e étage, 100 m² 165^e étage, 100 m²
166^e étage, 100 m² 167^e étage, 100 m²
168^e étage, 100 m² 169^e étage, 100 m²
170^e étage, 100 m² 171^e étage, 100 m²
172^e étage, 100 m² 173^e étage, 100 m²
174^e étage, 100 m² 175^e étage, 100 m²
176^e étage, 100 m² 177^e étage, 100 m²
178^e étage, 100 m² 179^e étage, 100 m²
180^e étage, 100 m² 181^e étage, 100 m²
182^e étage, 100 m² 183^e étage, 100 m²
184^e étage, 100 m² 185^e étage, 100 m²
186^e étage, 100 m² 187^e étage, 100 m²
188^e étage, 100 m² 189^e étage, 100 m²
190^e étage, 100 m² 191^e étage, 100 m²
192^e étage, 100 m² 193^e étage, 100 m²
194^e étage, 100 m² 195^e étage, 100 m²
196^e étage, 100 m² 197^e étage, 100 m²
198^e étage, 100 m² 199^e étage, 100 m²
200^e étage, 100 m² 201^e étage, 100 m²
202^e étage, 100 m² 203^e étage, 100 m²
204^e étage, 100 m² 205^e étage, 100 m²
206^e étage, 100 m² 207^e étage, 100 m²
208^e étage, 100 m² 209^e étage, 100 m²
210^e étage, 100 m² 211^e étage, 100 m²
212^e étage, 100 m² 213^e étage, 100 m²
214^e étage, 100 m² 215^e étage, 100 m²
216^e étage, 100 m² 217^e étage, 100 m²
218^e étage, 100 m² 219^e étage, 100 m²
220^e étage, 100 m² 221^e étage, 100 m²
222^e étage, 100 m² 223^e étage, 100 m²
224^e étage, 100 m² 225^e étage, 100 m²
226^e étage, 100 m² 227^e étage, 100 m²
228^e étage, 100 m² 229^e étage, 100 m²
230^e étage, 100 m² 231^e étage, 100 m²
232^e étage, 100 m² 233^e étage, 100 m²
234^e étage, 100 m² 235^e étage, 100 m²
236^e étage, 100 m² 237^e étage, 100 m²
238^e étage, 100 m² 239^e étage, 100 m²
240^e étage, 100 m² 241^e étage, 100 m²
242^e étage, 100 m² 243^e étage, 100 m²
244^e étage, 100 m² 245^e étage, 100 m²
246^e étage, 100 m² 247^e étage, 100 m²
248^e étage, 100 m² 249^e étage, 100 m²
250^e étage, 100 m² 251^e étage, 100 m²
252^e étage, 100 m² 253^e étage, 100 m²
254^e étage, 100 m² 255^e étage, 100 m²
256^e étage, 100 m² 257^e étage, 100 m²
258^e étage, 100 m² 259^e étage, 100 m²
260^e étage, 100 m² 261^e étage, 100 m²
262^e étage, 100 m² 263^e étage, 100 m²
264^e étage, 100 m² 265^e étage, 100 m²
266^e étage, 100 m² 267^e étage, 100 m²
268^e étage, 100 m² 269^e étage, 100 m²
270^e étage, 100 m² 271^e étage, 100 m²
272^e étage, 100 m² 273^e étage, 100 m²
274^e étage, 100 m² 275^e étage, 100 m²
276^e étage, 100 m² 277^e étage, 100 m²
278^e étage, 100 m² 279^e étage, 100 m²
280^e étage, 100 m² 281^e étage, 100 m²
282^e étage, 100 m² 283^e étage, 100 m²
284^e étage, 100 m² 285^e étage, 100 m²
286^e étage, 100 m² 287^e étage, 100 m²
288^e étage, 100 m² 289^e étage, 100 m²
290^e étage, 100 m² 291^e étage, 100 m²
292^e étage, 100 m² 293^e étage, 100 m²
294^e étage, 100 m² 295^e étage, 100 m²
296^e étage, 100 m² 297^e étage, 100 m²
298^e étage, 100 m² 299^e étage, 100 m²
300^e étage, 100 m² 301^e étage, 100 m²
302^e étage, 100 m² 303^e étage, 100 m²
304^e étage, 100 m² 305^e étage, 100 m²
306^e étage, 100 m² 307^e étage, 100 m²
308^e étage, 100 m² 309^e étage, 100 m²
310^e étage, 100 m² 311^e étage, 100 m²
312^e étage, 100 m² 313^e étage, 100 m²
314^e étage, 100 m² 315^e étage, 100 m²
316^e étage, 100 m² 317^e étage, 100 m²
318^e étage, 100 m² 319^e étage, 100 m²
320^e étage, 100 m² 321^e étage, 100 m²
322^e étage, 100 m² 323^e étage, 100 m²
324^e étage, 100 m² 325^e étage, 100 m²
326^e étage, 100 m² 327^e étage, 100 m²
328^e étage, 100 m² 329^e étage, 100 m²
330^e étage, 100 m² 331^e étage, 100 m²
332^e étage, 100 m² 333^e étage, 100 m²
334^e étage, 100 m² 335^e étage, 100 m²
336^e étage, 100 m² 337^e étage, 100 m²
338^e étage, 100 m² 339^e étage, 100 m²
340^e étage, 100 m² 341^e étage, 100 m²
342^e étage, 100 m² 343^e étage, 100 m²
344^e étage, 100 m² 345^e étage, 100 m²
346^e étage, 100 m² 347^e étage, 100 m²
348^e étage, 100 m² 349^e étage, 100 m²
350^e étage, 100 m² 351^e étage, 100 m²
352^e étage, 100 m² 353^e étage, 100 m²
354^e étage, 100 m² 355^e étage, 100 m²
356^e étage, 100 m² 357^e étage, 100 m²
358^e étage, 100 m² 359^e étage, 100 m²
360^e étage, 100 m² 361^e étage, 100 m²
362^e étage, 100 m² 363^e étage, 100 m²
364^e étage, 100 m² 365^e étage, 100 m²
366^e étage, 100 m² 367^e étage, 100 m²
368^e étage, 100 m² 369^e étage, 100 m²
370^e étage, 100 m² 371^e étage, 100 m²
372^e étage, 100 m² 373^e étage, 100 m²
374^e étage, 100 m² 375^e étage, 100 m²
376^e étage, 100 m² 377^e étage, 100 m²
378^e étage, 100 m² 379^e étage, 100 m²
380^e étage, 100 m² 381^e étage, 100 m²
382^e étage, 100 m² 383^e étage, 100 m²
384^e étage, 100 m² 385^e étage, 100 m²
386^e étage, 100 m² 387^e étage, 100 m²
388^e étage, 100 m² 389^e étage, 100 m²
390^e étage, 100 m² 391^e étage, 100 m²
392^e étage, 100 m² 393^e étage, 100 m²
394^e étage, 100 m² 395^e étage, 100 m²
396^e étage, 100 m² 397^e étage, 100 m²
398^e étage, 100 m² 399^e étage, 100 m²
400^e étage, 100 m² 401^e étage, 100 m²
402^e étage, 100 m² 403^e étage, 100 m²
404^e étage, 100 m² 405^e étage, 100 m²
406^e étage, 100 m² 407^e étage, 100 m²
408^e étage, 100 m² 409^e étage, 100 m²
410^e étage, 100 m² 411^e étage, 100 m²
412^e étage, 100 m² 413^e étage, 100 m²
414^e étage, 100 m² 415^e étage, 100 m²
416^e étage, 100 m² 417^e étage, 100 m²
418^e étage, 100 m² 419^e étage, 100 m²
420^e étage, 100 m² 421^e étage, 100 m²
422^e étage, 100 m² 423^e étage, 100 m²
424^e étage, 100 m² 425^e étage, 100 m²
426^e étage, 100 m² 427^e étage, 100 m²
428^e étage, 100 m² 429^e étage, 100 m²
430^e étage, 100 m² 431^e étage, 100 m²
432^e étage, 100 m² 433^e étage, 100 m²
434^e étage, 100 m² 435^e étage, 100 m²
436^e étage, 100 m² 437^e étage, 100 m²
438^e étage, 100 m² 439^e étage, 100 m²
440^e étage, 100 m² 441^e étage, 100 m²
442^e étage, 100 m² 443^e étage, 100 m²
444^e étage, 100 m² 445^e étage, 100 m²
446^e étage, 100 m² 447^e étage, 100 m²
448^e étage, 100 m² 449^e étage, 100 m²
450^e étage, 100 m² 451^e étage, 100 m²
452^e étage, 10



6 à partir de **\$200** **FD** **30 %** **1974** **50** **Disp.**

FD **M** **VERNEUILLE** **SAINT-PLACIDE** **FDN**

IMMEUBLE « ABBÉ GRÉGOIRE » - 15, r. de l'Abbé Grégoire - 51C, dans rue calme, près carref. Sév.-Babylone. Resté à vente 1 st, 1 2 p, 3 p 5 p, 4 p, 5 p, 6 p, 7 p, 8 p, 9 p, 10 p, 11 p, 12 p, 13 p, 14 p, 15 p, 16 p, 17 p, 18 p, 19 p, 20 p, 21 p, 22 p, 23 p, 24 p, 25 p, 26 p, 27 p, 28 p, 29 p, 30 p, 31 p, 32 p, 33 p, 34 p, 35 p, 36 p, 37 p, 38 p, 39 p, 40 p, 41 p, 42 p, 43 p, 44 p, 45 p, 46 p, 47 p, 48 p, 49 p, 50 p, 51 p, 52 p, 53 p, 54 p, 55 p, 56 p, 57 p, 58 p, 59 p, 60 p, 61 p, 62 p, 63 p, 64 p, 65 p, 66 p, 67 p, 68 p, 69 p, 70 p, 71 p, 72 p, 73 p, 74 p, 75 p, 76 p, 77 p, 78 p, 79 p, 80 p, 81 p, 82 p, 83 p, 84 p, 85 p, 86 p, 87 p, 88 p, 89 p, 90 p, 91 p, 92 p, 93 p, 94 p, 95 p, 96 p, 97 p, 98 p, 99 p, 100 p. 110 p, 111 p, 112 p, 113 p, 114 p, 115 p, 116 p, 117 p, 118 p, 119 p, 120 p, 121 p, 122 p, 123 p, 124 p, 125 p, 126 p, 127 p, 128 p, 129 p, 130 p, 131 p, 132 p, 133 p, 134 p, 135 p, 136 p, 137 p, 138 p, 139 p, 140 p, 141 p, 142 p, 143 p, 144 p, 145 p, 146 p, 147 p, 148 p, 149 p, 150 p, 151 p, 152 p, 153 p, 154 p, 155 p, 156 p, 157 p, 158 p, 159 p, 160 p, 161 p, 162 p, 163 p, 164 p, 165 p, 166 p, 167 p, 168 p, 169 p, 170 p, 171 p, 172 p, 173 p, 174 p, 175 p, 176 p, 177 p, 178 p, 179 p, 180 p, 181 p, 182 p, 183 p, 184 p, 185 p, 186 p, 187 p, 188 p, 189 p, 190 p, 191 p, 192 p, 193 p, 194 p, 195 p, 196 p, 197 p, 198 p, 199 p, 200 p. 201 p, 202 p, 203 p, 204 p, 205 p, 206 p, 207 p, 208 p, 209 p, 210 p, 211 p, 212 p, 213 p, 214 p, 215 p, 216 p, 217 p, 218 p, 219 p, 220 p, 221 p, 222 p, 223 p, 224 p, 225 p, 226 p, 227 p, 228 p, 229 p, 230 p, 231 p, 232 p, 233 p, 234 p, 235 p, 236 p, 237 p, 238 p, 239 p, 240 p, 241 p, 242 p, 243 p, 244 p, 245 p, 246 p, 247 p, 248 p, 249 p, 250 p, 251 p, 252 p, 253 p, 254 p, 255 p, 256 p, 257 p, 258 p, 259 p, 260 p, 261 p, 262 p, 263 p, 264 p, 265 p, 266 p, 267 p, 268 p, 269 p, 270 p, 271 p, 272 p, 273 p, 274 p, 275 p, 276 p, 277 p, 278 p, 279 p, 280 p, 281 p, 282 p, 283 p, 284 p, 285 p, 286 p, 287 p, 288 p, 289 p, 290 p, 291 p, 292 p, 293 p, 294 p, 295 p, 296 p, 297 p, 298 p, 299 p, 300 p. 301 p, 302 p, 303 p, 304 p, 305 p, 306 p, 307 p, 308 p, 309 p, 310 p, 311 p, 312 p, 313 p, 314 p, 315 p, 316 p, 317 p, 318 p, 319 p, 320 p, 321 p, 322 p, 323 p, 324 p, 325 p, 326 p, 327 p, 328 p, 329 p, 330 p, 331 p, 332 p, 333 p, 334 p, 335 p, 336 p, 337 p, 338 p, 339 p, 340 p, 341 p, 342 p, 343 p, 344 p, 345 p, 346 p, 347 p, 348 p, 349 p, 350 p, 351 p, 352 p, 353 p, 354 p, 355 p, 356 p, 357 p, 358 p, 359 p, 360 p, 361 p, 362 p, 363 p, 364 p, 365 p, 366 p, 367 p, 368 p, 369 p, 370 p, 371 p, 372 p, 373 p, 374 p, 375 p, 376 p, 377 p, 378 p, 379 p, 380 p, 381 p, 382 p, 383 p, 384 p, 385 p, 386 p, 387 p, 388 p, 389 p, 390 p, 391 p, 392 p, 393 p, 394 p, 395 p, 396 p, 397 p, 398 p, 399 p, 400 p. 401 p, 402 p, 403 p, 404 p, 405 p, 406 p, 407 p, 408 p, 409 p, 410 p, 411 p, 412 p, 413 p, 414 p, 415 p, 416 p, 417 p, 418 p, 419 p, 420 p, 421 p, 422 p, 423 p, 424 p, 425 p, 426 p, 427 p, 428 p, 429 p, 430 p, 431 p, 432 p, 433 p, 434 p, 435 p, 436 p, 437 p, 438 p, 439 p, 440 p, 441 p, 442 p, 443 p, 444 p, 445 p, 446 p, 447 p, 448 p, 449 p, 450 p, 451 p, 452 p, 453 p, 454 p, 455 p, 456 p, 457 p, 458 p, 459 p, 460 p, 461 p, 462 p, 463 p, 464 p, 465 p, 466 p, 467 p, 468 p, 469 p, 470 p, 471 p, 472 p, 473 p, 474 p, 475 p, 476 p, 477 p, 478 p, 479 p, 480 p, 481 p, 482 p, 483 p, 484 p, 485 p, 486 p, 487 p, 488 p, 489 p, 490 p, 491 p, 492 p, 493 p, 494 p, 495 p, 496 p, 497 p, 498 p, 499 p, 500 p. 501 p, 502 p, 503 p, 504 p, 505 p, 506 p, 507 p, 508 p, 509 p, 510 p, 511 p, 512 p, 513 p, 514 p, 515 p, 516 p, 517 p, 518 p, 519 p, 520 p, 521 p, 522 p, 523 p, 524 p, 525 p, 526 p, 527 p, 528 p, 529 p, 530 p, 531 p, 532 p, 533 p, 534 p, 535 p, 536 p, 537 p, 538 p, 539 p, 540 p, 541 p, 542 p, 543 p, 544 p, 545 p, 546 p, 547 p, 548 p, 549 p, 550 p, 551 p, 552 p, 553 p, 554 p, 555 p, 556 p, 557 p, 558 p, 559 p, 560 p, 561 p, 562 p, 563 p, 564 p, 565 p, 566 p, 567 p, 568 p, 569 p, 570 p, 571 p, 572 p, 573 p, 574 p, 575 p, 576 p, 577 p, 578 p, 579 p, 580 p, 581 p, 582 p, 583 p, 584 p, 585 p, 586 p, 587 p, 588 p, 589 p, 590 p, 591 p, 592 p, 593 p, 594 p, 595 p, 596 p, 597 p, 598 p, 599 p, 600 p. 601 p, 602 p, 603 p, 604 p, 605 p, 606 p, 607 p, 608 p, 609 p, 610 p, 611 p, 612 p, 613 p, 614 p, 615 p, 616 p, 617 p, 618 p, 619 p, 620 p, 621 p, 622 p, 623 p, 624 p, 625 p, 626 p, 627 p, 628 p, 629 p, 630 p, 631 p, 632 p, 633 p, 634 p, 635 p, 636 p, 637 p, 638 p, 639 p, 640 p, 641 p, 642 p, 643 p, 644 p, 645 p, 646 p, 647 p, 648 p, 649 p, 650 p, 651 p, 652 p, 653 p, 654 p, 655 p, 656 p, 657 p, 658 p, 659 p, 660 p, 661 p, 662 p, 663 p, 664 p, 665 p, 666 p, 667 p, 668 p, 669 p, 670 p, 671 p, 672 p, 673 p, 674 p, 675 p, 676 p, 677 p, 678 p, 679 p, 680 p, 681 p,

COFFIN

12 A PARTIR **2.250** **80 %** **FD** **20** **1975** **172** **6** 

 **PICPUS**  **POINTE DE VINCENNES** **162**

**« LE 22 » MOUSSET ROBERT - 22, rue Mousser-
Robert - 24, rue Sibuet - 300 m M° Picpus, près Bois, vols
privée, imm. stand. 10 étages, fag. marbre. Du studio ad
4 pièces grand confort. Bureaux de vente tous les jours
de 14 heures à 18 h 30, sauf mardi et mercredi.
125, r. de Cherche-Midi (115), SUF. 24-28.**
S.I.E.T.R.A.


13 **4.000** **80 %**
FD **20** **1975**

57 **(M)**
67 **CONVISART**
PL. D'ITALIE

20-12, RUE DU MOULIN-DES-PRÉS - Un élégant petit immeuble dans un quartier pratique. Exposition pleine soleil. Studios ou 5 pièces. Livraison septembre 1975, peintures terminées; cuisines et salles de bains aménagées. Inacoustisation. — Information et vente : **PROMEX**, 65, r. Rameauville, PARIS-17. Téléphone : 745-82.10

14 **4.200** **80 %** **1975**
FD **20** **35**
28 **(M)** **FERNET**
58

15-19, RUE NIEPCE - Un élégant petit immeuble dans une rue calme. Exposition plein soleil. Studios ou 3 pièces. Livraison printemps 1975, peintures terminées, cuisines et salles de bains aménagées. Insonorité. Information et vente : **PROMEX**, 65, rue Rennequin, PARIS-17^e, Tél. : 755-82-10.




16
FD

80 %


20

1975


20



MEXELMARKS



22
62



SUD
QUEST

LE RENAISSANCE - 74-76, rue Michel-Ange - Immeuble de Luxe, 2 p. : 55 m2 plus 12 m2 de balc. et 3 p. grde terrasse, Chauff. elect. integré. Cuisines équipées. Salles de bains entièrement en briare. Livrais. 1^{er} trim. 75. Rens. et Vrs : C.E.R.J.I., 191, rue Saint-Honoré, 75001 Paris - Tél. : 260-30-15 +

17 **6.000** **70 %** **1975** **22**

REVISABLE **15** **1975**

M **PETITE WAGRAM** **100** **100** **PETIT TRAIN**

PEREIRE-WAGRAM - 107-103, bd Pereire - Une haute

CE R J I **qualité de construct. dans un environn.**


CE R J I **résidentiel et à rez. de toutes les surfaces et**

CE R J I **commun. essentielles. L'ouvrage appar.**

CE R J I **de 2, 3 et 5 pièces et un appart. « Jardin »**

CE R J I **au dernier étage. Rens. et vtes : C.E.R.J.I.**

CE R J I **191, r. St-Honoré, Paris-1^{er} - 260.30.15+**



18 ANS
D'EXPÉRIENCE




3.500
REVISABLE

80 %
20

1976



2000
Dmpt 127









LA FOURCHE


IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22-24-26, av. de Saint-Ouen (près de la pl. Clichy) - Sur grds jard., stud. et 2 p. entier, équip. et différ. plans de 2, 3, 4, 5 p., loggias terr. S. pl. les après-midi, bur. vit (Gr Mer), tél. 522-43-00.

Société ZANNETTACCI
20, rue Royale - PARIS-8°
Téléph. : 742-26-56

Société OCCIDENT-VENTE
15, av. Malignan - PARIS-8°
Téléph. : 359-98-32

18  **30 %**   

PERSONALISÉE

 **Pts**  **CLIGNANCOURT**

SQUARE ST-FRANÇOIS - 52, rue Lefort - 46 appart.
disp., du st. au 5 p. Livr. en act. 74. Le 3.330 et 4.280 F.
prix fermes et del. act. poss. de cession 50 et 50 % max.

App. tém.: L. H. V. de 13 à 19 h, S.
et D. de 10 h 30 à 12 h 30 et de
14 h à 19 h. Réalis. **COGEDIM**,
12, r. Roquépine-87, 266-34-56.

19

3.200

FD

150

LAURINIERE

80 %

20

1975

150

150

LOIRE-DEHAYNIN - 20, rue E.-Dehaynin - Situés à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élevés aux styles logés en bordure du quai de la Loire. Studios, 3, 4 et 5 p. Visite sur place tous les jours (sauf merçr) de 14 à 19 h 30, samedi et dimanche de 11 à 19 h 30.

SERCO

14, rue Magellan - PARIS (8^e).
Téléphone : 720-80-00.

19 **2.600** **CF.** **LIVRAISON IMMEDIATE** **196** 

 **60** **M** **EXPENSE RIQUES**

LES ORGUES DE FLANDRE - 24, rue Archereau -
 Du 2 au 4 pièces. Dans centre entièrement en rénovation,
 au centre d'Jardin (1 ha), Grandes loggias double expo-
 sition, Exposition d'été, Permanence : tous les jours
 de 14 h 30 à 18 h 30, F.F.F., 159, r. Nationale,
 Paris-13^e - Téléphone : 589-20-03



20 **3.050** **80 %** **1974** **467** 

FD **20**

26 61 **35 69** **40 76** **(M)** **GAMBETTA** **CORNAS** **MAILLERCHES** **GAUFRIN** **(RER)** 

PYRÉNÉES 139 - 139, rue des Pyrénées - 2 à 6 pièces
et chambres individuelles dans un vaste jardin intérieur.

Appartements terminés
ouverts tous les jours
de 10 h à 19 h
(Téléph. : 636-04-41.)

SETAG **REALISATION SERCO**

Vente à SETAG.

« Le Monde Immobilier »
est une rubrique de publicité ouverte à tous
les constructeurs-promoteurs.
Elle est destinée à faciliter la démarche de
nos lecteurs dans la recherche et le choix
d'un programme immobilier.

**...et pour financer votre achat
un prêt
cde**

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS
6 rue Volney 75083 PARIS CEDEX 02
TÉL. 260-35-10 et 742-73-15

1501

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Les nouveaux projets de centrales nucléaires doivent être « bloqués »

demande l'ancien directeur du cabinet de M. Robert Poujade

On s'étonnait, et on s'étonne encore, de la discrétion qu'a toujours montrée le ministère de l'Environnement devant la multiplication des centrales nucléaires. Respect de la solidarité ministérielle ? Crainte d'affronter plus fort que soi, c'est-à-dire le ministère de l'Industrie et son puissant vassal l'Électricité de France ? Il semblait, au début de cette année, qu'une certaine concertation s'ébauchait, néanmoins, entre les fonctionnaires de l'environnement et les autres parties prenantes en matière nucléaire. Mais l'accélération du programme de construction des centrales et le

dynamisme propre de l'E.D.F., d'une part, la vacance du pouvoir politique pendant trois mois, d'autre part, ont changé les conditions du dialogue et le rapport des forces. Tout se passe à nouveau comme si l'environnement des centrales était le domaine réservé de l'E.D.F. et un sujet tabou.

M. Jacques Belle, redevenu conseiller à la Cour des comptes, après avoir été pendant trois ans directeur de cabinet de M. Robert Poujade, rompt le silence. N'étant plus tenu à l'obligation de

réserve, il s'exprime avec vivacité, dans le n° 100 de la Presse Environnement, ses craintes à l'égard de la politique de l'E.D.F. Dans le préambule de son texte, M. Belle ne remet nullement en cause l'objectif d'indépendance énergétique de la France et le choix nucléaire. Il ne conteste pas davantage que le problème de la sûreté des centrales (1) ait été résolu — bien qu'il s'agisse du contrôle de la puissance

publique sur le transport et le stockage des déchets. Mais, selon lui, les problèmes d'environnement sont très loin d'avoir reçu une solution satisfaisante.

elle. En regard des dizaines de milliards à investir, les quelques centaines de Français nouveaux nécessaires ne sauraient être mesurés.

Il en va de même en ce qui concerne le contrôle qui, étroitement lié aux études, doit être aussi indépendant en matière de surveillance du milieu qu'il l'est en matière de sûreté nucléaire.

Bonne fortune, il n'a pas les moyens en effectifs et en appareils, ne lui soient pas aussi ridiculement

complets.

Mais de même que l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

l'information interne de la puissance publique doit être convenablement assurée par les études et par le contrôle, il ne saurait être question, dans un domaine aussi sensible et aussi « politique », d'abandonner au producteur-vendeur la responsabilité de l'information du public. C'est pourquoi bien que

A PROPOS DE...

L'AMÉNAGEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES

La qualité de la vie au jour le jour

Éviter que les zones industrielles, en province, ne soient des ghettos, tenter de rapprocher les lieux d'habitation des lieux de travail, donner dans la mesure du possible un aspect agréable aux usines, entreprises ou bureaux, qui sont pendant sept à huit heures par jour le cadre de vie des citoyens, tel est un des soucis nouveaux des responsables de l'aménagement du territoire. Des expériences sont tentées dans ce sens, avec la participation des collectivités locales. À Brest (zone de Kergaradec), Cambrai, Angoulême, Le Vaudreuil près de Rouen, Toul, en Meurthe-et-Moselle.

À l'origine, la zone industrielle n'est rien d'autre qu'un lieu de regroupement d'entreprises sur une surface donnée et aménagée à cet effet avec la voirie, l'éclairage, l'eau. Peu à peu, des services communs utiles (centre de stockage, restaurant, gardiennage) se sont développés. Aujourd'hui on tente d'aller plus loin et d'y réintroduire « la vie » en remettant en cause la séparation travail-loisirs et travail-habitat. Tâche délicate.

Sur la « pôle » industrielle de Toul-Gondreville, à une vingtaine de kilomètres de Nancy, là où il y a un ancien camp américain, on désire offrir des services non seulement aux industriels mais aussi aux salariés. Actuellement, leur nombre atteint deux mille deux cents. Mais quinze mille prévus qui se partagent entre Kléber-Colombes, Pont-a-Mousson, Berger-Levrault, Koppers et diverses petites unités.

L'idée du « Centre de vie » a cheminé depuis la DATAR par la Mission régionale de Lorraine, les services de l'équipement et le Syndicat mixte des zones industrielles de Meurthe-et-Moselle. Il comportera un restaurant d'entreprise, un débit d'hotellerie, une bibliothèque, un atelier de bricolage, un bureau de poste, de la Sécurité sociale, de la médecine du travail, une banque, un

drugstore, un tabac-journaux, une salle de formation et des terrains de sports.

Certains se posent même la question d'y inclure des logements pour recréer ainsi une ville au milieu des usines. On se penche sur un « plan de paysage » au pôle industriel afin d'insérer au mieux les entreprises dans la nature et éviter les vastes plaines formes où s'alignent couramment des bâtiments préfabriqués peu esthétiques. Mille hectares ont été retenus pour la zone de Toul-Gondreville, dont trois cents cinquante à quatre cents seront occupés par les industries (cent cinquante actuellement). Sa surface est séparée en deux par des bois.

Quant au « Centre de vie », il occupera 2 hectares de la zone et nécessitera près de 7 millions de francs d'investissement. La DATAR et les industriels en financent chacun un tiers, le reste étant payé par la municipalité de Toul, la chambre de commerce et le conseil général de Meurthe-et-Moselle qui discuteront le projet à l'automne. S'il est accepté, l'opération « Centre de vie » pourra être achevée dans le courant de 1975. Penser à la qualité de la vie dans la vie quotidienne. L'intention est louable. Mais construire, au moment où le conjoncture assombrit, en payer le prix.

CLAUDE LEVY.

Voici le texte de M. Jacques Belle :

Une centrale nucléaire est d'abord une énorme usine à réchauffer le milieu environnant : les deux tiers de l'énergie produite s'en vont en chaleur en pure perte et s'évacuent, soit dans l'eau dans le cas de refroidissement dit à circuit ouvert, soit à la fois dans l'eau et dans l'air sous forme de vapeur, dans le cas de la réfrigération dite atmosphérique.

Les premières centrales ont donc été installées le long des fleuves et sont destinées à fonctionner, par commodité et par économie, à circuit ouvert : Chinon-II et III et Saint-Laurent-des-Eaux-I et II sur la Loire, Fessenheim-I et II sur le Rhin, Bugey-I, II et III sur le Rhône. Bien qu'il s'agisse de groupes de puissance moyenne, 400 à 500 mégawatts, les plus récentes, les conséquences sur le milieu récepteur ne sont pas négligeables : 1 000 mégawatts nécessitent le prélèvement de 40 mètres cubes à la seconde et les échauffent de 10°C, ce qui aura pour effet, en période d'étiage, d'élever la température du Rhône de 3°C, celle du Rhin de 5°C et celle de la Loire de 7°C.

Mais les projets actuels visent à installer sur un même site jusqu'à quatre unités de 1 000 mégawatts, ce qui nécessiterait à cir-

cuiter ouvert le prélèvement de 200 mètres cubes à la seconde, c'est-à-dire le débit de la Seine à Paris. D'où l'idée d'installer, autant que possible, les super-centrales au bord de la mer, où la question du débit disponible ne pose pas. D'où aussi l'idée de mieux utiliser le débit des principaux fleuves français par le recours à la réfrigération atmosphérique qui coûte un peu plus cher (5 % à 7 % à l'investissement), qui demande cinq fois moins d'eau à prélever, mais qui en perd une partie sous forme de vapeur et qui rejette la restant à une aussi forte température que les autres centrales : les 35 m3 rejetés par une super-centrale sortront toujours à 10°C et l'échauffement du milieu récepteur demeurera considérable.

Il y a lieu d'ajouter que les tours de réfrigération ne passent pas inaperçues, soit qu'il s'agisse de deux à quatre très hautes tours de 120 mètres à 180 mètres, soit qu'il s'agisse de dix à vingt mini-tours ressemblant à d'énormes cheminées. Les sites destinés à « bénéficier » de tours sont, pour l'instant : Chinon-IV et V (tours de 140 mètres), Saint-Laurent-des-Eaux-III et IV (hautes tours de 120 mètres) et 120 mètres pour demeurer invisibles des terrasses du château de Chambord, Dampierre-en-Burly (mini-tours) sur la Loire, Bugey-IV et V sur le Rhône (tours de 180 mètres), Fessenheim-III et IV sur le Rhin. D'autres suivront. Quant aux sites maritimes étudiés ou retenus, ce sont aujourd'hui : Grandvaux (près de Dunkerque), Boulogne et Antifer (près du Havre) sur la Manche, mais aussi Ambès sur la Gironde, Fos, Leucate-Barcarès et Port-la-Nouvelle sur la Méditerranée.

Ainsi, pour une demi-douzaine de sites, les choses, y compris dans le détail de la réalisation technique, sont désormais irréversibles. Pour une dizaine d'autres, des choix demeurent ouverts : localisation exacte des centrales, plus ou moins grande concentration de puissance sur les plates-formes, dispositifs de refroidissement, etc. Mais les décisions ne sauront tarder au-delà d'un à deux ans si l'on veut tenir l'objectif de production à dix ans.

Des effets déjà considérables

C'est à ce point que la prise en considération de l'environnement impose un arrêt dans la démarche suivie au minimum un temps de réflexion, peut-être bien davantage. Jusqu'ici, nous avons délibérément pris l'objectif de production en 1980-1985 comme une donnée : quelle que soit l'évolution de la croissance, la demande d'énergie correspondante ne variera pas dans des limites considérables (on peut le chiffrer à plus ou moins 20 % par rapport à l'objectif), le nombre des sites à retenir peut être considéré comme fixe. C'est le rythme de réalisation des unités de production sera simplement plus ou moins rapide suivant la conjoncture, étant entendu qu'il faut sept à huit ans entre le choix d'un site et son équipement complet, et quatre ans pour construire une unité sur un site disponible.

Il a été indiqué chemin faisant les effets directs de la réalisation du programme sur la température de nos fleuves et ces effets sont d'ores et déjà considérables. Mais à-t-on sérieusement envisagé toutes leurs conséquences ? La réponse est négative : la réalisation des premières tranches du programme comporte d'ores et déjà une tension énorme en ce qui concerne l'environnement.

On paraît admettre sans s'en rendre compte que l'eau du Rhône puisse alimenter à longueur de mois la température de 30 degrés qu'elle n'atteint, actuellement, que quelques jours par an. On fait, à tort, l'erreur de croire que les fleuves tropicaux ont un équilibre biologique vers lequel tendront nos propres fleuves et que les espèces évolueront avec le milieu pour peu qu'on les y aide : la carpe chinoise et le tilapia remplaceront le gardon et la perche... C'est, nous semble-t-il, faire bon marché de l'avis des pêcheurs, mais aussi de tous les autres utilisateurs de nos fleuves : industriels, agriculteurs, services municipaux de distribution. C'est ignorer qu'un fleuve ne s'écoule pas du milieu qui le borde et que, de Genève à mer, c'est le climat de tout le couloir rhodanien qui risque d'être transformé de manière imprévisible : plus ou moins de brouillard à Lyon, plus ou

moins de gels dans la vallée du Rhône ? Les habitants de la ville comme les arboriculteurs méditerranéens, à tout le moins, ne se posent pas aussi.

« L'asphyxie totale » sur le Rhône et la Loire ?

Qu'en sera-t-il de la pollution ?

Théoriquement, la pollution thermique n'existe pas : et l'on cite à nouveau l'Amazonie et le Zambèze où vivent de fort beaux poissons. Mais on oublie de dire que la charge pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle et urbaine, et que donc leur pouvoir auto-épuration, affaibli par le manque d'oxygène dû à la température, n'est que peu sollicité. Il faut savoir que pour le Rhône et pour la Loire, dont personne ne songe, est faible ou nulle car ils ne bordent aucune grande agglomération industrielle

LA VIE ÉCONOMIQUE

Des Japonais en Europe

II. — Des sourires tranchants

Par JACQUELINE GRAPIN

De plus en plus nombreux, en Grande-Bretagne et surtout en Allemagne, les Japonais consacrent des sommes croissantes à l'investissement en Europe, pour soutenir les exportations vers la C.E.E., qui s'accroissent rapidement. Après les établissements du secteur commercial, ce sont les usines qui tentent maintenant les firmes japonaises, plus à l'aise pour écouler sur place les produits fabriqués sans brevets que pour les exporter depuis l'Empire du Soleil levant (le Monde du 25 juin). Mais cet essor nippon en Europe n'est pas sans poser quelques problèmes.

« L'honorable tranchant du sabre découle mieux la tête du condamné si le bourreau frappe avec le sourire », dit-on au Japon (1). M. Ohga est tout sourire. Habitué à saluer, prompt à satisfaire, la saine raison, il est aussi modeste apparemment que puissant dans son domaine.

Officiellement, il est seulement vice-président de Sony France. On le dit appelé à une belle destinée dans son groupe. Rue Madame-de-Sanallou, à Cléchy, il a pour président une personnalité qui fut longtemps le porte-parole de l'industrie française : M. Jacques Dantot, cinquante-huit ans, ancien président de la Fédération nationale des industries électroniques et ancien directeur général du plus important groupe français de ce secteur, Thomson Brandt - C.R.T. Mais l'annonce des sociétés japonaises en France omet de mentionner le nom du président de Sony France, pour ne citer que celui de son vice-président.

« Sony France n'est qu'une représentation juridique de ce qui aurait dû être un département de vente de Sony en France », admet M. Dantot. Les choses se présentent bien : la société est détenue à parité par le groupe japonais et par la Banque de Suède. C'est le canal par lequel s'écoulent les récepteurs de télévision, les chaînes de haute fidélité et les magnétophones que le géant nippon de l'électronique vend en France. Toutefois son vaste magasin de démonstration des Champs-Élysées, le Sony Show, n'appartient pas à Sony France. C'est la Sony Overseas Corporation, c'est-à-dire la société holding internationale de Sony, qui en est propriétaire. De même l'usine de cathodopes pour télévision en couleur dont la construction en France est prévue pour prochainement sera vraisemblablement la propriété de la Sony Overseas Corp. Sony France, qui dirige un état-major japonais, emploie une centaine de personnes, dont une partie apporte son appui technique aux autres filiales et départements du groupe Sony. Mais cette filiale n'a aucune initiative.

Les importations en France d'appareils de télévision et de magnétophones sont contingencées, de sorte que Sony ne fournit encore qu'un faible pourcentage du marché. Mais cela ne saurait durer. Après bien des faux pas, Sony semble sur le point de

sortir de l'ornière. D'abord ses relations avec l'administration s'améliorent. Après avoir eu la maladresse d'inaugurer à grand fracas une implantation correspondant à « un investissement étranger non autorisé », puis d'entreprendre, sans autorisation, son distributeur français (la société Tranchant Electronique) pour se séparer de lui, Sony a mis de l'eau dans son saladier : la construction d'une usine qui sauve les apparences, la promesse d'installer en France des usines créatrices d'emplois, etc.

Le directeur des industries mécaniques et électriques du ministère français du développement industriel a été voir sur place, au Japon, les usines Sony. De nombreux hauts fonctionnaires y ont aussi été invités. Le gouvernement japonais a fait un don important à la Fondation de France, dont M. Dantot est aussi le directeur général, pour développer la connaissance de la culture et de la civilisation japonaise en France.

Enfin, Sony est un autre montant. Quand l'usine de tubes cathodiques sera construite en France, Sony y ajoutera peut-être une usine de montage de téléviseurs entiers, dont les composants viendront des différentes usines du groupe situées dans le monde, et du Japon, où sont fabriquées les parties les plus hautement techniques. Mais comme l'usine française devra produire de très grandes séries pour être rentable dans le monde, il faut attendre non seulement que le marché français soit plus accueillant, mais aussi que le gouvernement français ait ouvert d'autres marchés en convainquant les gouvernements voisins d'adopter plutôt le procédé SECAM que le PAL allemand. La firme japonaise, qui fabrique pour l'instant des récepteurs mixtes pour les deux procédés, attend sans inquiétude. S'il veut exporter, le gouvernement français ouvrira de nouvelles voies commerciales. Les capacités de production et de financement des fabricants français sont limitées et nettement inférieures à celles de Sony.

« En somme, le gouvernement français travaille pour Sony », disent certains.

« Mon ambition est de faire participer les Européens à l'expansion d'une firme comme Sony, de même qu'ils ont participé au développement d'I.B.M. », affirme M. Dantot. La comparaison est judicieuse. Les méthodes et les caractéristiques de Sony sont si comparables à celles d'I.B.M. qu'on les croirait imitées : supé-

riorité technique (Sony est le seul au monde à détenir le procédé de fabrication du tube à grille de télévision en couleur), centralisation de la recherche, division technique (chaque unité fabrique une catégorie de produits dont l'utili-

Une tradition xénophobe

La « multinationalisation » des firmes japonaises est d'autant plus délicate que celles-ci vivent dans un système culturel particulièrement xénophobe. Non que ce qui vient de l'étranger y soit systématiquement repoussé, au contraire : mais le cercle des dirigeants qui décident y est extrêmement fermé. Il n'y a pas que

la tance à rester en liaison et en harmonie avec les centres de décisions situés à Tokyo. Il leur faut aussi rentrer au pays après un petit nombre d'années, faute de voir leur image paître loin du soleil, et de devoir ressentir un jour leur retour comme un cloisonnement.

C'est ce qui explique la négligence qu'ont souvent les dirigeants japonais à faire un effort pour s'intégrer un peu au pays dans lequel ils sont envoyés, quelles que soient les difficultés que cela peut présenter, et le peu d'empressement qu'ont les cadres nippons à détenir, partout où elles prennent des participations, de larges majorités de contrôle et encore plus souvent des intérêts de 100 %.

Refusant de partager si peu que ce soit leur pouvoir de décision, elles créent une situation d'autant plus troublante que les Occidentaux sont unanimes à célébrer, tout en la redoutant, « cette exquise politesse des Japonais, qui fait qu'on ne com-

prend pas toujours quand ils ne sont pas d'accord ».

Les investissements productifs à l'étranger sont largement encouragés par le gouvernement japonais : avantages fiscaux, prêts à long terme, politique d'assurance contre les variations de change, bureaux d'assistance à l'étranger. Mais le ministère du commerce et de l'industrie (MITI), réalisant le risque de voir le « Villain Japonais » remplacer l'« Ugly American » dans les imageries locales, vient d'édicter un ensemble de règles destinées à infléchir les activités des firmes nipponnes à l'étranger dans le sens d'une plus grande participation des intérêts locaux. Ainsi suggère-t-il de limiter les participations japonaises à 75 % des affaires, et de renoncer autant que possible à l'usage des « hommes de paille » et des « sociétés taxis » : d'employer dans l'ensemble au moins trente indigènes pour un Japonais dans les pays étrangers, et de limiter le nombre des cadres japonais à moins de la moitié du total des cadres ; de prendre en considération dans les pays hôtes des soucis qui sont aussi ceux du Japon, comme la lutte contre la pollution ; et de se conformer aux plans de développement économique et social nationaux.

Savoir s'adapter

Le MITI tente d'imposer aux états-majors des grandes firmes nipponnes une attitude que les cadres internationaux ont bien du mal à faire admettre à leur retour, sous peine de se voir taxés de contamination étrangère. Toutefois la capacité d'adaptation du Japon est fameuse. Il est maintenant tributaire de ses investissements à l'étranger. Ayant accumulé des richesses dans des régions fiscales, socialement ou commercialement avantageuses, il lui faut maintenant les gérer. Le mot à la mode à Tokyo est celui d'« internationalisation ».

En anglais, ce sont les banques et les institutions financières qui sont à la pointe du mouvement. Ainsi, le président de l'une des plus grandes sociétés d'investissement nipponne aurait-il publiquement affirmé que le tiers des unités de fabrication japonaises à l'étranger seraient déficitaires, évoquant clairement la nécessité de mettre un terme à l'incapacité de la plupart des dirigeants japonais de gérer des entreprises hors de leur pays.

Telle firme nipponne, qui ne se préoccupe pas de recueillir l'avis des cadres locaux qu'elle emploie avant de décider de la place relative et de la vocation qui devra revenir à chacun des pays dans son plan de développement en Europe, risque de commettre des erreurs. Le Français, l'Anglais

ou l'Allemand connaissent chacun les qualités, les défauts et les ambitions de leurs pays. Pourquoi vouloir ignorer leurs points de vue quand il s'agit, pour les dominer, d'avoir à les arbitrer ? Il n'est pas exclu que les dirigeants nippons, mieux que ceux d'autres nationalités, puissent apprendre vite à composer.

Car l'essence du « management » japonais est le consensus dans la décision. « Le temps et les précautions qu'il faut sont, en principe, pris pour que les choix soient toujours faits à l'unanimité, ce qui permet d'avancer ensuite plus vite dans le même sens », constate M. James Johnston, du groupe de conseillers internationaux Egon Zehnder. Il suffit donc que l'intégration des « galfins » étrangers soit plus grande dans le système existant pour qu'ils s'y sentent plus à l'aise qu'ailleurs, et il n'est pas dit que cela n'arrive pas.

Les patrons japonais ont — cela est notoire — le souci de créer l'harmonie dans leurs entreprises, car ils pensent que l'efficacité en dépend. Ainsi en est-il, en particulier, du personnel subalterne qui trouve une dignité nouvelle dans un tel système, alors qu'il souffre de la pesanteur des attributs de la hiérarchie occidentale. Ainsi, alors qu'un sondage Gallup, pratiqué en Grande-Bretagne à la demande du gouvernement japonais, montre que 37 % des Anglais interrogés considèrent le Japon comme « fasciste », la plupart des personnes qui travaillent dans les entreprises japonaises à des échelons modestes s'en trouvent satisfaites.

Plus encore qu'ils le furent devant les investisseurs américains, les gouvernements européens se trouvent donc placés face aux investisseurs japonais devant la terrible nécessité de choisir entre les avantages à court terme que représentent les emplois à créer, et les inconvénients à long terme que représente l'alignement définitif des centres de décision.

Prochain article :

SUIVRE LA PENTE ?

VACANCES EN ISRAËL

SÉJOUR A NATANYA PLAGE

15 jours en chambre double avec douche, en demi-pension, à l'HOTEL EIN HAYAM.

Prix par personne... F 2.280

SÉJOUR A JERUSALEM

15 jours en chambre double avec douche, en demi-pension, en Hôtel de catégorie 4 étoiles à deux pas de la Porte de Damas.

Prix par personne... F 2.580

* Possibilité de combiner une semaine à NATANYA avec une semaine à JERUSALEM.

Renseignements et inscriptions auprès de toutes Agences de Voyages ou

ZIMOPERA

5, av. de l'Opéra, 75001 Paris
Tél. 260.31.86 C.C. 302 A

Entre blancs et jaunes

LE ROSE ET LE NOIR

Seclin, faubourg de Lille. Les dames japonaises qui ne viennent pas à l'usine s'habillent sans s'en plaindre au crachin du Nord. Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de l'époux de l'une d'entre elles, M. Doguchi. De Tokyo, où il est allé pour quelques jours, parvient un télégramme : « Trinquiez à ma santé ».

Pour la trentaine d'employées de l'usine qui fabriquent les fermatures à glissière qu'est-ce qui distingue cette entreprise d'une autre ? Une table de ping-pong en bonne place, quelques bouillottes oubliées sur des bureaux, des attentions inattendues, des réactions parfois incompréhensibles et un ensemble de satisfactions. Ici le directeur technique, deux adjoints, deux agents commerciaux et un interprète. Tout le monde admet fort bien que, si une « perousse » est absente, l'un des deux ingénieurs japonais la remplace sur la machine. Mais il n'en va pas de même — surtout de la part de l'intéressée — lorsqu'on demande à une secrétaire de lever la visière en l'absence d'une femme de ménage. « Ce n'est pas toujours rose », reconnaît M. Carpreau.

Finalement, la sorte de paternalisme qu'on voit là passe bien. Sous le toit léger de YKK, le poids de la hiérarchie est moins ressenti qu'ailleurs, et cela plaît. Cependant, l'ensemble du personnel n'accepterait pas d'être commandé directement par ses supérieurs japonais. Et le directeur de la société se réjouit de la chaîne ouverte à Paris d'une école « purement japonaise ».

Le pilier de la maison est ici M. Carpreau : adjoint au directeur technique, il a fait ses classes dans les services commerciaux de la maison. C'est le Français le plus haut placé dans la hiérarchie de l'usine. Il est aussi délégué du personnel. En somme il négocie aussi bien le travail avec les employés que le salaire avec les patrons. Il représente le syndicat maison.

car il n'y en a pas d'autre. La pale est ici légèrement supérieure à ce qu'elle est dans les usines voisines de la zone industrielle. On sait, dit-on, que si les commandes baissent, « on balayera le plancher, mais on ne partira pas ». Les salaires déjaugent à la cadence avec les patrons. Et ils ne désespèrent pas de prendre place un jour parmi les élus que la maison-mère invite pour un voyage au Japon. Chaque lundi on participe à la réunion générale de l'usine : cela permet de vider son sac. Si un camion arrive, le directeur le déchargera s'il n'y a personne pour le faire.

Certains principes de l'entreprise japonaise sont donc ici en voie d'importation, non sans difficultés, tandis que d'autres ont déjà sombré. La notion de promotion systématique à l'ancienneté semble largement écartée, mais la stabilité de l'emploi paraît acquise. C'est la souplesse dans l'attribution des tâches qui paraît la plus délicate à adapter. Tout le monde admet fort bien que, si une « perousse » est absente, l'un des deux ingénieurs japonais la remplace sur la machine. Mais il n'en va pas de même — surtout de la part de l'intéressée — lorsqu'on demande à une secrétaire de lever la visière en l'absence d'une femme de ménage. « Ce n'est pas toujours rose », reconnaît M. Carpreau.

Finalement, la sorte de paternalisme qu'on voit là passe bien. Sous le toit léger de YKK, le poids de la hiérarchie est moins ressenti qu'ailleurs, et cela plaît. Cependant, l'ensemble du personnel n'accepterait pas d'être commandé directement par ses supérieurs japonais. Et le directeur de la société se réjouit de la chaîne ouverte à Paris d'une école « purement japonaise ».

CREED

Tailleur depuis 1760

7, rue Royale - PARIS

4, rue Esquimaud - LILLE

Lance la ligne « Olivier CREED »

Vous choisissez vous-même votre tissu dans nos collections sur mesure exclusives.

Exécution de costumes : 15 jours

Pantalon à partir de 500 F

INVESTIR A PARIS à moins de 3.000 F le m²

C'est encore possible à FÉLICITÉ dans un programme de qualité

Téléphoner à Jacqueline LACHAUD ALM. 98-98
GEFIC-INVESTISSEMENT 52, Ch.-Élysées
75008 PARIS

CHAUSSEON RENOUVELLE LA TECHNOLOGIE DU RADIATEUR AUTOMOBILE

Dans son rapport à l'assemblée générale des actionnaires de la Société des Usines CHAUSSEON, M. Jacques FÉRON, son Président-Directeur Général, attire l'attention des intéressés sur les nouvelles technologies du radiateur automobile en cours de développement industriel à la Division Thermique de cette Société.

En substituant l'aluminium et l'acier inoxydable aux traditionnels métaux cuivreux, CHAUSSEON apporte aux constructeurs automobiles et à travers eux à tous les usagers des progrès de poids, d'encombrement, de coût, d'adaptabilité qui se traduisent au plan national par une diminution sensible de métaux d'importation étrangère.

Les programmes établis avec les constructeurs automobiles prévoient les premières productions industrielles sous six mois et des fabrications journalières de série de 6.000 radiateurs nouveaux modèles en 1975.

Il est à noter que la version acier inoxydable dont CHAUSSEON est l'initiateur permettra dans une grande mesure d'utiliser les installations industrielles actuellement en place chez la plupart des fabricants de radiateurs de type traditionnel, ce qui répond au souci de réduire très sensiblement les investissements nouveaux tout en ouvrant des perspectives de contrats de licences à l'étranger.

Parmi les félicitations reçues par MATRASINCA, on note celles de la Société des Usines CHAUSSEON, fournisseurs des radiateurs qui équipent toutes les voitures de la marque engagées au Mans et qui ont, comme d'habitude, donné entière satisfaction.

REVUE PRATIQUE DE DROIT SOCIAL

Au sommaire du n° 350 (Juin 1974)

- L'expert comptable du comité d'entreprise ;
- La liste des conventions collectives nationales ;
- Les Comités d'Hygiène et de Sécurité ;
- La feuille de soins maladie de la Sécurité sociale ;
- En souscription, un nouveau livre de Maurice COHEN, « Le Droit des comités d'entreprise » ;
- Et les rubriques habituelles : l'actualité juridique ; chiffres et taux en vigueur, indices et budgets types.

Revue mensuelle — Le numéro : 7 F. — Abonnement : 40 F par an.
C.C.P. 4780-27 — 32, rue Bouret, 75040 PARIS CEDEX 19.

CODE DE L'URBANISME
DÉCRET DU 26 NOVEMBRE 1973

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ET LITEC

27, place Dauphine, 75001 PARIS

VOS IMPRIMÉS EN CHINOIS JAPONAIS

et toutes langues rares ou alphabets spéciaux : hébreu, russe, grec, arabe, hindi, farsi, etc., en quelques jours.

ébrave 東
TRAUCTIONS
38 AV. DAUMESNIL 12
Agent général d'Interlingua Translations
3421.02 - 3421.02 - TÉLEX 22064 F+

CADRES

Désireux de changer

ou améliorer votre situation

G F C

Groupe Français de
CONSEILS EN
CARRIÈRES

vous aide efficacement
à chercher et trouver
un poste à
votre mesure

Très nombreuses références
Premier entretien sur R.V.
et sans engagement

G F C S.A.

103, rue de la Pompe
PARIS XVI^e
553.89.29 et 87.55

Notre Cabinet

n'est pas un bureau de placement

Je m'abonne à 150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

SELON LE NOUVEAU PLAN DES CHARBONNAGES DE FRANCE

La production houillère serait en 1985 supérieure de 5 à 7 millions de tonnes aux prévisions initiales

Une réunion paritaire s'est tenue, mardi 25 juin, aux Charbonnages de France, au cours de laquelle a été communiqué aux syndicats le résultat des études consacrées à la révision des programmes de production des bassins houillers français. Cette révision avait été demandée au mois de mars dernier par le gouvernement de M. Messmer (« le Monde » du 16 mars). Il était en effet apparu opportun, compte tenu de la forte baisse du prix du pétrole, de réviser les possibilités offertes par les différents bassins. Le cadre des travaux avait été clairement défini. Il s'agissait de recenser les possibilités d'exploitation supplémentaires dans une « fourchette » de coûts comprise entre 2,5 et 3 centimes la tonne, et ce à l'horizon 1984-1985, puisque à ce moment-là doit intervenir le relèvement du prix du pétrole. Il était donc en fait demandé aux houillères de ralentir la diminution de leur production.

Des travaux des experts, qui ont été présentés mardi aux syndicats, ont fait apparaître que la production charbonnière (25,1 millions de tonnes en 1974) serait ramenée à 21 ou 22 millions de tonnes en 1978 (au lieu de 17 millions de tonnes prévues avant la hausse du pétrole), à 18,5 ou 20,5 millions de tonnes en 1980 (au lieu de 13,5 millions de tonnes) et à 15,5 ou 17,5 millions de tonnes en 1985. Le rythme de fermeture des puits serait donc ralenti, mais il semble exclu qu'on en revienne, ces opérations étant à la fois trop longues et trop coûteuses aux dires des Charbonnages. Comme nous

l'avions indiqué, l'effort essentiel devrait porter sur les gisements « Est » de la Lorraine. Dans cette région, le bassin de la Houve serait sauve. En revanche, la fermeture de Faulquemont n'est pas remise en question. Dans le Nord, la production pourrait être un temps maintenue, de même que dans le Centre. Le bassin de l'Aunance, enfin, sera exploité.

La réalisation de ces objectifs suppose bien entendu que des mineurs de fond soient réembauchés, ce qui pose maints problèmes compte tenu de la dégradation de l'image de marque de cette profession au cours de ces dernières années.

Certains syndicats ont été de plus, hostiles au plan charbonnier qui leur a été présenté par les Charbonnages de France. C'est ainsi que la délégation C.F.D.T., qui a quitté la réunion du mardi 25 juin, demande « avec vigueur » que soient examinées aussi les hypothèses de maintien et de développement de la production afin de soumettre aux pouvoirs publics un ensemble de choix possibles en fonction des exigences de la situation énergétique (L.). Pour la C.F.D.T., les nouvelles perspectives imposées par le gouvernement ne se traduisent en fait que par un ralentissement de la régression de la production charbonnière, ce qui ne correspond ni à l'intérêt national ni à ceux de la profession minière.

Le plan définitivement arrêté sera présenté dans les prochaines semaines aux pouvoirs publics.

Point de vue

Faire feu de tout... charbon

Par GEORGES TIFTON (*)

Si nos mines ne sont pas en mesure de fournir le supplément de charbon qui permettrait aux Français d'avoir moins froid l'hiver prochain, ce n'est pas le fait du hasard ni la conséquence de l'épuisement total des gisements, mais le résultat d'une volonté délibérée. Celle de gouvernements qui ont décidé, il y a plus de dix ans, le sacrifice des houillères nationales sur l'autel du libéralisme économique. Le raisonnement était assez simple. Les mines coûtent à la nation : elles reçoivent une subvention de l'Etat. Le prix de revient du charbon qu'elles livrent est supérieur au cours mondial de l'énergie : or une énergie au moindre coût favorise le développement industriel. Les sources étrangères en pétrole et en gaz naturel étant abondantes, la France pourra toujours s'approvisionner à l'étranger en quantités suffisantes pour couvrir ses besoins, en attendant que le relais du nucléaire lui assure une relative indépendance.

Ces données politiques étant posées, les calculs économiques traditionnels et l'application de méthodes de rationalisation des choix budgétaires ne pouvaient aboutir au projet d'abandon du charbon français et à la fermeture plus ou moins rapide des mines. Restait à choisir le rythme de la récession. Il n'a pas été déterminé en fonction des besoins prévisibles du pays, mais fixé par la limite des tensions sociales acceptables.

Le pouvoir ne voulait pas de drame. Il avait encore en mémoire la grande grève de 1963, qui avait si fortement impressionné l'opinion. L'idée a été lancée que « le charbon devenait un sous-produit social ».

Les mineurs ont souligné les risques que l'abandon du charbon français faisait courir au pays : la sécurité de son approvisionnement en énergie. Ils savent bien, eux, que cinq à dix ans sont nécessaires pour la mise en exploitation d'une mine, et que toute fermeture a un caractère pratiquement irréversible. Il leur a été répondu que le poids du charbon devenait négligeable et que quelques millions de tonnes de charbon en plus ne changeraient rien à la vie du pays. Nous verrons pendant les prochains hivers si quelques degrés en moins et plusieurs semaines sans chauffage sont sans importance !

La France a produit 60 millions de tonnes de charbon en 1968 ; 45 millions de tonnes en 1969. Elle en produira 24 ou 25 millions de tonnes en 1974. La régression au rythme actuel conduira à l'extinction d'une dizaine de millions de tonnes en 1980, à moins qu'un redressement ne soit opéré.

La production ne pouvait pas être maintenue au niveau des meilleures années. On avait depuis longtemps que l'espérance de vie des gisements houillers français était limitée à quelques décennies. L'arrêt de la production par une longue exploitation, il ne reculait que des réserves dont l'extraction est devenue difficile dans les bassins les plus anciens. Mais plutôt que d'accélérer la récession par une politique du moindre coût apparent de l'énergie, il aurait fallu la freiner en pratiquant une péréquation des prix des produits énergétiques. Ceux-ci auraient été un peu plus élevés en moyenne, mais certaines

de nos ressources nationales aujourd'hui aliénées auraient été sauvegardées. Et, du même coup, en faisant payer l'énergie à un prix plus réaliste, des gaspillages auraient été évités, aussi bien à la production qu'à la consommation, contre lesquels il faut lutter maintenant.

Car, quoi que l'on fasse, ce qui a été abandonné volontairement ne se retrouvera pas. On sait que tout le charbon repéré dans le sous-sol par les géologues ne peut pas être extrait, que certaines réserves ne sont pas accessibles et que d'autres ne sont pas exploitables dans les conditions techniques et sociales du moment. De ce qui est considéré comme récupérable par les techniciens, les économistes font éliminer tout ce qui n'est pas « rentable ». Plus les conditions économiques sont sévères, plus sont importantes les quantités recouvertes et abandonnées.

C'est ainsi que les programmes drastiques de récession fixés par le gouvernement ont conduit les houillères à pratiquer une politique fortement sélective des réserves qui a entraîné une dégradation rapide des gisements et une certaine dilapidation du patrimoine national.

Une autre conséquence grave de la récession est de nature socio-psychologique. Le moral du mineur a été sérieusement atteint. On lui répète depuis des années que son métier est sans avenir, qu'il devrait en changer et se reconverter. Comment aurait-il pu résister à ce message psychologique et conserver une foi intacte dans son rude travail, qui a pourtant été la fierté de générations de mineurs ?

Ce facteur social risque de compromettre les possibilités de changement de cap de la production française. Bien que la minéralisation soit largement développée, la mine reste une industrie de main-d'œuvre. Pour maintenir ou développer la production, il faut des hommes.

(*) Secrétaire général adjoint des Charbonnages de France.

CONJONCTURE

LES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES PAR LA FRANCE ONT COMMENCÉ À BAISSER EN MAI

La baisse tant attendue des matières premières est-elle en train de se produire ? Les statistiques de l'INSEE montrent qu'en mai les prix internationaux de matières premières importées par la France ont, dans l'ensemble, baissé de 2,8 % par rapport à avril. Il est vrai que le niveau actuel des prix est encore supérieur de 5,3 % à ce qu'il était il y a un an.

	En 1 mois	En 1 an
MAT. PREMIÈRES (%)	(-)	(-)
ALIMENTAIRES	- 1,6	+ 4,7
dont céréales	- 3,3	+ 3,6
MAT. PREMIÈRES		
INDUSTRIELLES	- 3,6	+ 59,5
dont non-ferreux	- 3,8	+ 109,8
Textiles	- 9	+ 2,2
Caoutchouc	- 0,4	+ 44,8

● SUSPENSION DE LA GREVE AUX ACIÉRIES DU PUY-DE-FRANCE

Par un vote à bulletin secret, le personnel des Acieries (Loire), s'est prononcé à 90 % le 25 juin, pour la suspension de la grève entamée le 17 mai dernier (« le Monde » du 25 juin).

AGRICULTURE

M. Bonnet et les responsables professionnels mettent au point les mesures pour « maintenir » le revenu paysan

M. Bonnet a reçu, ce mercredi matin 26 juin, les dirigeants des quatre grandes organisations paysannes (APCA, F.N.S.E.A., C.N.J.A., C.N.M.C.C.A.). Cette rencontre, qui fait suite aux entretiens du premier ministre avec les responsables de ces mêmes organisations la semaine dernière, doit permettre d'étudier un ensemble de mesures dont l'objet essentiel est la préservation du revenu paysan cette année. Les experts admettent en effet que le pouvoir d'achat des agriculteurs baissera d'un pourcentage égal à celui de la dépréciation monétaire si aucune mesure de sauvegarde n'est prise. Les pouvoirs publics et les professionnels étudient quatre types de mesures qui peuvent être complémentaires : « dégrèvements » de certains marchés, dévaluation du « franc vert », manipulation de la T.V.A., actualisation des prix européens. Toutefois, aucune décision n'a été arrêtée.

Réticents jusqu'à ces dernières semaines, les comptables publics ont fini par admettre les prévisions des professionnels : le pouvoir d'achat des paysans diminuera au cours de l'année d'un pourcentage égal à celui de la dépréciation monétaire : de 12 à 15 %. Exprimé d'une autre manière, il faudra dégrader de 6 à 8 milliards de francs le niveau actuel des prix de l'agriculture pour que le revenu brut d'exploitation de l'agriculture soit au moins égal à celui de l'année dernière (53 milliards de francs).

« Les agriculteurs doivent avoir un revenu comparable à celui des autres catégories professionnelles », avait assuré M. Cocard d'Estaing au cours de sa

campagne électorale. Alarmés par les manifestations des producteurs d'aristochats bretons et celles des viticulteurs et des fruitiers méridionaux, le président de la République et le premier ministre ont invité le ministre de l'Agriculture à « prendre le taureau par les cornes ». D'autant que, si la grève des paysans n'est pas pour l'instant que ponctuelle, le gouvernement ne souhaite pas prendre le risque de voir se conjuguer à l'automne lorsque les agriculteurs commencent à faire leurs comptes une flambée de colère dans les campagnes et une vague de manifestations syndicales.

Aussi, la « table ronde » que réunit ce mercredi matin M. Bonnet a-t-elle pour objet de mettre au clair les mesures qui devraient « maintenir » le revenu paysan. Les pouvoirs publics et les professionnels envisagent de jouer sur quatre leviers avec plus ou moins d'intensité : la gestion des marchés du vin, de la viande et des fruits pour éviter une chute des cours ; la dévaluation de 6 à 9 % du « franc vert » (valeur du franc exprimée en unités de compte) pour augmenter les prix d'intervention et supprimer les montants compensatoires ; diverses manipulations de la T.V.A. pour dégrader environ 600 millions de francs ; l'actualisation des prix européens à l'automne.

Excepté celles concernant la T.V.A., toutes ces mesures ont un point commun : elles devront être avalisées par les partenaires européens de la France avant de pouvoir être mises en œuvre. A moins que le gouvernement ne fasse preuve d'imagination, comme le laissent entendre récemment M. Bonnet. C'est pourquoi, en sortant du cabinet du ministre, les responsables paysans se sont montrés assez réservés : il faut en effet attendre que le gouvernement fasse le choix des mesures qu'il souhaite prendre. Si celles qui concernent le dégrèvement des marchés ne semblent pas devoir faire problème, en revanche la détaxation des carburants pour l'agriculture se heurte à certaines réserves du côté du gouvernement : de même en ce qui concerne le « franc vert » : on note au ministère de l'Agriculture que l'impact d'une telle décision est encore difficile à évaluer. Mais surtout elle reviendrait à officialiser la dépréciation du franc. C'est donc au niveau politique, c'est-à-dire au niveau de la présidence, que cette affaire doit se régler. Restent quelques points d'interrogation : ces mesures permettront-elles réellement aux agriculteurs les plus touchés par l'augmentation des coûts de production, c'est-à-dire les plus dynamiques, de surmonter cette crise ? Les consommateurs ne feront-ils pas les frais des mesures destinées à enrayer la chute des cours de la production ? Le gouvernement trouvera-t-il finalement un autre moyen que l'accélération du départ des exploitants pour maintenir le revenu par tête ?

BANQUES

PROJET DE FUSION DE LA FILIALE WARBURG-PARIBAS AVEC LA FIRME AMÉRICAINE A.G. BECKER

Un accord de principe a été conclu pour la fusion de Warburg-Paribas Inc., filiale commune à New-York de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et de la « merchant bank » anglaise S.G. Warburg, avec la banque d'affaires américaine A.G. Becker de Chicago. Une telle opération permettrait à Warburg-Paribas d'entrer en force sur le marché financier américain au moment où son développement s'accroît.

COLLOQUES ET CONGRÈS

A Genève

La Conférence internationale du travail s'achève sur des incidents politiques avec l'U.R.S.S. et le Chili

De notre correspondante

Genève. — La conférence internationale du travail qui se tenait à Genève depuis le 5 juin avec la participation de cent dix-neuf pays s'est achevée mardi soir 25 juin.

Le dernier débat consacré au rapport de la commission de l'application des conventions et recommandations a été houleux. Un certain nombre de pays (Cameroon, Gabon, Malaisie, Turquie, U.R.S.S. et Venezuela) y étaient visés, en raison de leur législation sur la répression de l'insubordination, jugée contraire à la Convention internationale de 1930 sur le travail forcé. Parmi les représentants de ces pays, seuls ceux de l'U.R.S.S. ont violemment dénoncé les affirmations contenues dans le rapport, elles-mêmes fondées sur les conclusions d'experts de renom international. Finalement — cas unique dans l'histoire de la conférence — le rapport de la commission, adopté par cette-ci à la majorité, n'a pu être adopté en séance plénière, en dépit des cent vingt-trois voix qui se sont prononcées en sa faveur, sans vote hostile.

En effet, cent cinquante-dix délégations (dont celle du gouvernement français) s'abstiennent, de sorte que le quorum qui était de deux cent six voix n'a pu être atteint. La veille, la conférence avait adopté par deux cent vingt-quatre voix contre une (celle du gouvernement chilien) et cent vingt-quatre abstentions, une résolution condamnant la violation des droits de l'homme et des droits syndicaux au Chili. La délégation gouvernementale chilienne s'est retirée alors de la conférence. Il ne semble pourtant pas que la

commission d'enquête du BIT pour le Chili, sur place, comme il en avait été décidé au début de la conférence.

Le bilan de cette quarante-neuvième session apparaît finalement positif. Deux conventions adoptées tendent à généraliser pour tous les salariés du monde le système du congé payé supplémentaire pour leur participation (générale, professionnelle ou syndicale), et l'autre à supprimer les emplois industriels des produits cancérogènes, sans pour autant provoquer de conséquences sociales.

ISABELLE VICHNIAC.

SÉCURITÉ SOCIALE

LE MINISTRE DU TRAVAIL ACCÉPTE L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS, A L'AUTOMNE, SUR LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION AVEC LES MÉDECINS

Le président de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), le docteur Monier, qui a été reçu le 25 juin, par M. Durafour, ministre du travail, a obtenu l'accord de celui-ci pour que des négociations sur le renouvellement de la convention entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins s'ouvrent à l'automne prochain. Cette convention, qui vient à expiration en mai 1975 (« le Monde » du 26 juin), prévoit un système d'antidépense du corps médical et était accompagnée d'un « engagement national » de l'Etat qui, tous deux, ont fait couler beaucoup d'encre, mais n'ont pas donné lieu à des résultats tangibles. Le président de la C.S.M.F., d'autre part, demandait que la deuxième majoration des honoraires, prévue en septembre, soit avancée au 1^{er} juillet. Une telle anticipation permettrait de résoudre le conflit qui oppose la caisse d'assurance-maladie de la région parisienne aux deux cent vingt-six médecins qui dépassent les tarifs actuels et sont menacés d'être placés hors convention. Sans se déclarer hostile à une telle anticipation, le ministre a insisté sur le fait que les difficultés de calendrier étaient grandes : la Caisse nationale d'assurance-maladie devait se prononcer rapidement sur la demande des médecins.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
12 mois	12 3/4	12 3/4	12 1/2
6 mois	12 3/4	12 3/4	12 1/2
3 mois	12 3/4	12 3/4	12 1/2
1 mois	12 3/4	12 3/4	12 1/2

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale de Constructions Mécaniques (SONACOME) lance un avis d'appel d'offres international en vue de la construction d'un complexe industriel à Ain-El-Kabira, Wilaya de Sâïf. Les travaux comprendront tous corps de métiers :

BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL INSTALLATIONS TECHNIQUES

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges sur rendez-vous contre remise d'un montant de DA 1.000, après avoir présenté la qualification de leur entreprise à l'adresse suivante :

SONACOME
Société Nationale de Constructions Mécaniques
Route de Chéraga
Dely-Ibrahim (Alger)
Téléph. : 78-23-60 ou 78-10-93

Les offres doivent parvenir au plus tard le 6 août 1974 sous double pli cacheté. La première enveloppe portant l'adresse indiquée ci-dessus, la deuxième portant la mention « SOUMISSION P. 043 - NE PAS OUVRIR ». Les soumissionnaires resteront engagés à leur offre pendant une durée de 90 jours.

(PUBLICITE)

CHANGES
RAE

MOPEN

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
3. LA VISITE DU CHAH D'IRAN
— Le souverain iranien s'entre-
tient pour la troisième fois
avec M. Giscard d'Estaing.
4. PROCHE-ORIENT
— ISRAËL : le Knesset rejette
sur le Liban la responsabilité
de l'opération de Nahariya.
- 4-5. ASIE
— CHINE : M. Huicheng reprend
son poste à Pékin alors que
les relations sino-soviétiques
sont très tendues.
- 6-8. POLITIQUE
— L'Assemblée nationale choisit
l'âge de la majorité électorale
et civile.
- 8-9. SCIENCES
— L'agence nationale pour la
valorisation de la recherche
fait le bilan de cinq années
d'existence.
- La 46^e session de l'opération
"Fumée".
9. AERONAUTIQUE
— Le C.G.T. craint un « démen-
tèlement » de la SNIAS.
11. ECHecs
— FOOTBALL : Coupe du
monde : les équipes qualifiées
contraignent à l'offensive.
12. JUSTICE
— Le directeur des établisse-
ments Foyes est inculpé d'es-
croquerie et escrocs.
- Assises de Paris : Christian
Jabin, ironique et goguesnard.
14. MEDICINE
— Nominations dans les instituts
Pasteur.

**LE MONDE
DES ARTS ET DES SPECTACLES**

LIRE PAGES 15 A 22

— HORS PAGES : Chulida à
Bailly; Ernest Pignon-Ernest
au Havre; Monart à Aix-en-
Provence; Agnès à La Ro-
chelle; Le jeune cinéma à
Toulon; L'art en foire à
Belle; Les expositions d'été
en province.

— EXPOSITIONS : Degres au
Centre sudois.

31. EQUIPEMENT ET REGIONS
— ENVIRONNEMENT : l'ancien
directeur de cabinet de M. R.
Ponjard demande le blocage
des nouveaux projets de cen-
trales nucléaires.

**33-34. LA VIE ECONOMIQUE
ET SOCIALE**
— POINT DE VUE : « Faire fuir
de tout... charbon », par Geor-
ges Tiffon.

— « Les Japonais en Europe »
(II), par Jacqueline Gopin.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (23)
— Annonces classées (24 à 29);
Carnet (14); Informations pra-
tiques (23); « Journal officiel »
(23); Méthodologie (23); Mots
croisés (23); Finances (33).

Le numéro du « Monde »
daté 26 juin 1974 a été tiré à
552 678 exemplaires.

Retour en train
aller en voiture
Louez Europcar. 645.21.25

**la Règle
à Calcul**

1^{er} distributeur agréé en France
des calculatrices électroniques
Hewlett-Packard

vous présente
le HP-35, le HP-45, le HP-80

HP-35 : 27 fonctions
1245 F.H.T. 1494 F.T.T.
dans son nouveau magasin
65 Boulevard St-Germain
75005 Paris Tél. 033.02.63
démonstration - vente sur stock
crédit CETELEM

HEWLETT PACKARD

A B C D F G H

A Luxembourg

Les Neuf ont mis au point l'ensemble de leurs propositions aux pays méditerranéens

Les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis mardi 25 juin à Luxembourg, ont accepté de se rendre les 25 et 26 juillet prochain à Kingston, capitale de la Jamaïque, où ils sont invités à une session de négociation au niveau ministériel par les gouvernements des quarante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique candidats à des accords préférentiels avec la C.E.E. Ils n'ont cependant pas accompli mardi de grands progrès dans la préparation de cette négociation, dont ils reprendront le dossier le 22 juillet à Bruxelles avant de partir pour Kingston.

Les Neuf se sont mis d'accord en revanche

sur les lignes directrices du mandat à confier à la Commission européenne pour reprendre des négociations avec l'Espagne, Israël, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et Malte. Les problèmes restant encore à régler, qui concernent le régime tarifaire à appliquer aux importations de quelques produits et les droits de transit au Royaume-Uni, seront examinés par le comité des représentants permanents des Neuf, de telle façon que le texte définitif du mandat puisse être approuvé par le conseil avant la fin juillet. Les pourparlers avec les six pays méditerranéens concernés, dont l'objectif est d'aboutir à la conclusion d'accords préférentiels avec la Communauté, pourront de la sorte reprendre en septembre prochain.

De notre envoyé spécial

Plusieurs Etats membres divergent sur le montant de l'aide financière à accorder par la Communauté aux pays du Maghreb et à Malte. Finalement, le chiffre de 300 millions d'unités de compte (une unité de compte égal 6,50 F environ) a été retenu.

Mardi, les discussions les plus longues ont porté sur le régime applicable aux importations de produits agricoles transformés.

La France et les Pays-Bas ont fermement repoussé la demande ainsi présentée par M. Callaghan comme parfaitement contraire au principe de base du Marché commun.

Les Neuf ont confirmé officiellement l'intention de la Communauté de participer pour 500 millions de dollars au fonds exceptionnel que se propose de créer l'ONU en faveur des pays du tiers-monde les plus grave-

A L'UNESCO

Grève et menace de grève du personnel de l'Organisation

Le siège de l'UNESCO, place Fontenay à Paris, bruisait, mardi matin 25 juin, d'une façon tout à fait inaccoutumée. Le personnel avait en effet été appelé par l'association qui le rassemble à observer une demi-journée de grève pour protester « contre l'attitude de mépris et de refus du conseil exécutif de l'UNESCO face à l'ensemble du personnel ». Une assemblée générale extraordinaire devait permettre de vérifier que cet appel — rarissime dans une instance internationale — avait été entendu : elle réunira près d'un millier de personnes.

Le mécontentement s'explique par le refus du conseil exécutif de prendre en considération les revendications du personnel sur deux points : une revalorisation des salaires pour les employés des services généraux (secrétaires et personnel d'exécution) et une augmentation du nombre des « engagements à durée indéterminée » pour le personnel de conception.

Le second point était tout particulièrement sensible, dans la mesure où il y va, fut-il expliqué, « de la sécurité de l'emploi et, par conséquent, de l'indépendance de la fonction publique internationale ». Les propositions, pourtant modestes, d'amélioration de la situation formulées par M. Mahon, directeur général, n'ont même pas été prises en considération par le conseil exécutif. Celui-ci a

purement et simplement décidé d'ajourner ses travaux sur ce thème jusqu'à septembre prochain. Ce refus a — dans la maison des droits de l'homme — été ressenti comme un affront. L'atmosphère était d'autant plus grande que le conseil exécutif — dont la session s'achève à Paris le même jour — devait se transporter à grande vitesse, ce 28 juin, à Varsovie, en Bulgarie, pour une séance de travail de deux journées.

Aussi l'assemblée générale s'est-elle décidée de mandater les instances dirigeantes de l'association du personnel pour préparer toute action nécessaire, y compris une grève générale, à l'ensemble du personnel lors de la prochaine session du conseil exécutif et de la conférence générale (en septembre et octobre prochains).

A l'Assemblée nationale

LES GROUPES CENTRISTES FUSIONNENT

Mardi matin 26 juin, au Palais-Bourbon, les députés du groupe réformateur et du groupe Union centriste ont annoncé la constitution d'une formation commune intitulée Groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.

La prochaine réunion aura lieu le 3 juillet prochain : les effectifs exacts seront alors connus. Le président et le bureau du groupe seront élus à cette occasion.

M. RAYMOND MARCELLIN CANDIDAT AUX ELECTIONS SENATORIALES

M. Raymond Marcellin, ancien ministre, maire de Vannes, serait candidat aux élections sénatoriales de la Morbihan, le 22 septembre prochain. Il ne provoquerait par conséquent pas d'élection législative partielle et laisserait son suppléant, M. Jean Grimaud (r.p. ind.), siéger à l'Assemblée nationale. Le Morbihan compte trois sénateurs, l'un d'entre eux, au moins, M. Victor Golvan (U.D.R.), âgé de soixante-deux ans, maire de Quiberon, ne se représenterait pas.

ROBERT LESPAGNOL EST MORT

Nous apprenons la mort, survenue mardi dernier 18 juin à Sanary-sur-Mer, de notre ami et ancien collaborateur Robert Lespagnol, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Robert Lespagnol avait assuré dans le Monde la rubrique des mots croisés jusqu'à sa retraite, en août 1971, et n'a jamais cessé d'être actif et d'être aimé de ses dévoués.

Né en janvier 1900, il commença par militer dans les rangs du jeune parti communiste (il fut un des premiers à se rendre en U.R.S.S.). Il s'en détacha devant la montée du stalinisme. Journaliste, il fut secrétaire de rédaction, notamment au Quotidien, se maria à Lamoignon pendant la dernière guerre et devint secrétaire général de la rédaction de France-Tribune jusqu'à la disparition de ce journal. Il passa alors au Canard enchaîné, où il continua à donner des mots croisés signés Aristodème. « L'Europe », comme l'appelaient ses proches, laisse le souvenir d'un excellent camarade, astiné de tous.

La direction, la rédaction et le personnel du Monde présentent leur plus vif et cordial hommage à Mme Lespagnol et aux enfants de notre ancien collaborateur.

LE COLLECTIF BUDGETAIRE POUR 1974

Les contribuables touchés par les majorations d'impôts seront moins nombreux que prévu

Les mesures fiscales annoncées le 12 juin par M. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, vont être soumises au Parlement, qui tiendra une session extraordinaire, du 2 au 10 juillet, pour les examiner. Ces mesures, regroupées dans une loi de finances rectificative, seront examinées, par le conseil des ministres, jeudi 27 juin.

Certaines modifications seront apportées au projet que M. Fourcade avait rendu public il y a quinze jours. Il est certain, notamment, que la limite à partir de laquelle les contribuables subiront une majoration d'impôt sera relevée, ce qui réduira de 1,5 million à 1,5 million le nombre des contribuables touchés; de même, des aménagements sont prévus pour éviter que le système ne s'applique brutalement à partir de cette limite. Enfin, la Ruse de Stoch a annoncé que l'Etat, qui bénéficie du fait de l'inflation d'importantes plus-values fiscales, avait remboursé 3,5 milliards de francs à la Banque de France.

On avait un peu perdu l'habitude des lois de finances rectificatives, tant l'exécution du budget de l'Etat posait peu de problèmes depuis quinze ans. Cette année, la situation est très différente : l'Etat doit modifier le budget de 1974, en cours d'exécution, pour tenir compte tout à la fois des mesures de lutte contre l'inflation annoncées par M. Fourcade, le 12 juin, et des mesures sociales annoncées par M. Chirac la semaine dernière. Comme l'inflation a considérablement grossi

les recettes et les dépenses de l'Etat, les modifications apportées par la loi de finances rectificative — ce que les législateurs appellent le « collectif » — seront importantes pour les masses mises en jeu : plus de 10 milliards de francs, soit environ 5 % du budget.

Le Parlement, dont la session de printemps se termine à la fin de la semaine, va être convoqué en session extraordinaire du 2 au 10 juillet pour examiner la loi de finances rectificative. Pour l'instant, M. Giscard d'Estaing, Chirac et Fourcade s'efforcent de la mise au point des mesures du collectif qui seront soumises jeudi 27 juin au conseil des ministres.

Dans l'état actuel de nos informations, il semble certain que la limite à partir de laquelle les contribuables devront payer une majoration d'impôt sera relevée. Elle avait été fixée à 2 000 F par part (impôt payé en 1973) des revenus de 1973. Cette limite serait fixée entre 2 000 et 3 000 F, probablement aux environs de 2 500 F par part. C'est dire que la majoration de 5 % ne s'appliquerait qu'à partir de 2 500 F d'impôts par part. De même, un système serait retenu pour éviter qu'un contribuable situé juste au-dessus de la limite à partir de laquelle la majoration s'applique ne subisse brutalement et complètement cette majoration. Le principe d'une date sera donc certainement retenu.

Le barème des signes extérieurs de richesse, qui permet au fisc d'imposer autoritairement les contribuables qui déclarent des revenus manifestement sous-estimés, sera en revanche durci. Les « signes » seront plus nombreux et plus lourdement taxés. Côté dépenses, le gouvernement annonce des restrictions draconiennes qui pourraient porter notamment sur la fuste civile Ariane. De même, le désarmement du paquebot France, l'abandon du projet d'Avion Mercure, le ralentissement des aides à la construction navale pourraient être annoncées. Mais rien n'était certain à l'heure où nous écrivons.

Une chose est sûre en revanche : l'Etat a remboursé 3,5 milliards de francs à la Banque de France. Une note diffusée à ce sujet par la Rue de Rivoli précise que :

« Le budget de l'Etat a bénéficié au titre de 1974 d'excellents budgets importants. Une partie importante de ces excédents correspond non pas à un développement en volume de l'activité économique, mais à la simple répercussion des hausses de prix, notamment par l'intermédiaire de la TVA. Ces plus-values, purement nominales, sont malvenues; c'est pourquoi l'Etat a décidé de les stériliser en procédant à un premier remboursement des dettes contractées vis-à-vis de la Banque de France. »

Les remous autour de la succession du général Franco

« Aucune puissance humaine ne pourra m'empêcher de faire mon devoir »

déclare à Estoril le comte de Barcelone

Don Juan de Bourbon, comte de Barcelone, a, le lundi 24 juin, à Estoril, précisé la manière dont il entend le rôle qu'il pourrait jouer en Espagne, lorsque la question de la succession du général Franco se posera. Prenant la parole devant deux cent cinquante personnes réunies à sa résidence portugaise à l'occasion de sa fête, Don Juan a clairement indiqué qu'il ne renoncera pas à ses prérogatives et à la « mission confiée par son père, le roi Alphonse XIII ». Mais il a demandé que l'on respecte ses « silences » actuels. Le comte de Barcelone est, en effet, soumis en ce moment aux pressions incessantes de nombreuses personnalités espagnoles, représentant des courants politiques très divers, de la gauche à la droite, pour qu'il prenne nettement position.

Samedi dernier, à Estoril, à l'issue d'un dîner, où figuraient la plupart des personnalités accréditées pour le saluer, Don Juan était content de formuler une véritable déclaration. Don Juan a précisé ses conceptions d'une manière assez nette, beaucoup plus nette en tout cas qu'il n'avait eu l'occasion de le faire au cours des dernières années. Il a d'abord souligné le meilleur succès au « peuple portugais » engagé dans un processus de décentralisation depuis le 25 avril. Il a ensuite demandé une nouvelle fois que l'on respecte ses « silences », mais en précisant que c'était pour éviter des « interprétations abusives ». En clair, cela signifie que le fils d'Alphonse XIII n'a pas l'intention d'abdiquer ainsi que la rumeur en avait couru à Madrid ces derniers mois. Il se considère donc toujours comme le véritable chef de la dynastie : c'est un point essentiel.

« J'ajoute, a-t-il dit, que, si un jour ma conscience, et seulement ma conscience, m'indiquait qu'un changement d'attitude est convenable, aucune puissance humaine ne pourra m'empêcher de faire mon devoir. » Cette déclaration a été saluée par les assistants aux cris de « Vive le roi ! »

lundi soir par le comte de Barcelone ne manque donc pas d'intérêt. Conscient d'avoir déjà tous ceux, parmi ses amis ou ses conseillers, qui espèrent une véritable déclaration, Don Juan a précisé ses conceptions d'une manière assez nette, beaucoup plus nette en tout cas qu'il n'avait eu l'occasion de le faire au cours des dernières années. Il a d'abord souligné le meilleur succès au « peuple portugais » engagé dans un processus de décentralisation depuis le 25 avril. Il a ensuite demandé une nouvelle fois que l'on respecte ses « silences », mais en précisant que c'était pour éviter des « interprétations abusives ». En clair, cela signifie que le fils d'Alphonse XIII n'a pas l'intention d'abdiquer ainsi que la rumeur en avait couru à Madrid ces derniers mois. Il se considère donc toujours comme le véritable chef de la dynastie : c'est un point essentiel.

Roulez en musique avec EAF

EAF a sélectionné les 31 meilleurs équipements d'autoradios combinés radiocassettes et lecteurs de cassettes, dont il assure la pose en 1 heure.

EAF

EQUIPEMENT AUTOMOBILE FRANÇAIS

16 points de vente dans Paris.

Téléphones à EAF-Informations
533-81-81

SOLDES JEUDI 27 JUIN

FRANK ET FILS
80 RUE DE PASSY
OUVERTURE A 9 H.

MISS FRANK
CENTRE COMMERCIAL
MAINE MONTPARNASSE
OUVERTURE A 10 H 30.

Avec la garantie
d'un maître tailleur

**COSTUMES
MESURE**

à partir de 595 F

dans un choix
de 3.000 draperies

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de 4-Septembre, PARIS 10^{ème}

MARCHAND-VASSEUR
22-24, RUE DES VINAIGRIERS
75010 PARIS - TEL. 202-50-12

Soldes d'été
Parfums, Bijoux,
Fleurs, Chapreaux,
Ivoires, Coraux,
Ecoilles

Jeudi 27, vendredi 28, samedi 29 juin
lundi 30 juillet. De 11 h. à 20 h.
46 rue Est, Jacques-Sonsequet

**VENTE - RECLAME DE
BAGAGES**

à la Grande Maroquinerie de Paris

RIVES
156, rue de Rivoli

METRO : LOUVRE

Jeudi 27 1974